

QUÉBEC / LES ANNÉES 50

Le Prince de l'Église déclassé le Chef

Le deuxième volet de notre sondage en pages B6 et B7

Ottawa fait volte-face

Le ministre de l'Industrie retire son offre d'aide au hockey professionnel

GILLES TOUPIN
du bureau de La Presse, OTTAWA

Volte-face, virage à 180 degrés, constat d'une erreur de jugement, repli en catastrophe, patinage à reculons, changement de cap sans précédent dans les annales politiques, les expressions n'ont pas manqué hier pour qualifier l'annonce faite par le ministre de l'Industrie, John Manley, du retrait de sa proposition d'aide financière aux équipes canadiennes de la Ligue nationale de hockey.

À peine 48 heures après son offre d'aide fédérale au hockey professionnel, le ministre Man-

ley, fervent partisan de son équipe locale, les Sénateurs d'Ottawa, s'est présenté devant la presse parlementaire pour affirmer que le peuple canadien s'était exprimé haut et fort contre l'idée de mettre des deniers publics au service des millionnaires du hockey. *Vox populi, vox Dei.*

« Par conséquent, a-t-il dit, j'annonce aujourd'hui, au nom du gouvernement du Canada, que cette proposition a été abandonnée et que nous ne reviendrons plus sur la question. »

Jeudi en soirée, confronté à une véritable vague déferlante de protestations venant non seulement de tous les coins du pays, mais aussi de

l'intérieur même du caucus libéral, John Manley téléphonait au propriétaire des Sénateurs, Rod Bryden, pour le prévenir qu'il allait publiquement revenir sur ses offres le matin suivant.

Mardi, le gouvernement Chrétien était prêt à verser directement aux équipes canadiennes de la LNH 18 millions de dollars par année pendant trois ans afin qu'elles puissent faire face à leurs coûts d'exploitation croissants et demeurer ainsi au pays.

Voir OTTAWA en A7

■ Autres informations en page B8 et dans le cahier Sports

Plus



☐ La Gaspésie fermée, Chandler se vide

page B1

Cinéma



☐ Irlandais, pauvre... et catholique

page C1

Spectacles



☐ Jacques Fabi, veilleur de nuit

page D1

Le projet Bourque: un atout pour la banlieue

CLAUDE PICHER

À mesure que le projet « une île, une ville » fait son bout de chemin, l'opposition grandit dans les municipalités de la banlieue. Une des opinions les plus répandues veut que la banlieue n'a pas à payer pour les erreurs de Montréal. Ce raisonnement sous-entend évidemment qu'en cas de fusion, les taxes des banlieusards vont augmenter, tandis que celles des Montréalais vont diminuer.

Il s'agit là d'un préjugé sans fondement.

En cas de fusion des 28 municipalités de l'île de Montréal, les taxes municipales des Montréalais vont augmenter en moyenne de 185 \$, tandis que le compte de taxes baissera de 416 \$ à Montréal-Nord, 549 \$ à Verdun, 750 \$ à Outremont, et 2431 \$ dans la riche municipalité de Hampstead. En revanche, il y aura bien quelques perdants: les taxes grimperont de 999 \$ à Westmount, 421 \$ à Pointe-Claire, 135 \$ à Anjou.

Voir LE PROJET en A2

Il y a 35 ans!

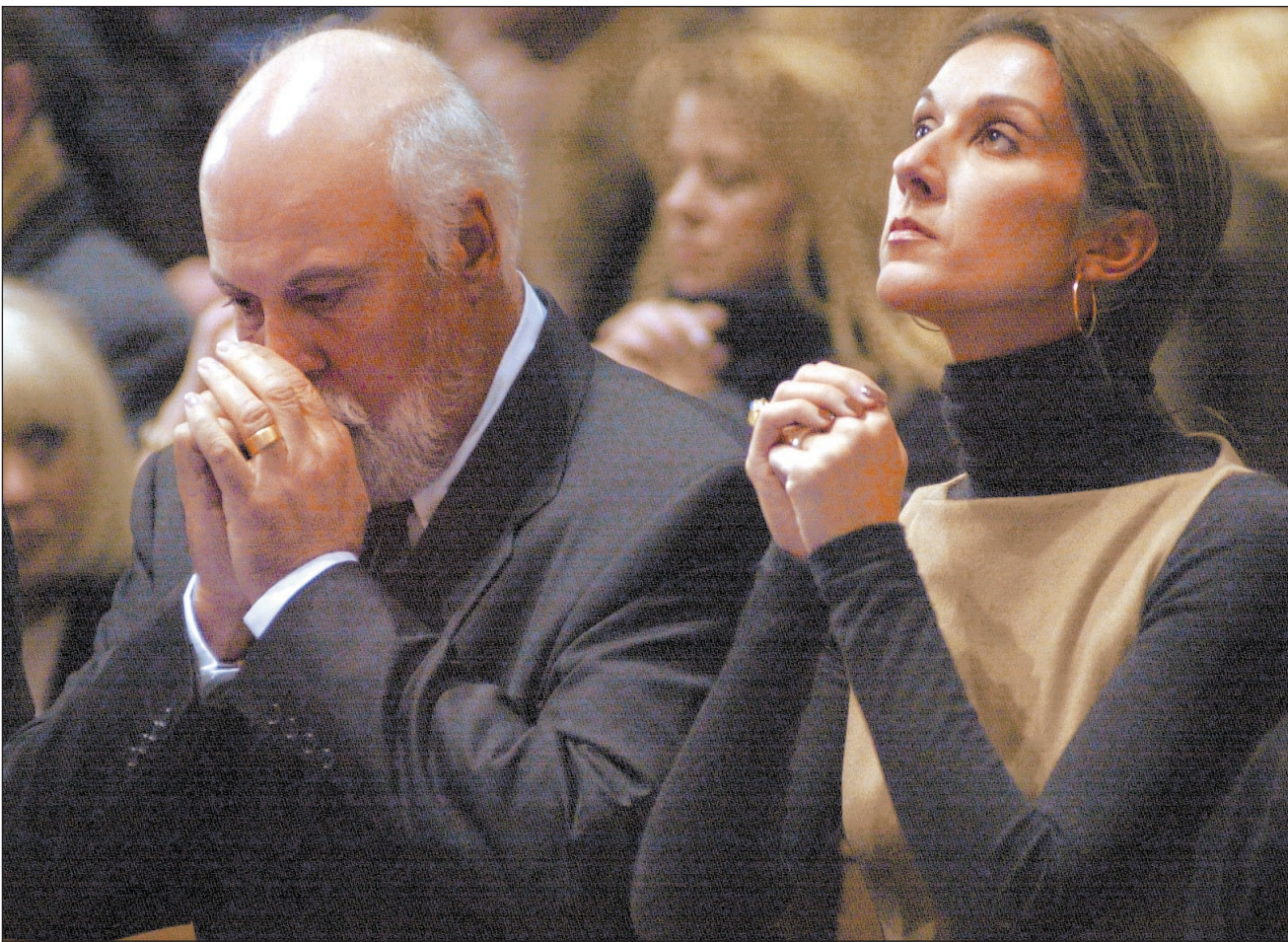


PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Céline Dion et René Angélil assistaient, hier, aux funérailles de l'humoriste et chanteur Pierre Labelle, à la basilique Notre-Dame. René s'est souvenu du temps où il était Baronet, il y a 35 ans, alors qu'il faisait équipe avec le disparu. Céline qui se faisait discrète, consolait son mari qui a perdu son ami d'enfance.

Nos informations, page A10

Le pays dont on tue les enfants

L'odeur est la même qu'il y a deux ans: organique. Celle d'un pays en décomposition. Il y a pourtant un air de fête dans l'air. Sur les trottoirs, devant les restaurants, des régiments de poulets tournent sur les broches des rôtissoires. Dans la vitrine des pâtisseries, les baklavas dégoulinent de miel. En cette dernière nuit du ramadan, Bagdad se prend pour Bagdad avant l'embargo.

Nous sommes arrivés hier après une courte escale à Amman, en Jordanie. De Amman, 12 heures de route à travers le désert. Autre absurde sanction qui paralyse l'Irak, l'aéroport de Bagdad est fermé depuis neuf ans. J'accompagne une délégation d'une dizaine d'humanitaires québécois auxquels se sont joints un médecin catalan de Barcelone et le député du NPD Svend Robinson. Ils viennent constater les effets des sanctions.

Notre délégation était officiellement chaperonnée par deux guides-flics, un du ministère de l'Intérieur, un autre du Croissant rouge qui « supervisaient » nos déplacements officiels. Pas très porté sur l'officiel, je me suis éclipsé dès le

PIERRE FOGLIA
EN
IRAK



premier jour, pour aller rencontrer Salman, le tailleur. Il y a deux ans j'allais boire le thé à sa minuscule échoppe qui fait aussi bureau de change, épicerie et salon-où-l'on-cause. Il était derrière sa machine à coudre quand je suis arrivé. Il m'a reconnu tout de suite, m'a donné l'accolade en marmonnant quelque chose à propos d'Allah, j'imagine bienvenue dans la maison d'Allah. Il m'a servi le thé dans un verre qui brûlait les doigts.

Salman ne parle pas un mot de français ni d'anglais, c'est bien pratique quand, anyway, tu n'as pas le droit de parler aux étrangers. Après le deuxième thé, il a quand même trouvé le moyen de me dire que son petit-fils de trois ans, la prune de ses yeux, était mort l'été dernier. Et comme je ne lui demandais pas de quoi il était mort, il me l'a dit quand même: mon petit-

fils est mort de l'embargo. En patois irakien, ça se dit en deux mots: « No antibiotiques ».

J'avais passé une matinée atroce à visiter des hôpitaux, itinéraire obligé de toutes les délégations étrangères en visite officielle. Atroce parce que, un enfant qui souffre du cancer, c'est encore plus atroce quand on est une douzaine de touristes humanitaires à le regarder mourir et à le prendre en photo. Au pied du lit du petit mourant, les médecins irakiens parlaient de malformations peut-être dues à l'uranium appauvri des missiles américains. Ils ont été plus convaincants en dénonçant le manque de médicaments, particulièrement d'antibiotiques. Je les devinais surtout irrités d'être de corvée de propagande.

On sort de ces visites à la fois bouleversé par le dénuement et la déchéance des lieux, et nauséux du freak show que les apparatchiks du pouvoir se croient obligés de donner pour entretenir la compassion des observateurs étrangers.

Voir LE PAYS en A2

Vacances



☐ La Tunisie des cultures anciennes

page H1

INDEX

Petites annonces
- Index A24
- Immobilier A24, B10
- Marchandises B12
- Emplois B12, E1
- Automobile E9 et E10

- affaires F5
Arts et spectacles
- cahiers C et D
- horaires-spectacles D13
- Télé-horaire D2
Actualités A17

Avis C10, E10 et F4
Bridge J16
Carrières cahiers I et J
- professions cahier I, J1 à J11
- formation J12 et J13
Décès G8 et G9

Échecs J16
Économie F1 à F11
Éditorial B2
Encarts C10
Êtes-vous observateur? J15
Feuilleton J15

Horoscope J14
Jardiner K10
Loteries A2 et G10
Météo G10
Monde A18 à A23
Mon toit cahier K
Mots croisés J14 et J15

Mot mystère J15
Ni bête ni méchant! J16
Opinions B3
Philatélie J16
Plus B1, B4 à B7
Politique B8 et B9
Restaurants D14

Vacances - voyage cahier H
Vin D15
Sports G1 à G7
- Réjean Tremblay G4
- Michel Blanchard G5

MÉTÉO

Passages nuageux
Max. -20,
min. -24
page G10



J'AI BESOIN DE VACANCES • J'AI BESOIN DE VACANCES • J'AI BESOIN DE VACANCES • J'AI BESOIN DE VACANCES • J'AI BESOIN DE VACANCES

Tout inclus

prix à partir de 908 \$ pour 1 sem.

Acapulco	798 \$	Varadero	908 \$	Puerto Plata	898 \$
Puerto Vallarta	848 \$	Cayo Coco	998 \$	Bayahibe	1 198 \$
Cancun	1 158 \$	Cayo Largo	1 158 \$	Punta Cana	1 268 \$
Huatulco	798 \$	Margarita	938 \$	Cartagène	998 \$
Ixtapa	898 \$	Costa Rica	1 198 \$	Nicaragua	1 148 \$
Manzanillo	1 068 \$	Barbade	1 798 \$	San Andre	1 198 \$

Club Med

Playa Blanca 1299 \$
Huatulco 1 399 \$
Cancun 1 899 \$
Ixtapa 1 499 \$
Martinique 1 899 \$
*Carte Atout 1 599 \$

multi-voyages

8397, rue St-Denis Montréal (Qc)
Tél.: (514) 858-0011 • 1 888 302-6221

Destination Primeurs

Haïti
"Moulin sur Mer"
8 jours tout inclus
858 \$

Brésil
8 jours 1 399 \$

Vols seuls

Haïti à partir de 249 \$

FT. LAUDERDALE	259 \$	PARIS	499 \$
ACAPULCO	459 \$	COSTA RICA	659 \$
CANCUN	399 \$	GUATEMALA	699 \$
JAMAÏQUE	549 \$	HONG KONG	1 099 \$
PUERTO PLATA	449 \$	ROME	1 199 \$

Suites de la une

Le projet Bourque: un atout pour la banlieue

LE PROJET / Suite de la page A1

Ces chiffres sont tirés d'un document préparé par les experts du ministère des Affaires municipales, et dont *La Presse* a obtenu copie. L'éclairage nouveau et révélateur qu'il apporte constitue une pièce majeure dans le débat sur une éventuelle fusion.

Les auteurs sont partis des hypothèses de travail suivantes: ■ les 28 municipalités de l'île fusionnent (le document a été rédigé en octobre 1999, donc avant la fusion de Lachine et Saint-Pierre; il parle donc de 29 municipalités, mais cela ne change rien au portrait d'ensemble); ■ la Communauté urbaine de Montréal et les trois régies inter-municipales sont abolies; ■ aucune autre rationalisation à court terme; autrement dit, les recettes et les dépenses sont les mêmes qu'avant la fusion. Les éven-

tuelles économies d'échelle ne sont donc pas prises en considération; ■ harmonisation de la politique fiscale des municipalités. Cela signifie un même taux de taxation partout, sauf pour le service de la dette; ■ abstraction des éventuelles modifications aux lois du travail. Il s'agit là d'un point important. Lors des fusions, les syndicats municipaux ont l'habitude de réclamer (et d'obtenir) que les conditions offertes dans la municipalité la plus généreuse soient étendues à l'ensemble de la nouvelle entité; si c'est cela qui se produit à Montréal, les contribuables n'ont rien à gagner de la fusion. Il est remarquable de constater que les experts du ministère ouvrent la porte à des changements qui permettraient peut-être d'éviter cette situation.

L'harmonisation veut dire que l'on répartit également l'ensemble des recettes fiscales des municipali-

tés. Autrement dit, les taxes perçues par Montréal, Anjou, Saint-Laurent, Verdun et toutes les autres villes de l'île vont dans le même pot, qui est financé de la même façon par tous les contribuables de l'île.

Présentement, le taux global de la taxe foncière, sur l'île de Montréal, varie selon la municipalité entre 1,20 \$ et 2,50 \$ pour chaque tranche de 100 \$ d'évaluation. La moyenne se situe à 2,01 \$. Le taux uniformisé, celui qui s'appliquerait partout dans la nouvelle municipalité fusionnée, se situerait à 1,39 \$.

Ce taux de 1,39 \$ ne comprend pas le service de la dette. Il serait en effet assez injuste de consolider les dettes des 28 municipalités. Certaines sont beaucoup plus lourdement endettées que d'autres. À Pointe-Claire, par exemple, 44 cents sur chaque dollar de taxes municipales vont au service de la dette; cette proportion n'est que de

11 cents à Montréal-Nord. Les contribuables de Montréal-Nord n'ont pas à payer pour les dettes de Pointe-Claire. Les contribuables de chaque ancienne municipalité continueront donc d'assumer les dettes des anciennes administrations.

C'est en ajoutant le service de la dette au nouveau taux uniforme que l'on obtient le montant du compte de taxes qui s'appliquera dans chacun des quartiers de la nouvelle municipalité. En comparant avec le compte de taxes actuel, on peut facilement voir si vous sortirez gagnants ou perdants de la fusion, et dans quelle mesure. Le tableau publié en page F2 fournit les chiffres complets pour chaque municipalité de l'île.

Avec le temps, au rythme des remboursements des anciennes dettes, un taux global uniforme en viendra graduellement à s'imposer.

Le service de la dette explique en partie les variations d'une municipalité à l'autre, mais n'explique

pas tout. Pourquoi, par exemple, la fusion fera-t-elle monter les taxes à Montréal et baisser les taxes dans la majorité des villes de la banlieue?

Nous avons vu qu'avec la fusion, toutes les taxes perçues par les villes de l'île vont dans la même cagnotte. Cela comprend non seulement le secteur résidentiel, mais aussi le commercial et l'industriel. Or, la richesse foncière de Montréal, qui comprend les grands immeubles du centre-ville, est considérable. À lui seul, un édifice comme la Place Ville-Marie vaut plus de 1600 bungalows à Anjou! La fusion force donc Montréal à partager cette richesse foncière, et c'est ce qui explique le transfert fiscal en faveur de la banlieue.

Le document du ministère n'est qu'une hypothèse de travail, mais il illustre de façon éloquentes à quel point les banlieusards font fausse route quand ils s'imaginent qu'une fusion se ferait sur leur dos...

Le pays dont on tue les enfants

LE PAYS / Suite de la page A1

En deux secondes et en deux mots — no antibiotiques — et avec une petite photo noir et blanc qu'il tenait entre ses doigts tremblants, Salman le tailleur m'a branché, au-delà du freak show, sur une réalité plus freakante encore. Affligés de mille maux — chômage, pannes, délabrement du système hydraulique qui transforme des quartiers entiers de Bagdad en cloaques, marché noir qui fait flamber les prix des produits de première nécessité, répression policière — la plus grande peur des Irakiens aujourd'hui est pourtant ailleurs. Le plus grande peur des Irakiens? Que leurs enfants tombent malades. Un simple rhume, une diarrhée peut les tuer.

Selon l'Unicef — pas selon Saddam Hussein — selon l'Unicef, qui est une entité de l'ONU, je vous le souligne, les sanctions maintenues par les Américains, les Britanniques (et les Canadiens) sont directement responsables de la mort de 4500 enfants de moins de cinq ans par mois. PAR MOIS. Cinquante-quatre mille par année. Trouvez pas que ça commence à faire un foutu grand cimetièr? (Juste pour rire, je reviens à Montréal, je pitonne « Irak » sur Internet, et Yahoo! me renvoie cette suave et lachonique réponse: « Aucune dépêche sur le sujet. » C'est sûr. Cinquante-quatre mille enfants assassinés par année, quand ça fait neuf ans que ça dure, ce n'est plus une nouvelle.



Salman le tailleur derrière sa machine à coudre.

L'odeur est la même qu'il y a deux ans: celles des égouts. Bagdad a pourtant l'air moins glauque qu'il y a deux ans. Je suis rentré à l'hôtel à pied en traversant les quartiers les plus animés de la ville. Les étals des épiciers de la rue Al Saadoun croulent sous les dattes et les oranges. Les poulets qui tournent sur leur broche valent 3000 dinars pièce (trois de nos dollars), exactement le salaire mensuel d'une institutrice, d'un flic, ou d'une infirmière. Du côté de Tahir Square,

téléviseurs, jeux vidéo et meubles de luxe s'affichent en vitrine de luxueux magasins. Dans les souks voisins, les vieilles familles brandent leur vaisselle et leurs bijoux. Sur l'avenue Abu Nuwas qui longe le Tigre, des architectes qui roulent en Mercedes tirent les plans de condos princiers. Une fine poussière d'or, oh très très fine, très très superficielle, s'est posée sur la pouillierie. Juste assez pour tromper l'oeil. Mais l'odeur est bien celle des égouts qui débordent.

L'odeur est bien celle d'un pays en décomposition. Pourtant l'Irak flotte toujours sur une mer de pétrole, et peut-être vous demanderez-vous où passe le fric de ce pétrole que l'Irak a le droit de vendre pour acheter de la nourriture et des médicaments? En deux mots, le fric est gelé dans une banque de New York. Le tiers sert à payer les dommages de guerre au Koweït. Une autre partie paie les opérations des différentes missions de l'ONU en

sol irakien. Et pour dépenser chaque sou du reste, l'Irak doit justifier chacun de ses achats auprès d'une commission de contrôle si épouvantablement tatillonne que les produits de première nécessité arrivent en Irak au compte-gouttes.

Les employés de l'ONU chargés de coordonner les opérations humanitaires en Irak (UNOHC), comme les gens de la FAO ou de l'Unicef qui travaillent sur le terrain, s'accordent tous pour dénoncer l'odieuse acharnement des Américains sur ce pays d'enterrés vivants.

J'ai eu jadis un prof un peu sadique qui, lorsqu'il y avait du chahut dans la classe, faisait exprès de se tromper de coupable. On n'a jamais très bien compris quelle leçon il voulait nous donner en punissant exprès un innocent, et nous avions beau protester — « c'est pas lui, m'sieur, c'est pas lui! » — il nous rappelait brutalement à l'ordre: « Silence ou je punis toute la classe. » Lâchement, nous nous taisions.

Ainsi font les Américains en Irak.

Ils punissent les plus innocents et épargnent le gros crétin qui a foutu le bordel. Quand on leur fait remarquer que leur acharnement coûte la vie à 54 000 enfants par année, ils imposent brutalement le silence.

Lâchement, nous nous taisons. **DEMAIN:** La terreur

La Presse

Renseignements : (514) 285-7272
Abonnement : (514) 285-6911
Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039
Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : (514) 285-7070
Promotion : (514) 285-7100
Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30
Décès, remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Grandes annonces
Détailants : (514) 285-6931
National, TéléPlus : (514) 285-7306
Carrières et professions,
Nominations : (514) 285-7320
Comptabilité
Grandes annonces : (514) 285-6892
Les petites annonces : (514) 285-6900
La Presse est publiée par: La Presse, Ltée,
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
<http://lapresse.infinet.net>
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.
Envois de publication canadienne -
Contrat de vente numéro 0531650
Port de retour garanti. (USPS003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : 405
à quatre chiffres : 4186

CHRISTOPHER BATES

Précision

■ À la suite d'un article publié dans *La Presse* du 6 janvier concernant le cas Christopher Bates, l'avocat de Donald Bourque et de Jean Thibault tient à préciser que ses clients n'ont jamais été blâmés par un tribunal compétent pour avoir agressé ou privé M. Bates de son droit à l'avocat. Le dossier de MM. Bourque et Thibault fait présentement l'objet d'un appel devant la Cour d'appel du Québec. D'aucune façon *La Presse* n'a-t-elle voulu présumer de l'issue de cette dernière démarche judiciaire. *La Presse* tient à dissiper toute espèce de malentendu à cet égard.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Des ados qui donnent la vie

■ La maternité précoce est un phénomène en augmentation en Amérique du Nord. Comment aider cette jeune vie qui a décidé de donner la vie à son tour? Dans le cahier Santé de demain, nous verrons comment les appartements supervisés Augustine Gonzalez, dans la Petite-Patrie, permettent la venue au monde de bébés en santé.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour:
— par téléphone, en composant le 514-285-7333;
— par Internet : <http://lapresse.infinet.net>

Selon une étude, la banlieue sortirait gagnante d'une fusion des municipalités de l'île. Êtes-vous d'accord?

L'État devrait-il en faire plus pour venir en aide à ceux qui sont aux prises avec le jeu?
À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 42 %
Non: 58 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

La liste de mariage

Depuis plus de 30 ans, c'est avec grande fierté que Linen Chest aide les nouvelles mariées à choisir des éléments de décoration qui allient style intemporel et grande qualité, pour agrémenter leur intérieur, et ce, aux **plus bas prix garantis**.

**LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON
LINEN CHEST**

LE SALON DES FUTURS MARIÉS ET GALA

Ne manquez pas le gala le plus prestigieux de l'année !
Le Salon des futurs mariés
Les 29 et 30 janvier
à la Place Bonaventure
Info : 990-2887

**Centre Rockland : 341-7810
La Cathédrale (Centre-ville) : 282-9525
Place Portobello Brossard : 671-2202
Les Galeries Laval : 681-9090**

+

Phyllis Lambert présidera le concours d'architecture de la Grande Bibliothèque

SUZANNE COLPRON

Québec a lancé hier le concours international d'architecture pour la construction de la Grande Bibliothèque du Québec (GBQ) qui s'élèvera au coût de 90,6 millions sur le terrain de l'actuel Palais du commerce, à Montréal. Ouverture des portes : octobre 2003.

La présidence du jury de ce concours a été confiée à Phyllis Lambert, directrice, fondatrice et présidente du conseil du Centre canadien d'architecture, reconnue pour sa contribution à l'architecture contemporaine. « Ce projet est essentiel pour Montréal et pour le Québec tout entier », a-t-elle dit.

Parmi les huit autres membres du jury, on retrouve Lise Bissonnette, PDG de la Grande Bibliothèque, Georges Adamczyk, directeur et professeur titulaire de l'École d'architecture de l'Université de Montréal, Ruth Cawker, architecte et designer établie à Toronto, Mary Jane Long, spécialisée dans la construction de bibliothèques universitaires, muséales et publiques, en Angleterre et aux États-Unis, et Bernard Tschumi, doyen de la Graduate School of Architecture de la Columbia University à New York.

Fait étonnant, Philippe Sauvageau, PDG de la Bibliothèque nationale, un des principaux partenaires de la future Grande Bibliothèque et expert en la matière, ne fait pas partie de ce jury.

« C'est le plus important investissement culturel fait par l'actuel gouvernement », a rappelé la ministre de la Culture, Agnès Maltais, qui a annoncé l'adoption prochaine d'une politique des concours d'architecture. Le budget de 90,6 millions (en hausse de 5,6 millions par rapport à l'automne dernier) comprend une somme de 58,3 millions pour la démolition du bâtiment actuel, la construction de la bibliothèque et son raccordement à la station de métro Berri-UQAM. Le mobilier et les équipements accapareront 10,5 millions.

La ministre Maltais et M^{me} Bissonnette ont nié que 20 millions seront ajoutés à cette enveloppe



PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse ©

Le budget de construction de la Grande Bibliothèque du Québec comprend tous ses équipements, a assuré sa PDG Lise Bissonnette. Sur la photo, elle est accompagnée de la ministre de la Culture, Agnès Maltais, et de la présidente du concours d'architecture, Phyllis Lambert.

pour doter la bibliothèque de tous les équipements prévus initialement dans le programme des besoins. « Le montant de 10,5 millions comprend les meubles, les ordinateurs et tous les équipements », a insisté la PDG.

Le reste du budget ira aux honoraires et à la gestion (12,5 millions), à l'acquisition du terrain du Palais du commerce (7,9 millions), au concours d'architecture et de design (1,1 million) et à la construction d'une oeuvre d'art (300 000 \$). D'une superficie de 33 000 mètres carrés, l'édifice occupera un espace comparable à celui de la Grande Bibliothèque de Vancouver.

Rappelons qu'en vertu de sa loi constitutive, la Grande Bibliothèque est le maître d'ouvrage de la construction, une responsabilité habituellement dévolue à la Société immobilière du Québec (SIQ), bras immobilier du gouvernement.

Québec a quand même tenté d'imposer la SIQ à M^{me} Bissonnette dans les mois qui ont suivi sa nomination à la tête de la GBQ.

Mais le cafouillage de l'agrandissement du Palais des congrès, géré par la SIQ, a mis fin aux pressions gouvernementales et donné raison à la PDG.

Nommé par M^{me} Bissonnette, c'est Jean Roy qui supervisera le

futur chantier. M. Roy a coordonné la construction de huit pavillons de l'UQAM au cours des dernières années et est connu pour respecter ses budgets.

Grandes bibliothèques publiques construites récemment ou en cours de construction

Pays	Ville	Année d'ouverture	Superficie	Coûts
États-Unis	Cleveland	1997	24 900 m ²	67 M \$ US
	Denver	1995	50 000 m ²	72 M \$ US
	Minneapolis	2002	32 700 m ²	150 M \$ US
	Nashville	2002	26 500 m ²	67 M \$ US
	New York	1996	23 500 m ²	100 M \$ US
	Phoenix	1996	26 000 m ²	43 M \$ US
	San Francisco	1996	35 000 m ²	137 M \$ US
	Seattle	2002	33 000 m ²	156 M \$ US
Pays-Bas	La Haye	1995	14 500 m ²	n/d
Suède	Malmö	1997	14 000 m ²	51 M \$ CAN

Source: Ministère de la Culture et des Communications Michèle Lecavalier -- (PC)

La ministre de la Culture approuvera toutes les grandes étapes du projet et un comité de gestion réunissant les dirigeants de son ministère et ceux de la GBQ veillera de près au déroulement des opérations.

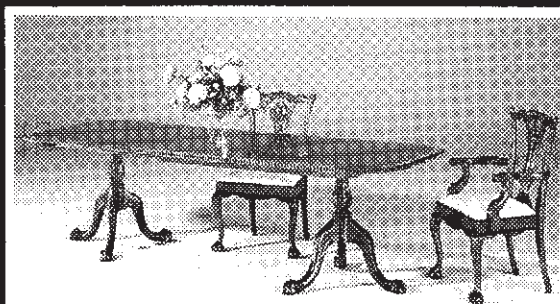
Le concours d'architecture prévoit deux étapes d'une durée de six mois. La première consiste en un appel international de candidatures. Les architectes devront soumettre, au plus tard le 24 mars, un dossier de présentation. Le jury retiendra cinq propositions, dont au moins deux viendront du Québec et deux autres de l'extérieur.

Dans un deuxième temps, les cinq finalistes recevront 60 000 \$ pour concevoir et soumettre un plan. Le choix final sera connu en juillet 2000.

La GBQ regroupera les livres de la Bibliothèque de Montréal et les collections de diffusion de la Bibliothèque nationale. Elle comptera plus de 2900 places assises et une trentaine d'espaces à vocations multiples, dont une médiathèque pour les jeunes, un auditorium de 300 places, un café-restaurant, un centre de conférences, une salle d'exposition et une salle multimédia, une vidéothèque, une logithèque, une aire de recherche et une salle ouverte jour et nuit.

On y retrouvera un million de livres répartis dans différentes salles, des affiches, des cartes postales, des reproductions d'art, et plus de 900 titres de journaux et de revues. Le public aura accès à 400 postes multimédias et le catalogue de la bibliothèque sera accessible à distance. La GBQ prévoit offrir du travail à 280 personnes.

« Le programme des besoins a été revu et évalué page par page cette année. Il a été adopté à l'unanimité par le conseil d'administration de la GBQ et ne changera pas », a dit M^{me} Bissonnette. Une période de rodage est prévue, avant l'ouverture des portes, de juillet à octobre 2003.



MEUBLES NEUFS ET ANCIENS

PRIX INCROYABLES

ENCAN PUBLIC

Une multitude d'objets (meubles, tableaux, bijoux, lustres, bronzes, porcelaines, pièces en argent, objets de collection, etc.) à vendre pour plusieurs intérêts privés et/ou commerciaux seront offerts dans cet encan.

Plusieurs articles à vendre

SANS MINIMUM - SANS RÉSERVE

AU PLUS OFFRANT!

EXPOSITION

Les samedi et dimanche 22 et 23 janvier de 10 h à 17 h

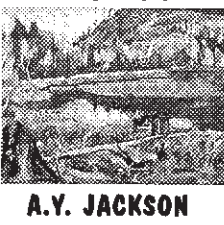
Encan

Le dimanche 23 janvier à 13 h et le lundi 24 au jeudi 27 janvier à 19 h (chaque soir)

Oeuvres d'art



Selection de tableaux style européen



A.Y. JACKSON



MARC CHAGALL



SAM BORENSTEIN

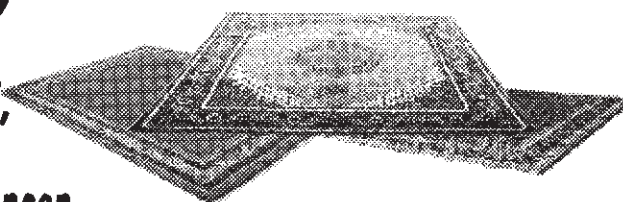


DIETZ EDZARD



NORVAL MORRISSEAU

IMMENSE SÉLECTION DE TAPIS PERSANS TISSÉS À LA MAIN, À VENDRE SANS PRIX MINIMAL AU PLUS OFFRANT!



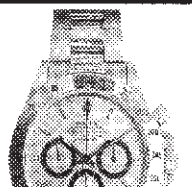
AUBAINES

Bijoux et montres

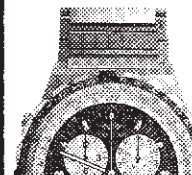


Bague à diamant de 0.50 carat à 8.50 carats

Diamants, saphirs, rubis, émeraudes, etc.



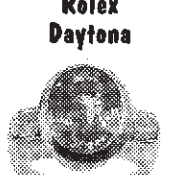
Rolex Daytona



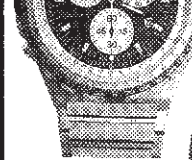
Breitling



Broche à diamants



Bague à saphir de 5.80 carats



Breitling



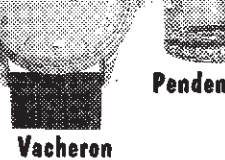
Vacheron Constantin



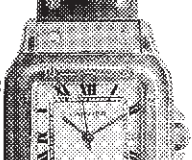
Cartier



Bijoux en perles



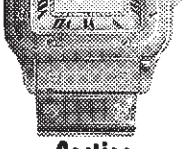
Pendentifs



Cartier



Bijoux de succession



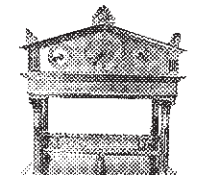
Cartier



Collection de monnaies



Horloges



Horloges

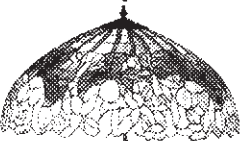


Figurines en porcelaine



Rare violoncelle Erba-Paolo 1946

Antiquités et objets de collection



Lampes de table



Idône ancienne peinte à la main



Lustres



Service à thé en argent sterling



Royal Vienna



Gramophone « Médaille d'or »



Grande sélection de bronzes



Bouddha

VISITEZ NOTRE SITE WEB:

www.empireauctions.com (ENCANS SUR INTERNET)

OUVERT AU PUBLIC

Entrée libre, stationnement gratuit

Encans Empire 5500, rue Paré



(514) 737-6586

Michel Grondines accusé de l'enlèvement d'une fillette

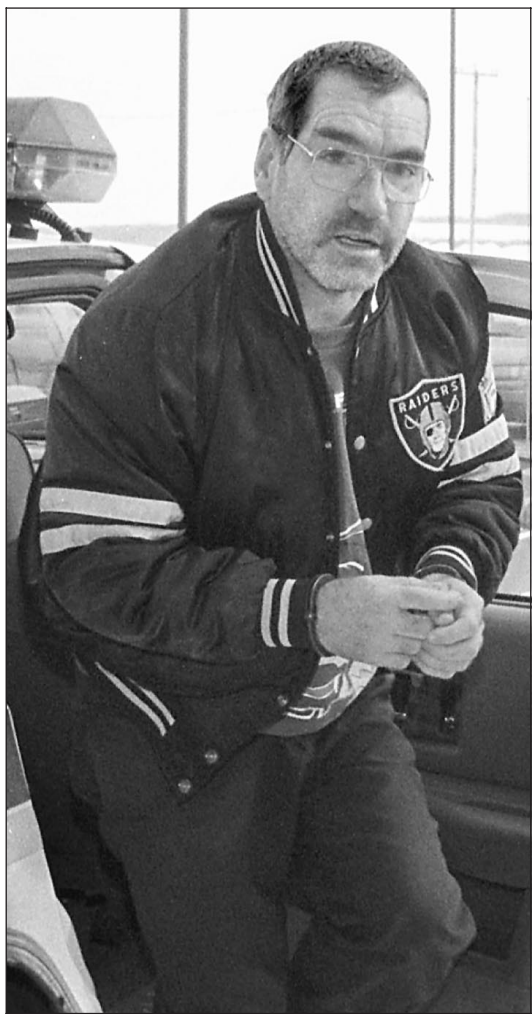


PHOTO LE NOUVELLISTE

Michel Grondines, âgé de 46 ans, possédait un léger casier judiciaire pour des offenses qui ne sont aucunement reliées avec les dernières accusations portées contre lui.

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Michel Grondines, 46 ans, de Saint-Marc-des-Carrières, a été accusé, hier, au palais de justice de Shawinigan, d'enlèvement et de séquestration d'une fillette de sept ans de Saint-Tite. Il aurait gardé avec lui dans son automobile l'enfant durant près de deux heures sans l'agresser.

Il devra passer au moins les trois prochains jours en détention, car sa demande de libération conditionnelle sera étudiée mardi. L'agent Pierre Robichaud, des affaires publiques de la Sûreté du Québec, a indiqué que Grondines possédait un léger casier judiciaire pour des offenses qui ne sont aucunement reliées avec les dernières accusations portées contre lui.

Il aurait fait monter la fillette dans son auto jeudi midi, à sa sortie de l'école, en prétextant que sa mère était à l'hôpital et qu'il allait la conduire près d'elle. L'enfant a été abandonnée une soixantaine de kilomètres plus loin, près d'un dépanneur, à Saint-Marc-des-Carrières.

Mercredi, Grondines aurait tenté de faire monter une adolescente de 16 ans dans son auto dans la municipalité de Donnacona. Elle a refusé et avant de prendre la fuite, elle a noté le numéro de plaque d'immatriculation du véhicule. Elle a par la suite alerté la police.

La police municipale de Donnacona a demandé à la SQ d'aller vérifier l'endroit où le propriétaire de l'auto habitait.

Le policier du détachement de Portneuf de la SQ qui a été dépêché au dépanneur pour aller chercher la fillette est le même qui s'était rendu la veille vérifier l'adresse du présumé agresseur. Après avoir écouté la version de l'enfant et la description qu'elle a donnée de l'auto, le policier a rapidement fait le lien et c'est ainsi que le suspect a pu être arrêté quelques heures plus tard.

Les criminels profitent-ils de l'absence des spécialistes ?

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Les policiers des escouades spécialisées affirment que les restrictions budgétaires au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale du Québec (LSJML) retardent dans toute la province le début d'enquêtes sur des meurtres, explosions, accidents, incendies et tout autre crime où des prélèvements d'experts sont nécessaires, compromettant l'arrestation de criminels.

Pour atteindre ses objectifs, la direction du LSJML, qui relève du ministère de la Sécurité publique et dont les services sont fournis gratuitement, a décidé d'entreprendre une gestion serrée des heures supplémentaires, a appris *La Presse*. Cette mesure, en vigueur depuis deux mois et demi, vise à réaliser des économies d'environ un million.

Depuis que cette mesure est en vigueur, les dirigeants des escouades spécialisées des corps de police doivent se « battre » pour obtenir, en dehors des heures normales de travail, les services des experts de ce laboratoire dont les bureaux sont situés rue Parthenais, à Montréal. Le climat se serait tellement dégradé au LSJML que des techniciens et des cadres reconnus pour leur efficacité seraient en train de chercher du travail ailleurs.

En décembre, un officier de l'escouade des homicides du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal a dû se rendre jusqu'au sous-ministre associé responsable de la section sécurité publique à ce ministère pour obtenir un chimiste et d'autres experts sur une scène de crime.

Le dimanche 16 janvier, à Laval, un inspecteur de la police municipale a dû faire des pieds et des mains pour que des experts viennent dans une maison où les corps d'un homme et d'une femme venaient d'être découverts, tués au moyen d'une arme à feu. Finalement, l'officier a assuré le

LSJML que son service payerait les heures du personnel nécessaire. Les enquêteurs voulaient être certains qu'il s'agissait bien d'un meurtre suivi d'un suicide et non d'un double assassinat, et seules pouvaient le déterminer les expertises des spécialistes avant que les corps soient envoyés à la morgue.

À la Sûreté du Québec, on affirme aussi avoir connu certains problèmes pour faire venir ces spécialistes sur les lieux de crimes.

Pour les policiers, il est essentiel que les spécialistes interviennent avant que la victime d'un meurtre soit envoyée à la morgue. « Prélever immédiatement des taches de sang, établir la trajectoire du projectile meurtrier, etc., est presque toujours nécessaire afin de se rendre jusqu'à un responsable du crime et pour préparer le dossier qui sera présenté au tribunal », a indiqué un officier. À part des meurtres, ces spécialistes font des prélèvements sur des véhicules soupçonnés d'avoir servi dans un délit de fuite, ainsi que lors d'un incendie ou d'une explosion.

Selon les policiers enquêteurs, le responsable de cette mesure serait le patron de ce département, Yves Sainte-Marie.

Joint au téléphone par *La Presse*, M. Sainte-Marie a indiqué qu'avant d'envoyer un spécialiste sur les lieux d'un crime, il faut toujours « se questionner et faire une évaluation » de chaque cas. « Quand quelqu'un est appelé en dehors de ses heures de travail, on doit lui payer un minimum de quatre heures de temps supplémentaire », a-t-il précisé avant de mettre fin à l'entretien.

M. Sainte-Marie croit que l'on peut attendre au lendemain pour effectuer certaines expertises, comme des analyses de sang, opinion partagée par un porte-parole du ministère de la Sécurité publique.

Grande vente de Liquidation!

Pince à feuilles
• La pince à feuille pratique pour le travail à l'ordinateur

198\$
Rég.: 9,99\$

Boîte de rangement multimédia
• 120 disquettes ou 24 DC ou 10 cartouches ou 16 mini cartouches
• Faites vos propres combinaisons

298\$
Rég.: 14,99\$

10 boîtiers pour DC
• Plastique rigide
• Code de couleur pour le rangement

298\$
Rég.: 9,99\$

Casque d'écoute stéréos sans fil
• Casque léger

78\$
900 MHz Promenez-vous... Même à l'extérieur!

JVC Lecteur CD portable
• Son Hyper grave

118\$
Mémoire antichoc 40 secondes

LOGICIELS de JEUX
• Logiciels sélectionnés seulement
• Quantité limitée

788\$ et 1488\$ ch.

JVC Souris sans fil
• Distance de fonctionnement : 1,2 m
• Système de transmission infrarouge
• Interface de port PS/2

2888\$
Rég.: 69,99\$

SAMSUNG Magnétoscope 4 têtes Hi-Fi stéréo
• Télécommande

158\$

RCA VCR Plus Magnétoscope 4 têtes Hi-Fi stéréo VCR Plus
• Télécommande universelle illuminée

178\$

Canon CanoScan Numériseur parallèle à plat
• Ultra-compact
• Balayage 600 ppp
• Port parallèle ou USB
• 30 bits haute qualité
• Détecteur d'image d'avant-garde

128\$
Parallèle ou USB/FB620

AGFA Appareil photo numérique
• Carte mémoire amovible 2 Mo 1024 x 768 pixels
• Viseur optique ou ACL de 1.8"
• Emmagasine de 12 à 96 images

328\$
Logiciel, câble, adaptateur, etui et piles inclus.

JVC VHS Caméscope VHS-C
• Zoom numérique 50x
• Effets spéciaux
• Système Pro-cision 5 têtes
• Stabilisateur d'image

448\$
Stabilisateur d'image

Téléphone sans fil
• Balayage automatique
• Système de sécurité numérique
• Mémoire de 10 numéros

68\$
900 MHz

SONY Mini-chaîne Hi-Fi avec lecteur 3 DC
• 2 x 60 watts
• Double magnétocassette à auto-inversion
• Télécommande

278\$

RCA Lecteur DVD/CD numérique
• Sortie S-Vidéo, A/V, numérique optique
• Sortie DTS et Dolby digital
• Télécommande DVD / téléviseur

328\$

JVC Téléviseur 27" stéréo
• 550 lignes de résolution
• Filtre en peigne • Menu trilingue
• Télécommande universelle

538\$

NEC READY 450 MHz
• Mémoire de 64 Mo • Lecteur DC 40x
• Disque rigide de 13.0 Go
• Fax/modem : 56k V.90
• Clavier et souris
• Moniteur et haut-parleurs non inclus

828\$

COMPAQ PRESARIO celeron 500 MHz
• Mémoire : 96 Mo • Disque rigide : 17.0 Go
• Graveur de 56x • Lecteur DC de 32x
• Fax/modem : 56k V.90
• Carte graphique AGP 3D
• Carte de son ESS solo
• Windows 98 et plusieurs logiciels

1498\$
* Moniteur et haut-parleurs non inclus.

Panasonic CinémaVision Projection de 51"
• 750 lignes de résolution
• Filtre peigne numérique
• Image sur image à 2 syntonneurs
• Télécommande multimarque

2088\$

Technics Ensemble cinéma maison
• Récepteur AV
• Lecteur 5 DC
• Double magnétocassette
• Enceintes surround
• Enceintes avant à 3 voies
• Télécommande

888\$
5 ENCEINTES INCLUSES!

Nous réparons tous les appareils en électronique et informatique... Ou presque!

OUVERT LE DIMANCHE

Dumoulin

Branché sur l'électronique, l'informatique et la photo

MONTREAL *

Elect. 8390, rue St-Hubert 388-4777 2050, boul. St-Laurent 288-7755
Info. 8251, rue St-Hubert 385-1777 2050, boul. St-Laurent 288-7773

(Sud de la Métropolitaine)

TR-RIVIERES O. 5115, boul. Jean XXIII 693-4755
BOULVARD MORAN 463, Larivière 764-6920

JOLIETTE (Stationnement facile) 404, St-Viateur 759-6956
CHATEAUGUAY 102, St-Jean-Baptiste 692-6769

SOREL 1815, Marie-Victorin 742-4511
SHERBROOKE 1112, du Conseil 565-3177 2222, King Ouest 566-0261

STE-MARTINE 789, St-Jean-Baptiste 427-2217
ST-REM 101-B, Leclapelle 484-7161

LAVAL * 681-7770 6870, Jean-Talon Est 255-5577
1599, Autoroute Laval O. 688-1001 6870, Jean-Talon Est 255-7054

(Sortie, boul. Industriel)

ST-LEONARD * 2355, rte Transcanadienne 428-1616 2203, chemin Chambly 468-1993
2355, rte Transcanadienne 428-1616 2203, chemin Chambly 468-5651

(Entre Langelier & Galeries d'Anjou)

VAL-D'OR 1817, 3e Avenue 824-3594
MACOG 1739, Sherbrooke 843-6621

ST-HYACINTHE 2487, Avenue Ste-Anne 773-7393

VICTORIAVILLE 525, Bde-Francis Sud 357-2208
MANIWAKI 100, rue Principale Sud 449-5974
CATINEAU 550, boul. de la Gappe 246-2533

LA SARRÉ 31, 5e Avenue Est 333-6710
MONT-LAURIER 1771, boul. Paquette 623-1343

ST-JOVITE 1105, Ouimet 425-2748

BROSSARD * 5705, boul. Tachereau 462-8867 5705, boul. Tachereau 462-8867

ST-BRUNO * Les Promenades St-Bruno 441-5020 Les Promenades St-Bruno 441-5020

(A l'est du Mail Champlain)

Cliquez! www.dumoulin-direct.com 24 heures par jour.

Les illustrations peuvent différer. Certains modèles ne sont pas disponibles dans toutes les succursales. Offre pour un temps limité. Détails en magasin.

De jeunes joueurs à l'avenir compromis

Voici les derniers articles de notre série sur le jeu compulsif.



Isabelle Hachey

Les jeunes sont deux fois plus nombreux que les adultes à souffrir de graves problèmes de jeu. Si leur drame est plus discret, il n'en est pas moins tragique. Et inquiétant pour l'avenir.

Selon Jeffrey Derevensky, chercheur à la Clinique de traitements pour les enfants et les adolescents de l'Université McGill, entre 4 % et 8 % des jeunes Québécois sont des joueurs pathologiques.

Un adolescent qui a des problèmes de jeu compulsif est difficile à repérer. Il n'a pas les yeux rougis par la drogue, ni une mauvaise haleine d'alcool. Et il n'aura pas à vendre sa maison pour rembourser ses dettes. Mais sa dépendance pathologique au jeu a souvent des conséquences tout aussi dramatiques.

« Leur vie est complètement dominée par le *gambling*, raconte M. Derevensky. Certains enfants sont même interdits de séjour dans leur propre maison. Ils volent quelque chose à leurs parents ou à leurs frères et sœurs chaque fois qu'ils y mettent les pieds ! »

Comme leurs aînés, les jeunes *gamblers* débordent d'imagination quand vient le temps de dénicher de l'argent. « Plusieurs enfants ont perdu des dizaines de milliers de dollars », soutient le Dr Derevensky. Pour assouvir leur passion, ils volent les chèques de pension alimentaire de leur mère ou affirment avoir besoin d'argent pour des livres scolaires.

« Quand un enfant est devant



Les adolescents prennent de plus grands risques. Ils ont l'impression de tout savoir, d'être plus intelligents, de pouvoir battre la machine, estime le chercheur Jeffrey Derevensky.

PHOTO AP

une machine à sous, rien d'autre n'a d'importance. Il oublie tous ses problèmes. » Mais pourquoi les jeunes sont-ils si nombreux à devenir accros du jeu ? « Les adolescents prennent de plus grands risques. Ils ont l'impression de tout savoir, d'être plus intelligents, de pouvoir battre la machine », explique M. Derevensky. « Beaucoup de jeunes pensent aussi qu'ils vont pouvoir s'améliorer à force de jouer aux machines à sous, comme lorsqu'ils s'exercent aux jeux vidéo. » Pourtant, les appareils de loterie ne fonctionnent que par hasard numérique !

« Les jeunes voient leurs parents jouer, ils entendent la publicité, ils se font dire de ne pas manquer leur chance de gagner le million... c'est attrayant pour les adultes, c'est encore plus attrayant pour les jeunes qui ont moins de capacité de réflexion », explique le psychologue Serge Drolet. « La plupart des experts dans le domaine ont beaucoup de craintes pour l'avenir, ajoute M. Drolet. Avec l'avènement du jeu sur Internet, il n'y aura plus aucun contrôle. N'importe quel enfant va pouvoir piquer la carte de crédit de ses parents et jouer avec l'ordinateur, à la maison. »

« Nous sommes face à la première génération d'enfants qui a été élevée alors que le *gambling* était légal et même promu par la publicité, dit M. Derevensky. Dans quelques années, je crois que cela va devenir un grave problème. »

Les gouvernements de pays industrialisés commencent à prendre conscience de l'inquiétant phénomène, se réjouit pourtant M. Derevensky. Au Québec, un programme de prévention — créé par l'équipe du professeur et financé par Loto-Québec — a été implanté dans les écoles l'an dernier. Et en février, les mineurs n'auront plus droit d'acheter des billets de loterie.

M. Derevensky estime qu'il faudra toutefois que les gouvernements, « complètement dépendants des revenus du jeu », en fassent davantage. Parce que les coûts sociaux, que certaines études ont chiffré à plusieurs dizaines de milliers de dollars, sont selon lui encore plus élevés. « Comment mesurer le coût d'une personne qui avait la capacité d'aller à l'université et de faire carrière, mais qui a abandonné l'école à 17 ans à cause de ses problèmes de jeu ? Comment mesurer le coût d'une vie ruinée ? »

Les parents sous-estiment le phénomène

PIERRE GINGRAS

Si le jeu est une réalité chez les jeunes, la grande majorité des parents sous-estime le phénomène. Et parfois il y a un monde entre leur perception et la réalité, a indiqué le chercheur Robert Ladouceur, de l'Université Laval, un expert dans le domaine du jeu au Québec.

Conférencier au Colloque scientifique sur le jeu et les jeunes qui se tenait hier à Montréal, M. Ladouceur a mentionné que les parents interrogés dans le cadre d'une enquête estiment que 40 % des jeunes de 11 ans avaient déjà joué à un jeu de hasard, en achetant des billets de loterie, par exemple. Ce pourcentage n'était plus que de 28 %, s'il s'agissait de leurs propres enfants, disaient-ils. Pourtant, il a été démontré que 81 % des jeunes de 11 ans ont déjà joué.

Les parents interrogés par l'équipe du chercheur croient aussi qu'il est illégal de vendre des billets de loterie à des jeunes alors que la chose a toujours été permise depuis que le jeu est légalisé au Québec. La vente aux mineurs sera toutefois interdite à partir du 1^{er} février.

La plupart des parents ne croient pas non plus que le jeu peut avoir un impact négatif sur les résultats scolaires. La moitié des répondants ne se dit pas inquiète au sujet du jeu chez les enfants et les adolescents alors qu'un faible pourcentage, 18 %, soutient même que le jeu en famille est une activité saine et sans conséquence.

Voilà autant de données démontrant qu'il y a beaucoup de sensibilisation à faire auprès des parents, fait valoir M Ladouceur.

Un autre expert, le professeur Frank Vitaro, de l'Université de Montréal, explique qu'il n'y a pas que le milieu familial ou encore l'attitude des parents qui amèneront un jeune à devenir un adepte du jeu. Sa personnalité et les autres jeunes qui l'entourent auront un rôle encore plus important.

En effet, on constate que les jeunes qui ont des problèmes de jeu sont impulsifs, qu'ils ont une faible estime d'eux-mêmes, qu'ils ont des problèmes importants dans leurs relations avec les parents et les amis. Ce sont presque tous des garçons et ils ont des tendances suicidaires plus fréquemment que les autres jeunes. « Le jeu est leur façon de se soustraire de la réalité, d'oublier l'école ou le ménage de la chambre, mentionne le professeur Jeff Derevensky, de l'Université McGill. C'est une forme d'évasion totale. »

Une société complice

Les jeunes jouent pour le plaisir et l'excitation qu'ils en retirent, mais aussi parce qu'ils ont la possibilité de faire de l'argent. Et ils voleront leurs amis et leurs parents pour atteindre leurs fins. Il cite le cas d'un jeune qui avait vendu le mobilier de la maison à l'insu des ses parents ou encore d'un autre de 14 ans qui volait de l'huile d'olive dans un marché et se faisait ensuite rembourser le prix de la bouteille en soutenant que sa mère avait fait l'achat par erreur.

D'ailleurs, selon M. Derevensky, la société est complice de la situation. Elle se comporte d'ailleurs de façon paradoxale. « On enseigne à nos enfants qu'il faut aller à l'école et l'université, qu'il faut étudier et travailler fort pour obtenir un bon emploi et bien gagner sa vie. D'un autre côté, la publicité faite par une société gouvernementale leur dit qu'avec un dollar, tous les rêves sont permis. »

Malheureusement, poursuit-il, les parents et le public en général ignorent l'impact du jeu chez les enfants. « On leur donne un billet à gratter à Noël. Le premier endroit où les jeunes jouent, c'est avec les parents à la maison. Pourtant, il ne viendrait l'idée à personne d'offrir une bière à un enfant de 11 ans. »

Cinq et six ans de prison pour deux prospects des Hells

CHRISTIANE DESJARDINS

Si la SQ n'avait pas arrêté Jean-Jacques Roy, un membre des Dark Circle, le 28 novembre 1998, ce dernier serait sûrement tombé sous les balles de Rock Delaney et Sylvain Tétreault, deux prospects des Hells Angels qui devaient l'exécuter le 29 novembre. Ces deux derniers ont écopé respectivement de six et cinq ans de pénitencier pour ce complot, hier, au palais de justice de Longueuil.

La juge Lise Côté a relevé le fait qu'il s'agissait d'un crime complexe, mais a signalé qu'elle n'avait aucune difficulté à croire que les deux hommes ont agi pour le chapitre South des Hells Angels. Selon elle, le crime est d'autant plus grave qu'il avait été projeté et préparé.

En novembre 1998, Delaney et Tétreault épiaient Roy et attendaient le bon moment pour passer à l'attaque. Roy, un colosse de six pieds et trois pouces, avait lui-même écopé de quatre ans de prison en janvier 1996, pour son implication dans un complot de meurtre à l'endroit d'un gros nom des Hells Angels, Denis Pas Fiable Houle. La tête de Roy était mise à prix par ses ennemis.

Dans le cadre de leur filature, Delaney et Tétreault se sont servis de trois véhicules différents. Ce qu'ils ignoraient, c'est qu'entre le 13 et le 29 novembre, ils étaient eux-mêmes suivis par la SQ. Lors de leur arrestation, le 29 novembre, ils étaient à bord d'une camionnette volée et en possession d'un fusil mitrailleur muni d'un silencieux, et surveillaient un gymnase de Longueuil où Roy avait l'habitude d'aller s'entraîner. Ce dernier doit la vie à la SQ, qui avait eu la bonne idée de l'arrêter, la veille.

Dans cette affaire, la juge a imposé une peine un peu moins longue à Tétreault, parce qu'il n'avait pas d'antécédents judiciaires. Les deux étaient détenus depuis leur arrestation.

FOURNITURES DE BUREAU

Denis

Solde de

Janvier

FAUTEUIL OPÉRATEUR

DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS, VERT OU BOURGOGNE

• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR

• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR

PRIX SUGG.: 241\$

129⁹⁹

POSTE INFORMATIQUE

FINI ÉTABLE ET NOIR

• DIMENSIONS: 40" L X 16" P X 32" H

PRIX SUGG.: 200\$

99⁹⁹

CHAISE OPÉRATEUR

DISPONIBLE EN NOIR OU EN GRIS

• AJUSTEMENT MANUEL DE LA HAUTEUR

PRIX SUGG.: 72\$

29⁹⁹

• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR

PRIX SUGG.: 114\$

49⁹⁹

BIBLIOTHÈQUE

FINI CHÊNE NATUREL

• DIMENSIONS: 28" L X 10" P X 66" H

PRIX SUGG.: 80\$

49⁹⁹

CHAISE OPÉRATEUR

DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS, VERT OU BOURGOGNE

• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR

PRIX SUGG.: 150\$

79⁹⁹

MODÈLE SANS BRAS

PRIX SUGG.: 100\$

99⁹⁹

MODÈLE AVEC BRAS

FAUTEUIL ERGONOMIQUE DE LUXE

DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT, GRIS OU BOURGOGNE

• BRAS EXTRA LARGES AJUSTABLES EN HAUTEUR

• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR

• MÉCANISME MULTI-AJUSTABLE

PRIX SUGG.: 430\$

199⁹⁹

ANJOU

LES GALERIES D'ANJOU

(514) 351-1055

GROSSARD

7503, BOUL. TASCHEREAU O.

(450) 656-4840

LAVAL

2990, BOUL. LE CORBUSIER

(450) 687-8682

ST-JÉRÔME

291, DE VILLEMURE

(450) 438-4111

AUSSI À

QUÉBEC

TROIS-RIVIÈRES

OTTAWA

COMMANDES

TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES

LIVRAISON GRATUITE

MÊME LE SAMEDI*

OUVERT 7 JOURS

OFFRES EN VIGUEUR JUSQU'AU 25 JANVIER 2000.

CERTAINS ARTICLES PEUVENT ÊTRE LIMITÉS À UN PAR CLIENT

ET/OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS

AUCUNE COMMANDE NE SERA DIFFÉRÉE.

* ASSEMBLAGE REQUIS ** TERRITOIRES LIMITÉS

ARMOIRE AVEC 5 TABLETTES

FINI ACADOU OU HÊTRE DORÉ

• DIMENSIONS: 31" L X 16" P X 64" H

PRIX SUGG.: 240\$

149⁹⁹

NOUVEAU MODÈLE

PRIX SUGG.: 409\$

199⁹⁹

PRIX DE LANCEMENT

POSTE INFORMATIQUE

FINI CERISIER ITALIEN

• DIMENSIONS: 24" L X 50" P X 41" H

+

Suite de la une

Ottawa fait volte-face

OTTAWA / Suite de la page A1

Cette offre était conditionnelle, a répété John Manley hier, à la participation des gouvernements provinciaux et municipaux concernés à hauteur de 75 % « des fonds nécessaires à l'adoption d'une solution partagée ».

Le rejet de cette offre par les provinces et les citoyens — ces derniers ayant quasiment pris d'assaut les bureaux de comté des députés fédéraux pour crier leur indignation — a obligé hier le ministre Manley à reconnaître qu'il a été pris par surprise. « La réaction négative, a-t-il dit, a été un peu plus forte que ce à quoi nous nous attendions. »

Rod Bryden, le propriétaire des Sénateurs d'Ottawa, a aussitôt convoqué une conférence de presses à 13 h hier pour annoncer qu'il se donnait une dizaine de jours de réflexion avant de décider si son équipe allait rester ou non dans la capitale fédérale. « Il y a deux jours, a-t-il lancé, j'ai entreposé mon affiche *À vendre* dans mon garage. J'ai bien fait de ne pas la brûler. » M. Bryden veut vérifier si la province de l'Ontario et la Ville de Kanata maintiennent leur plan d'exempter les Sénateurs de taxes diverses qui pourraient atteindre les 7 millions de dollars, maintenant que le gouvernement fédéral a repris sa roue de secours.

John Manley a soutenu hier qu'avant le

dépôt de son offre mardi dernier, il avait reçu certains signaux favorables des provinces et qu'il trouvait ironique, maintenant qu'Ottawa avait fait sa part, de constater que ces « mêmes joueurs avaient déserté le banc ». « Il est clair aujourd'hui, a-t-il commenté, que ceux-là mêmes qui avaient dit qu'ils se montreraient réceptifs à une solution partagée ne sont plus disposés à mettre l'épaule à la roue. »

Le ministre Manley a ainsi montré du doigt hier le Québec, la Colombie-Britannique, l'Alberta et l'Ontario. Il a rappelé plusieurs déclarations des élus de ces provinces dont celle du ministre des Finances de la Colombie-Britannique, Paul Ramsey: « Utiliser

les fonds publics pour renflouer des joueurs multimillionnaires et les propriétaires de leurs équipes respectives, voilà qui ne saurait répondre à la majorité des critères politiques définissant les grandes priorités de l'État! Ce besoin est à peu près aussi bas sur la liste des priorités du gouvernement que les Canucks le sont dans le classement de la LNH. »

John Manley a par la suite exprimé une certaine amertume devant l'éventualité de voir certaines équipes canadiennes de la LNH quitter le pays. Il s'est dit cependant en paix avec lui-même. « Je pense que j'ai pris mes responsabilités, a-t-il confié, en proposant quelque chose. »

CSEM :

redéfinir les

territoires

avant de vendre

les écoles

ANDRÉ DUCHESNE

Le président de la commission scolaire English-Montréal (CSEM), George Vathilakis, n'a toujours pas pris connaissance de la lettre du ministre de l'Éducation, François Legault, l'invitant à céder pour 1 \$ à la Commission scolaire de Montréal (CSDM) trois écoles que l'organisme anglophone a décidé de fermer.

« Il (M. Vathilakis) a bien reçu la lettre mais ne l'a pas ouverte. Il est parti en dehors de la ville. Je crois qu'il va attendre de consulter ses collègues de la CSEM à sa réunion de mercredi prochain avant de réagir », a mentionné hier son porte-parole, Michael Cohen.

Par contre, un des 19 commissaires de la CSEM, Luigi Lapolla, a déclaré dans une entrevue à *La Presse* qu'il ne fallait pas précipiter la décision. « On doit analyser tout notre système de transport scolaire et définir les territoires à desservir avant de se défaire de ces écoles », explique-t-il.

M. Lapolla est un des huit commissaires de la CSEM qui ont voté contre la fermeture des écoles Francesca Cabrini, Somerled, John XXIII et Saint-Patrick lors d'une assemblée houleuse, mercredi soir. Onze autres ont voté en faveur.

Un des parents, Beverly Boyle, dit elle aussi que le redécoupage des territoires se trouve au centre de la querelle, qui a de forts accents confessionnels, les protestants étant pour la fermeture des quatre écoles et les catholiques, contre.

Pas de compensation

financière

Mais si la CSEM était forcée de céder des écoles à la CSDM, cela ne devrait impliquer aucune compensation financière, dit-elle. « Pourquoi les contribuables devraient-ils payer les équipements deux fois ? »

Depuis l'assemblée, le ministre de l'Éducation a écrit au président de la commission scolaire afin de lui demander de céder les écoles Cabrini et Somerled, ainsi que l'école Saint-Kevin, fermée en juin dernier, à la CSDM.

Cette demande, rappelons-le, vise à combler un manque criant d'espace dans les édifices de la commission scolaire francophone qui a besoin de 3250 nouvelles places.

Monsieur Lapolla ne voit pas d'inconvénient à ce que des édifices ne servant plus à la CSEM soient cédés, mais en autant que ce soit « là où il n'y a plus de besoin », dit-il. Et là-dessus, le débat est loin d'être clos, selon lui.

Encore de l'espoir

George Vathilakis avait eu jeudi une réaction préliminaire à la demande de François Legault, qualifiant d'absurde l'idée de céder les trois écoles pour un dollar. Il avait même évoqué la possibilité d'aller en cour si la CSEM se faisait imposer un transfert de bâtiments à la CSDM, comme elle l'a fait l'an dernier pour une vingtaine d'édifices.

« Nos discussions ont lieu sur un autre ton que celui qu'on retrouve ce matin (hier) dans les médias, a indiqué en riant le porte-parole du ministre, Alain Leclerc. Nous avons bon espoir d'en arriver à une entente d'ici les prochaines semaines. »

Selon ce dernier, la CSEM pourrait recevoir des compensations financières pour le réaménagement de ses écoles à la suite des fermetures annoncées. Il confirme que MM. Legault et Vathilakis ne se sont pas parlé de la récente demande du ministre, mais relève que des discussions ont lieu au plan administratif.

Birdair et la RIO en médiation

ANDRÉ DUCHESNE

La compagnie Birdair et la Régie des installations olympiques (RIO) ont entrepris mercredi leur médiation afin de trouver une solution permanente aux problèmes occasionnés par la déchirure de la toile du Stade olympique survenue il y a un an.

C'est ce qu'a confirmé hier à *La Presse* Nicolas Girard, porte-parole du ministre André Boisclair, responsable de la RIO et de l'épineux dossier de la toile. Les deux parties se sont entendues sur la désignation du médiateur, soit la firme Huis Clos. Les discussions ont lieu à Montréal.

Plus tôt dans la journée, Birdair, ce fabricant américain qui a fourni et installé la toile actuelle, avait transmis par communiqué un « message à la population du Québec » confirmant sa « volonté à s'engager avec la RIO dans une procédure de médiation ».

L'entreprise allait plus loin, signifiant se rallier « sans réserve aux propos du ministre Boisclair » voulant qu'au-delà de ses obligations légales, elle avait des engagements à respecter auprès de tous les Québécois.

Pour Birdair, la médiation devrait conduire à « donner dans le meilleur délai, aux Québécoises et Québécois, l'accès sécuritaire à leur Stade olympique doté d'un toit respectant en tous points les exigences du contrat ».

Rappelons qu'à la suite de la déchirure de la toile, survenue le 18 janvier 1999, il est impossible d'avoir accès à l'aire de jeu du Stade durant la saison hivernale. Une

situation qui se traduit par des pertes de revenus pour la RIO, aucun concert ou exposition ne pouvant y être présentés durant cette période.

La médiation actuelle vise essentiellement deux points : déterminer ce qui a pu causer la déchirure de la toile, en janvier 1999, et trouver une solution permanente afin que la toiture soit adaptée au climat québécois.

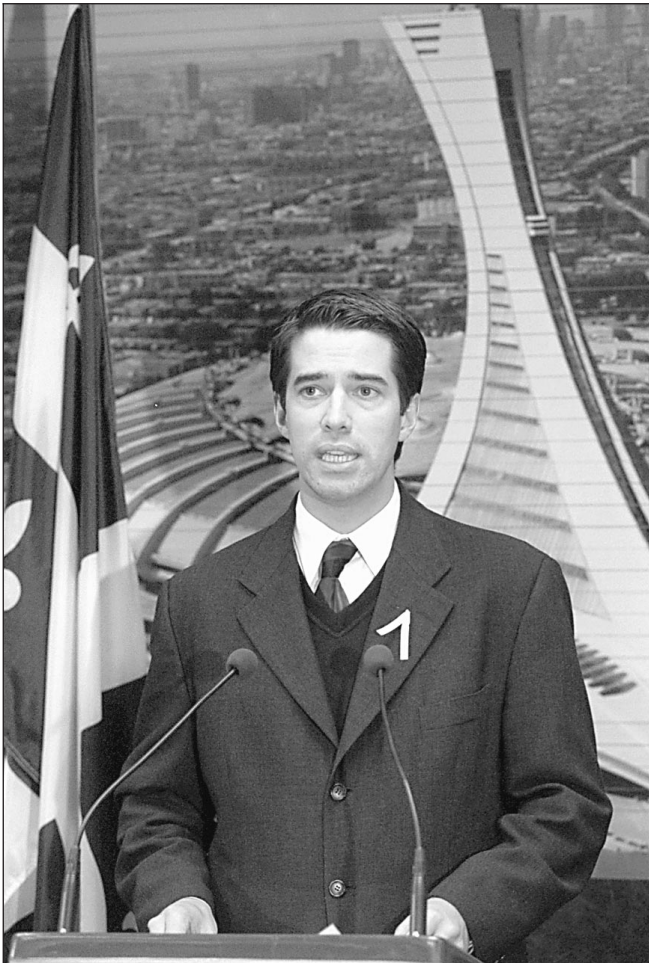
L'installation récente de câbles chauffants afin de faire fondre la neige accumulée sur la toile n'est pas une solution permanente aux yeux de la RIO et du ministre.

Sur quels points va-t-on débattre durant la médiation ? Des sommes additionnelles au coût initial de 37 millions de dollars sont-elles en jeu ? Là-dessus, le porte-parole du ministre a déclaré qu'il était beaucoup trop tôt pour « spéculer » sur ces questions.

Par ailleurs, Birdair n'a toujours pas fourni d'éclaircissements quant aux causes de la déchirure de la toile. Elle devait le faire à l'automne. Estimant légitimes les interrogations des Québécois sur la question, Birdair s'excuse de ne pouvoir y donner une réponse précise pour le moment. La compagnie prétend qu'il existe de « multiples facteurs qui concourent à la complexité de la recherche des causes de l'incident du 18 janvier 1999 ».

En conférence de presse le 6 décembre dernier, le ministre Boisclair avait exprimé le souhait que les deux parties en viennent à une entente d'ici le printemps. Son attaché de presse a réitéré ce souhait hier.

« Le ministre est satisfait des déclarations de Birdair », a ajouté M. Girard. Quant à l'avocat de la compagnie, Me Guy Gilbert, il a dit n'avoir pas d'autres commentaires à ajouter au communiqué publié.



Le bureau du ministre André Boisclair, responsable de la RIO et de l'épineux dossier de la toile, a confirmé hier que les deux parties se sont entendues sur la désignation du médiateur, soit la firme Huis Clos.

OGILVY

SOLDE ANNUEL DE FOURRURES

50% à 70% de rabais

MARCHANDISE SÉLECTIONNÉE

	Régulier	SOLDE
Superbes Moutons Retournés d'Italie	2 000 \$	995 \$
Moutons Retournés Entrefino (garniture de vison)	4 000 \$	1,995 \$
Manteaux de Vison Femelle Griffés	6 000 \$	2,995 \$
“Louis Féraud” Manteaux de Vison Femelle	8 000 \$	3,995 \$
Vison Rasé, Réversible (7/8)	8 000 \$	3,995 \$
Magnifique Manteau de Swakara	10 000 \$	4,995 \$
“Louis Féraud” Manteau Blackglama de Vison Femelle	12 000 \$	5,995 \$
Golden Sable (7/8)	17 500 \$	8,500 \$

COLLECTION GIANFRANCO FERRE :

COLLECTION VERSACE :

COLLECTION ZUKI :

COLLECTION «CASTOR TRICOTÉ» :

MANTEAUX EN CACHEMIRE (avec collet et poignets de fourrure) :

MANTEAUX AVEC DOUBLURE DE FOURRURE MICROFIBRE :

COLLECTION DE CUIR :

30%-50% de rabais

30%-50% de rabais

30%-50% de rabais

50% de rabais

50% de rabais

50% de rabais

50% de rabais

Le luxe à prix abordable seulement chez Salon de Fourrures Ogilvy au 3^e.

Le solde se termine le 31 janvier.

salon

ÉLÉGANCE

FOURRURES • FURS

1307, RUE SAINTE-CATHERINE OUEST, ANGLE DE LA MONTAGNE • TÉL.: (514) 842-7711, POSTE: 222

Réappriivoiser la vie par le bénévolat

La Maison du Père emploie des sans-abri à des tâches domestiques

LILIANNE LACROIX

Trois fois, Tony a présenté sa démission à la Ville de Montréal où il travaillait depuis 16 ans. Deux fois, on l'a refusée, lui suggérant plutôt de se faire traiter pour ses problèmes de consommation de drogue. Mais la troisième fois, on l'a acceptée. C'était en 1991.

« Je n'en pouvais plus de consommer. Si j'arrête de travailler, que je me disais, je n'aurai plus d'argent et donc plus d'accès à la drogue. Ça va être fini. »

Ça ne s'est pas passé exactement comme prévu... « Je me suis impliqué dans le crime, le vol, la vente de drogues », avoue-t-il. Il a tout perdu, surtout son estime de lui-même.

En 1994, il s'est finalement ramassé à la Maison du Père : « Quand je suis arrivé ici, j'ai braillé comme un veau. Quand tu es orgueilleux, c'est pas facile. »

Jeudi matin, avec une quarantaine de compagnons d'infortune, il travaillait bénévolement à remettre un peu d'ordre au refuge du boulevard René-Lévesque où il avait mangé et passé la nuit.

Ce matin-là, Tony nettoyait la salle de séjour tandis que d'autres lavaient la vaisselle, faisaient les lits ou nettoyaient les planchers. Et pas question de tourner les coins ronds car le frère Marc, « le boss », comme on l'appelle, veille au grain.

Souffrant d'une infirmité à une jambe, Jacques, 50 ans, était affecté au remplissage des petits casseaux individuels de margarine et de beurre d'arachides : « C'est long long-temps à ne rien faire. Travailler ici le matin, ça me permet de rencontrer des copains, explique celui que les gars appellent M. Casseau. Ma profession, c'était comptable. Évidemment, j'aimerais mieux travailler dans ce domaine, mais a-t-on vraiment le choix ? »

Une façon de rencontrer des amis, de passer le temps, de se sentir utile, d'éviter les mauvaises fréquentations, un moyen de dire merci ou tout simplement de résister à la ten-



Sous la supervision du frère Marc, à gauche, les bénévoles Bertin et Michel s'affairent à l'entretien d'une chambre à la Maison du Père.

tation de la drogue ou du jeu, le bénévolat du matin à la Maison du Père est une façon pour les gars d'appriivoiser tranquillement la vraie vie tout en se revalorisant un peu.

« Souvent, on veut donner aux pauvres, mais on oublie qu'eux aussi ont envie de donner, dit le père Albert Brierley, directeur de la Maison. Un jour, incapable d'aborder un gars trop agressif, j'ai demandé l'aide d'un autre homme dans la file. Celui-ci s'est avancé et lui a demandé une cigarette. L'autre a fouillé dans le fond de sa poche. Le contact était établi. »

— Vous avez tout vu et vous n'avez rien vu ! m'a lancé le frère Marc à la fin de la matinée. Face à des gars capables du meilleur et du pire, les religieux et les bénévoles doivent être prêts à tout. Des croix, la Bible, un système de son, des cadres, des rideaux, la Maison du Père s'est à peu près tout fait voler, même un tabernacle ! Un an plus tard, un des gars a confessé son crime. Il avait besoin de la force de Dieu et devait manger toutes les hosties, a-t-il expliqué. Ce qu'il a fait du ciboire, Dieu seul le sait !

Toxicos, malades mentaux que les gars ap-

pellent étrangement les « soucoupes », alcooliques, joueurs compulsifs, gars démunis après avoir été mis à la porte par leur femme, jeunes de la rue, assistés sociaux dont la quasi-totalité du chèque passe sur le loyer et qui viennent chercher un repas chaud, tous les problèmes sociaux se côtoient à la Maison du Père. « J'ai essayé de régler mes problèmes dans la solitude, mais je faisais trop de gâf-fes. Faire des lits ici, ça me fait réfléchir », dit Yvon, 38 ans.

Paul, qui a fait une bonne partie des travaux de peinture de la Maison, y travaille maintenant à plein temps. « Ici, il faut savoir aider un gars cinq fois, 10 fois, 25 fois. La dernière sera peut-être la bonne, déclare Paul, qui s'est sorti de peine et de misère de sa dépendance à la drogue et qui continue de lutter chaque jour. La coke, c'est traître. Les problèmes, tu ne les sens pas venir. Avec ça, tu as l'impression d'être un surhomme, même sexuellement. Mais un jour, tu as tout perdu, tu as mal partout et tu te sens comme un moins que rien. J'étais bien écoeuré. Et puis j'ai une petite fille de huit ans. Ça me donne une bonne raison de faire des efforts. »

Dans l'ancienne chapelle, Pascal, 31 ans, et Benoît, 40 ans, s'activaient à nettoyer. « Tant que tu travailles, tu penses pas à la poudre. Quand t'as des tracks de chemin de fer sur les bras, arrive un moment où l'en as assez. J'ai acheté 39 téléphones et je les ai toutes « paw-nées ». Je rêve de sortir MA télé de la boîte et de l'avoir au moins pendant six mois. J'ai trois enfants. Heureusement, ils sont moins croches que le bonhomme », dit Ben.

« J'ai toujours été un gars travaillant », dit Pascal, ex-étudiant en théâtre au Saguenay et ex-travailleur communautaire tombé à pieds joints dans la drogue. Il avait réussi à arrêter pour quelque temps, mais quand il a retrouvé un job, il a succombé. « Jamais je n'aurais voulu venir chez les robineux, comme je les appelais. Mais avec l'énerverment d'avoir de l'argent, je me suis retrouvé dans la file ici. » Avec Ben, il partira bientôt pour la ferme de la Maison du Père à Disraeli, pour commencer à se refaire une vie.

Le Rocker Gregory Wooley libre comme l'air

La police n'avait pas le droit de le fouiller, statue la Cour

CHRISTIANE DESJARDINS

Gregory Wooley, 27 ans, membre en règle du groupe de motards les Rockers, a été acquitté hier des cinq accusations de possession d'arme qui pesaient sur lui, et a recouvré la liberté après presque six mois de détention préventive.

La juge Céline Lacerte-Lamontagne a statué que les policiers ont violé la Charte des droits en demandant à Wooley de montrer ce qu'il cachait sous son manteau (une arme), alors qu'ils venaient de l'intercepter parce que sa motocyclette était trop bruyante.

L'incident est survenu au centre-ville de Montréal, vers 3 h 45, dans la nuit du 23 août dernier. Deux policiers voient alors passer une moto en trombe, qui est fort bruyante. Ils l'interceptent à l'angle du boulevard René-Lévesque et de la rue University. Quand le motocycliste enlève son casque, l'un des agents le reconnaît comme étant Wooley, le seul Noir admis dans l'organisation des Hells. Il remarque aussi sa veste, sa bague, et son foulard, tous à l'effigie du club de motards. Wooley est considéré comme violent, et il est très proche du chef des Hells, Mom Boucher. D'autre part, peu de temps auparavant, il avait été acquitté de meurtre.

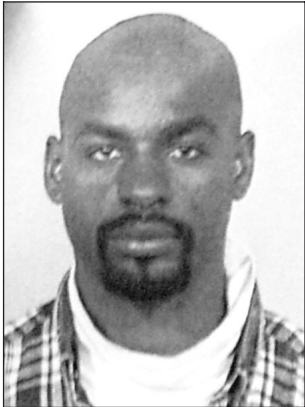
À la demande des policiers, Wooley leur donne ses papiers. Son permis de conduire en est un d'apprenti, c'est-à-dire qu'il doit être accompagné d'un autre motocycliste. Il est seul. Les policiers le voient replacer quelque chose sous sa veste, et demandent à voir ce qu'il cache. Wooley refuse en leur disant qu'il n'est pas en état d'arrestation.

Alors qu'un des policiers s'apprête à le mettre en état d'arrestation, Wooley se sauve en courant, et échappe un pistolet de calibre 45, chargé à bloc. Plusieurs policiers sont venus en renfort. Wooley est vite arrêté, pour de bon cette fois, et accusé de cinq chefs relatifs à cette possession d'arme à autorisation restreinte, qui a d'ailleurs été volée. Il était détenu depuis.

Fouille abusive

L'avocate de l'accusé, Danièle Roy, a demandé que la preuve soit exclue, parce que la fouille était abusive. La juge a accédé à cette requête. La juge a noté que les policiers agissaient dans le cadre du Code de la sécurité routière, et qu'ils devaient se limiter aux pouvoirs qui leur sont conférés en ce domaine. Ils ne peuvent se servir du Code pour vérifier leurs soupçons, à moins que la fouille ne soit « raisonnablement nécessaire » pour la protection des policiers, du public, ou de l'individu lui-même, signale-t-elle.

« La durée de l'intervention (25 minutes), le nombre de policiers présents, le comportement passif du requérant, ne permettent pas objectivement de conclure à l'existence d'une crainte justifiant une fouille, écrit la juge dans sa décision. Reste le fait qu'il soit membre d'un club de motards et le caractère violent de l'individu. Ces éléments seuls ne sont pas suffisants pour justifier la fouille dans les circonstances. »



Gregory Wooley

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

22 janvier 2000

Page A9 manquante

Une pléiade d'artistes assistent aux funérailles de Pierre Labelle

JEAN BEAUNOYER

Pierre Labelle a obtenu ses derniers applaudissements, hier après-midi, à la basilique Notre-Dame de Montréal, lors de funérailles qui réunissaient de nombreux artistes dont Céline Dion et René Angélil.

Le célèbre couple occupait la première rangée en compagnie de l'épouse de Pierre Labelle, Carole Langlois, et le vieux camarade Jean Beaulne. C'est avec celui-ci et Pierre Labelle que René avaient formé le groupe Les Baronets dans les années soixante. Hier, 35 ans plus tard, René Angélil est redevenu un Baronet, le temps d'une cérémonie.

Il racontait, lors d'un hommage au disparu, la première prestation du groupe yé-yé aux *Découvertes de Billy Monroe*, les premiers jeux, les premiers désaccords avec Pierre, quand ils étaient enfants, puis adolescents.

« Pierre n'aimait pas la chicane. Il était délicat, doux. Quand nous avions des différends pour le choix d'un film ou d'une sortie, on réglait ça par la course. Le premier qui

arrivait chez lui appelait l'autre et gagnait sa cause. Avant d'être Baronets, on chantait, Pierre et moi, en duo, *Diana*. L'un de nous faussait et même aujourd'hui, je ne veux pas avouer que c'était moi. Pierre était celui qui avait le plus de talent des Baronets. Il était totalement humble, retiré, pas vantard. »

Jean Beaulne, le troisième Baronet, toujours aussi ému de la perte de son ami, racontait qu'il avait demandé à saint Pierre de « préparer une place » pour René Angélil et lui. « On va chanter *C'est fou mais c'est tout là-haut*. »

La basilique, pratiquement comble, recevait hier de nombreux artistes pour participer à la cérémonie, dont Tony Roman, Louis-Paul Allard, André Lejeune, Guy Cloutier, Gilles Girard des Classels, Marc Hamilton, Dorothee Berryman, compagne de Pierre Labelle pendant sept ans, et de nombreux curieux. Tex Lecor, Roger Sylvain, les enfants de Pierre Labelle, Jean-François et Marlène, ont également rendu hommage au disparu. Le violoniste Florian Costache a interprété *La Sérénade* de Schubert en marchant autour du cercueil et un soprano qui n'était pas Céline Dion a chanté *Ave Maria*. Des applaudissements ont salué le cortège qui quittait l'église en fin de cérémonie. Les derniers.



PHOTO Bernard Brault, La Presse ©
Marlène et Jean-François, les enfants de l'ancien membre du groupe Les Baronets.

2823314

Correction de la myopie, de l'astigmatisme et de l'hypermétropie au laser (Lasik)

Toute chirurgie comporte des risques et des complications. Il est primordial de pouvoir en discuter pleinement avec son chirurgien avant de prendre une décision éclairée. Il est aussi essentiel que le suivi médical soit fait par un médecin-ophtalmologiste.

*Dr Michel Podteteney, m.d.
Médecin-ophtalmologiste
Membre de l'association des médecins-ophtalmologistes du Québec*

Laser excimer, depuis 1992, Lasik depuis 1994, membre fondateur de la première clinique de laser excimer au Québec. Cliniques à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont et Verdun.

(514) 768-0141
www.newvue.com

2823314

Le génie

c'est de pouvoir maîtriser un sujet

(poly)

LES ÉTUDES SUPÉRIEURES

Poly :

leader dans la recherche

Maîtrises recherche
Pour vous joindre à une équipe de chercheurs parmi les plus performantes sur le plan international.

Maîtrises modulaires et Diplômes d'études supérieures spécialisées
Pour profiter d'un avantage certain sur le marché de l'emploi et pour obtenir votre formation dans un programme régulier, par étapes ou à temps partiel.

Doctorats
Pour accéder à la recherche de haut niveau tout en ayant accès à d'excellentes possibilités de financement.

Renseignez-vous !

Bureau des affaires étudiantes
Recrutement étudiant
École Polytechnique de Montréal
Téléphone : (514) 340-4929
Télécopieur : (514) 340-5964
recrutement.etudiant@polymtl.ca
www.polymtl.ca

ÉCOLE POLYTECHNIQUE MONTRÉAL

2819892

ENAP

DOCTORAT en ADMINISTRATION PUBLIQUE

Concours d'admission pour septembre 2000
Programme de doctorat et programme court de 3^e cycle offert à Québec et à Montréal

Informez-vous!

À Québec
555, boulevard Charest Est
Québec (Québec)
Nicole Dubois (418) 641-3000, poste 6477

À Montréal
4750, avenue Henri-Julien, 5^e étage
Montréal (Québec)
Carole Garand (514) 849-3989, poste 2993
(sortie métro Laurier - côté boulevard St-Joseph)

Site Internet
http://www.enap.quebec.ca

Rencontres d'information

À Québec
Le 2 février 2000 à 17 h 30
Salle 1127

À Montréal
Le 3 février 2000 à 17 h 30
Salle 5115

Date de fin de concours 1^{er} mars 2000

Université du Québec
École nationale d'administration publique

solde d'inventaire!

ALLEGRO Canapé 3 places en cuir

GIGI Fauteuil

Venez découvrir nos années d'expérience dans la fabrication de mobiliers de salon. Un choix incroyable de styles, tissus, cuirs et confort à des prix incomparables.

MERLINO Canapé 2-1/2 places

URBANO Canapé 4 places

BALI Sectionnel

HAMPTON Canapé 2-1/2 places

SHABBY Causeuse

LARA Fauteuil

CASODI
CANAPÉ • SOFA • DIVANO

5330 Royalmount
514 • 739 • 4185
1824 Le Corbusier, Laval
450 • 973 • 6661

CANAPÉ À LA CARTE

Tout les modèles sont disponibles en canapé-lit

Tout les modèles sont disponibles dans plusieurs grandeurs. Une large sélection de tissu et cuir en inventaire. Plus de détails en magasin.

Conçu pour être vieux

Un cahier spécial à ne pas manquer samedi prochain dans

La Presse

Le mari de Lucia Garofalo arrêté en Italie

ANDRÉ NOËL

Sous la pression des autorités américaines, la police italienne vient d'arrêter le ressortissant algérien Yamin Rachek, marié à Lucia Garofalo, cette Montréalaise détenue au Vermont à cause de ses liens présumés avec des groupes terroristes.

Rachek, 34 ans, a été arrêté en pleine rue à Naples, samedi dernier, à la demande du Federal Bureau of Investigation (FBI) et de la Central Intelligence Agency (CIA). Les autorités italiennes se sont tout de suite débarrassées de lui en l'expulsant en Algérie.

On ignore s'il a rejoint les quelque 5000 personnes soupçonnées de sympathie avec les groupes islamistes qui crouissent dans les prisons du président algérien Abdelaziz Bouteflika, souvent sans avoir subi de procès.

Deux jours avant son arrestation, Rachek a accordé une entrevue à un journaliste de *La Repubblica*. Il a longuement parlé de sa relation avec Lucia Garofalo, qu'il a épousée en 1995 à Montréal. Son témoignage sur sa femme concorde avec celui qu'a donné hier à *La Presse* l'ancien mari de Garofalo, Najib Dufaan, qui a quitté la Libye pour Montréal en 1982.

Selon les deux hommes, Garofalo est une femme généreuse, prête à rendre service sans poser de question, et qui ignore tout de la politique. Najib Dufaan, un mécanicien de 38 ans, l'a épousée en 1985. Il a eu deux filles d'elle : Melissa, maintenant âgée de 14 ans, et Sabrina, qui a 12 ans. C'est lui qui l'a convertie à l'islamisme.

« Depuis, Lucia porte le hijab (le voile), a dit son ancien mari, qui a conservé de bons rapports avec elle. Elle croit dans la religion musulmane. Elle a enlevé son hijab au tribunal (à Burlington, Vermont) à cause des préjugés envers notre religion. »

Selon son mari Yamin Rachek, Garofalo était une orpheline qui a été adoptée par des émigrants italiens. Après sa séparation avec Najib Dufaan, en 1991, elle est allée vivre avec ses deux filles chez sa mère adoptive. Elle vivait de l'aide sociale. Quatre ans plus tard, elle a épousé Rachek, de qui elle a eu un petit garçon, Youssef, maintenant âgé de trois ans.

Un journaliste de *La Presse* s'est rendu dans l'appartement de Garofalo, à Saint-Laurent, jeudi soir. Sabrina a alors déclaré : « Je ne sais pas pourquoi ma mère est partie au Vermont. Elle est partie le matin et on croyait qu'elle allait revenir rapidement. Je lui ai parlé à la prison : elle semble avoir peur. Elle n'a rien à voir avec les groupes terroristes. »

Garofalo, 35 ans, s'est rendue à la frontière du Vermont le 19 décembre en compagnie de Bouabide Chamchi, 20 ans, un Algérien qui avait demandé l'asile politique au Canada. Avant de franchir le poste-frontière américain, elle a décidé de revenir au Canada, mais les douaniers américains l'ont arrêtée. Des chiens ont détecté des traces d'explosif sur sa Chrysler Neon.

Elle a été accusée d'avoir tenté de faire entrer illégalement un homme aux États-Unis. Elle s'est vu refuser sa libération sous caution, les procureurs soutenant que des appels faits sur son téléphone cellulaire indiquent des liens avec deux autres Algériens, Abdel Ghani Meskini et Ahmed Ressim, soupçonnés d'avoir fait entrer des explosifs aux États-Unis.

Selon les déclarations faites par son mari Yamin Rachek à *La Repubblica*, Garofalo est très malade. « Elle a un dossier dans sept hôpitaux, a-t-il dit. Elle souffre de rhumatismes et d'inflammations à la vessie. Elle est incontinente. C'est une femme très nerveuse. »

Son état de santé ne l'a pas empêchée de faire la navette entre le Canada et les États-Unis avec plusieurs ressortissants algériens et pakistanais. « Elle voulait aider ses frères, a expliqué Rachek. Mais elle n'a aucune connaissance politique, aucune idée des organisations islamistes. Quand je l'ai épousée, elle ne savait même pas qui étaient les Arabes. »

Rachek a été expulsé du Canada en 1993. Il a été arrêté à Londres en 1996 car il a été trouvé en possession d'un faux passeport grec. Il a vécu depuis en Italie sous une fausse identité, se faisant passer pour un citoyen marocain.

En 1997, selon la police américaine, Garofalo aurait demandé l'aide de Said Atmani, un faussaire qui travaille pour le Groupe islamiste armé, afin d'obtenir un faux passeport pour faire rentrer Rachek au Canada. Atmani a partagé un appartement à Montréal avec Ahmed Ressim. Il a depuis été expulsé en Bosnie. Garofalo doit subir son procès le 14 février et devra répondre à huit infractions aux lois sur l'immigration.

Depuis plus d'un an, deux Algériens vivant au Canada auraient aidé à mettre au point un plan complexe afin de faire exploser des édifices ou d'autres cibles aux États-Unis, indique l'acte d'accusation d'un grand jury fédéral américain.

Ahmed Ressim et Abdelmajid Dahoumane sont accusés d'avoir comploté, depuis 1998 avec au moins quatre autres personnes, dans le but de détruire ou d'endommager des structures, des véhicules ou toute autre propriété située aux États-Unis.

Ressim, âgé de 32 ans, a été arrêté le 14 décembre à Port Angeles, dans l'État de Washington. Le coffre de sa voiture de location contenait une substance utilisée dans la fabrication d'explosifs ainsi que des détonateurs. Dahoumane, qui est toujours en liberté, est accusé de complicité avec Ressim. Les deux hommes avaient partagé une chambre de motel de Vancouver pendant les 25 jours précédant l'arrestation de Ressim.

Des recherches internationales ont été entreprises afin de retracer Hamid Aich, 34 ans, qui partageait avec Dahoumane un appartement situé en banlieue de Vancouver.

Au moins quatre autres Algériens et une femme mariée à un Algérien sont également sous enquête, en rapport avec le complot lié aux explosifs. Selon la police canadienne, Abdel Ghani Meskini avait reçu l'ordre du commerçant montréalais Mokhtar Haouri de se rendre à Seattle, d'y rencontrer Ressim, de le conduire là où il devait se rendre et de lui remettre de l'argent.

Haouri et Meskini ont été accusés, plus tôt ce mois-ci, d'avoir enfreint la loi fédérale interdisant de fournir de l'aide aux terroristes. Ils sont accusés d'avoir comploté pour transférer des cartes d'identité et des passeports américains contrefaits ou volés, et d'avoir utilisé de fausses cartes bancaires ou de crédit.

Un autre homme, Abdel Hakim Tizegha, a été arrêté le 24 décembre à Bellevue, en banlieue de Seattle. La Montréalaise Lucia Garofalo a pour sa part été arrêtée le 19 décembre en compagnie de Bouabide Chamchi.

Violente tempête dans l'Est canadien

Agence France-Presse
HALIFAX

Une violente tempête de neige a paralysé vendredi les provinces maritimes du Canada et l'est du Québec, entraînant la fermeture des commerces, des écoles, de plusieurs routes et l'annulation de la plupart des vols dans la région, selon les autorités.

La tempête, qui avait balayé jeudi une partie de la côte atlantique américaine pour ensuite s'en éloigner, est revenue en force sur le continent, touchant de plein fouet la Nouvelle-Écosse, l'est du Nouveau-Brunswick et l'Île du Prince-Édouard, où des avertissements de blizzard étaient en vigueur.

Pêcheurs secourus

Presse Canadienne
MARIA

Une opération de sauvetage a été couronnée de succès, hier soir, au large de Maria, en Gaspésie, alors que deux pêcheurs en péril ont été rescapés après plusieurs heures de dérive sur une banquise. Ils ont été secourus par les garde-côtes et ramenés sains et saufs sur la terre ferme, vers 22 h.



Ça commence par une étincelle...

ÉCOLE SELWYN HOUSE EXAMENS D'ADMISSION

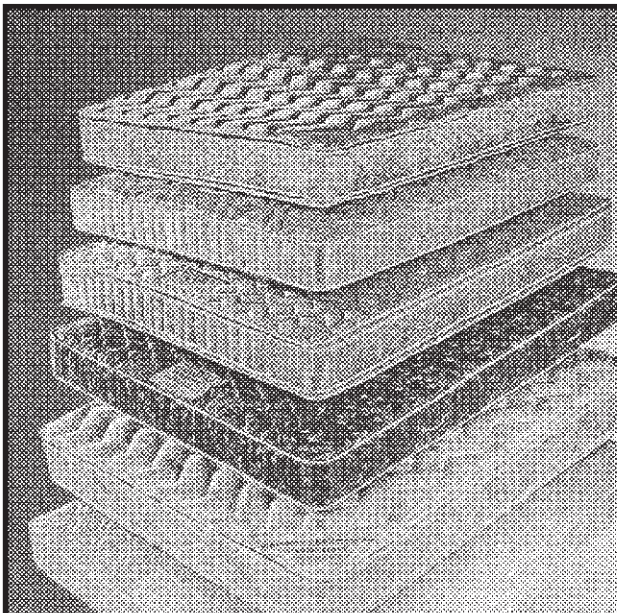
MATERNELLE À 4^e ANNÉE : janvier et février 2000 sur rendez-vous

5^e À 11^e ANNÉE : le mercredi 9 février 2000 8h30 à 15h00

Bourses d'études disponibles pour les 7^e et 9^e années



Inscription : veuillez contacter Sylvie Bastien-Doss, directrice de l'admission
Tél. : (514) 931-2775 Télécopieur : (514) 932-8776 admission@selwyn.ca (www.selwyn.ca)
95, chemin Côte St-Anoine, Westmount (Québec) H3Y 2J8



Nos prix sont imbattables !

Comparez, vous serez convaincu !

matelas

Plus de 100 styles !



livraison

retrait

cadre de lit

installation

GRATUITE

GRATUIT

GRATUIT

GRATUITE

de vieux matelas

avec ens. de matelas

deux des meilleures façons d'économiser !

Option 1 • Nous payons la TPS et la TVQ !
*Nous vous accordons une réduction de prix équivalente à la TPS et à la TVQ.

Option 2 • Vous ne payez rien avant un an !**
**Aucun paiement mensuel • aucun intérêt • aucun dépôt

MATÉLAS «PAYEZ ET EMPORTEZ», À PARTIR DE 39 ⁹⁵			
Charmeur de Sealy			
Simple	129 ⁹⁵	ens. 249 ⁹⁵	
Double	169 ⁹⁵	ens. 299 ⁹⁵	
Grand	199 ⁹⁵	ens. 399 ⁹⁵	
Posturepedic de Sealy			
Simple	279 ⁹⁵	ens. 399 ⁹⁵	
Double	369 ⁹⁵	ens. 499 ⁹⁵	
Grand	399 ⁹⁵	ens. 585 ⁹⁵	
Très grand	699 ⁹⁵	ens. 885 ⁹⁵	
Beautysleep Evasion de Simmons			
Simple	199 ⁹⁵	ens. 399 ⁹⁵	
Double	249 ⁹⁵	ens. 469 ⁹⁵	
Grand	299 ⁹⁵	ens. 499 ⁹⁵	
Beautyrest de Simmons			
Simple	339 ⁹⁵	ens. 645 ⁹⁵	
Double	499 ⁹⁵	ens. 795 ⁹⁵	
Grand	565 ⁹⁵	ens. 885 ⁹⁵	
Très grand	695 ⁹⁵	ens. 1095 ⁹⁵	

**Jusqu'à 60 \$ de rabais**
sur tout ensemble de matelas Posturepedic de Sealy et Beautyrest de Simmons
Simple 30 \$ de rabais
Double 40 \$ de rabais
Très grand 60 \$ de rabais
Sur présentation de ce coupon. Un coupon par ensemble de matelas. Ne peut être jumelé à aucune autre offre.



**Oreiller de duvet blanc 24⁹⁵**
Oreiller 7⁹⁵
SIMMONS Beautyrest



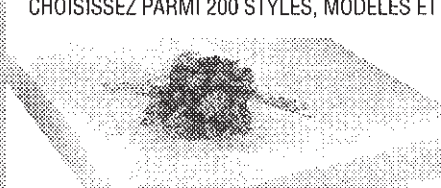
Drap et accessoires assortis

Ensemble de draps en percale
180 fils au pouce carré

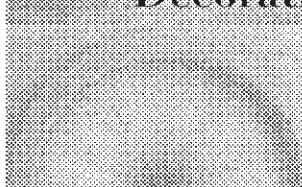
Simple	16 ⁹⁵
Double	24 ⁹⁵
Grand	34 ⁹⁵
Très grand	49 ⁹⁵

Sheftex • Martex • Lawrence • Springmaid • Fieldcrest • Cannon • Wamsutta • Dan River

CHOISISSEZ PARMi 200 STYLES, MODÈLES ET COULEURS, TOUS AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS.

**Couvre-matelas «Easy Fit»**

Simple	9 ⁹⁵
Double	12 ⁹⁵
Grand	14 ⁹⁵



Décoration et parures de fenêtres

Jusqu'à 60% DE RABAIS sur le prix sugg.

HunterDouglas
SILICOLETTE • DUETTE • LUMINETTE
Levolor®
Holican

Tapis grande largeur et carpettes
CROSSLEY  Grand choix de couleurs et styles



Édredons de duvet d'oise blanche

Simple	79 ⁹⁵
Double	99 ⁹⁵
Grand	109 ⁹⁵
Très grand	149 ⁹⁵





Salle de bain

Excalibur de MArtEX	
Bain	6 ⁹⁵
Essuie-main	4 ⁹⁵
Débarbouillette	2 ⁹⁵



SERVICE À DOMICILE GRATUIT

Téléphonez-nous pour qu'un de nos conseillers en décoration vous rende visite. C'est gratuit et sans obligation!

331-5260

STORES HORIZONTAUX ET VERTICAUX • PLISSÉS • STORES EN BOIS ROMAINS • DENTELLES • CANTONNIÈRES BOUFFANTES • TENTURES PARURES COMPLEXES • TISSUS • PARURES DE LIT SUR MESURE



Garantie de 10 ans

CHAQUE JOUR/TOUTE L'ANNÉE

Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à plus bas prix, nous respecterons non seulement ce prix mais nous vous accorderons un rabais additionnel de 10 %



LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON

LINEN CHEST

ROCKLAND
341-7810
Centre Rockland

LAVAL
681-9090
Les Galeries Laval

BROSSARD
671-2202
Place Portobello

CENTRE-VILLE
282-9525
Les Promenades de la Cathédrale

+

Ciment Perreault perd finalement son permis

Les camions de la compagnie de Joliette ne pourront rouler pendant cinq ans

ANDRÉ NOËL

La Commission des transports du Québec a finalement retiré pour une période de cinq ans, hier, le permis de Ciment Perreault, une importante compagnie de camionnage en vrac de la région de Joliette dont les véhicules constituent un danger public.

La CTQ a pris cette décision alors que paraissait un article, dans *La Presse*, révélant le dossier accablant de l'entreprise, impliquée dans 11 accidents depuis 1997, dont un qui a coûté la vie au camionneur Sylvain Frigon, en 1998.

Le 21 décembre dernier, trois commissaires de la CTQ avaient retiré le permis à Ciment Perreault, considérant que l'entreprise mettait « en péril la sécurité des usagers du réseau routier ». Mais deux jours plus tard, le vice-président de l'or-

ganisme, M^e Jean Giroux, donnait un sursis d'un mois à la compagnie pour lui permettre encore une fois de faire entendre ses arguments.

Hier matin, la CTQ a rejeté la requête en révision. L'entreprise et son administrateur, Marcel Perreault, sont déclarés totalement « inaptes » et se voient interdire la circulation de tout véhicule lourd pendant cinq ans. La cote passe de « satisfaisante » à « insatisfaisante ».

La CTQ a imposé cette sanction parce que, dit-elle, elle a constaté que Ciment Perreault a été impliquée dans des incidents répétés et graves mettant en cause la sécurité publique. Le 6 janvier dernier, les contrôleurs routiers ont encore intercepté deux camions de concassage qui roulaient sans permis. M. Perreault refusait la présence d'un expert dans ses locaux.

L'entreprise, qui possède un parc de 55 camions, remorques et autres véhicules, est connue pour son mépris de la sécurité depuis 1992, mais a pu fonctionner toutes ces années sans grands tracas. La mort de Sylvain Frigon, en 1998, a amené le coroner Claude Paquin à dénoncer les organismes de surveillance, comme la Société de l'assurance automobile du Québec.

« La compagnie a réussi à fonctionner avec une quantité importante d'infractions, et ce, en toute impunité jusqu'à l'accident mortel qui était éventuellement prévisible », a écrit le coroner le printemps dernier. Son rapport a amené les contrôleurs routiers de la SAAQ à se montrer plus vigilants.

Ils ont procédé à 10 interceptions l'été dernier. Au total, ils ont noté sept infractions au Code de la sécurité routière, 16 défautsités ma-

jeures, ainsi que 50 défautsités mineures. Les camionneurs ont confié aux contrôleurs qu'ils étaient au courant des problèmes de leur camion, mais qu'ils ne pouvaient inscrire les défautsités au registre sous peine de sanction.

« Un conducteur me dira que M. Perreault (le président de la compagnie) ne veut pas voir de défautsités sur les rapports », écrit un contrôleur, dans un mandat de perquisition.

Le témoignage du camionneur Raymond Labelle, annexé au mandat, est éloquent. En parlant de son patron, il dit : « C'est un gars qui est négligent : il se croit au-dessus de toutes les lois... Au mois de mai 1999, j'ai rapporté à M. Perreault qu'il manquait un miroir d'angle mort du côté des conducteurs. Il m'a dit de me lever de mon siège et de regarder dehors.

« Vers la mi-mai 1999, j'ai rapporté les pneus usés sur la semi-remorque. M. Perreault a attendu que l'un des pneus ait une crevaison pour changer les autres, soit deux semaines plus tard. Vers le début de juin 1999, j'ai rapporté que les freins sur le tracteur manquaient de puissance, et M. Perreault m'a déclaré qu'il vérifiera cela dès qu'il aura la chance. Une semaine plus tard, j'ai ramené le dit véhicule au bureau, car les freins du tracteur étaient sur le point de s'enflammer. »

Selon les contrôleurs de la SAAQ, les véhicules de Ciment Perreault étaient systématiquement surchargés (l'entreprise n'a même pas de balance), les freins étaient souvent en piteux état, les registres d'entretien étaient trafiqués, tout comme les registres sur les heures de travail.

Des automobilistes résignés

SIMON DROUIN

Il n'est pas si loin le temps où l'essence se vendait 39 cents le litre. Aujourd'hui, ce coût paraît illusoire. Pourtant, à l'été 1996, alors que la guerre des prix de l'essence faisait rage, les automobilistes montréalais pouvaient remplir leur réservoir en déboursant moins de 40 cents le litre.

Dans la matinée d'hier, plusieurs d'entre eux rageaient devant le prix affiché par les détaillants d'essence : 72,9 cents ! Ils rageaient, mais ils étaient résignés.

« Il y en a beaucoup qui sont choqués et qui m'engueulent comme si c'était moi qui établissais les prix », raconte avec un sourire France Beaudin, caissière à la station Petro-Canada située au coin des rues Notre-Dame et Atwater. Constate-t-elle une baisse d'affluence ? « Non, les prix sont les mêmes partout... »

En effet, toutes les stations de la région montréalaise visitées hier affichaient 72,9 cents le litre pour l'essence ordinaire. « C'est écoeurant », répète à plusieurs reprises Bervens Millien, un chauffeur de taxi rencontré à la même station. « On est très frustrés, mais on ne peut rien y faire, il faut mettre de

l'essence », se désole-t-il. À un plein par jour, M. Millien dit enregistrer des pertes nettes de 20 à 25 dollars par semaine lorsque le prix du litre augmente de six cents.

Daniel Lambert, de Brossard, juge arbitraire la décision des détaillants de hausser le coût du litre de six cents en une seule journée. « Vous remarquerez qu'ils n'augmentent jamais les prix le lundi, note ce chauffeur d'autobus de la STCUM. C'est pourquoi en temps ordinaire, je fais le plein le lundi. Mais aujourd'hui, je n'ai pas le choix. » M. Lambert croit aussi que les grandes pétrolières profitent du temps froid qui sévit pour augmenter leurs prix.

« C'est vrai que les pétrolières profitent des températures froides pour hausser les prix, opine le vice-président de la Confédération des syndicats nationaux, Roger Valois. On sait que le volume de l'essence diminue quand il fait froid et que les moteurs tournent plus longtemps. Les véhicules consomment donc plus. »

La CSN a demandé hier au ministre des Ressources naturelles, Jacques Brassard, de faire enquête sur la fluctuation du prix de l'essence. La CSN juge qu'il y a une collusion entre les différentes

compagnies pour fixer les prix. Plusieurs camionneurs propriétaires représentés par la CSN se plaignent d'avoir signé des contrats il y a un mois à peine et de devoir aujourd'hui les honorer alors que le prix de leur source d'énergie a grimpé de 10 %. « Certains ont des 45 pieds chargés et voyagent pour rien », s'insurge M. Valois.

Une porte-parole du ministère du Revenu, Louise Accolas, rappelle que la Régie de l'énergie mène présentement une enquête sur les variations du coût de l'essence dans trois régions du Québec.

René Goyette, concepteur du site Internet « L'essence, c'est essentiel », qui propose un boycott de différentes pétrolières, continue d'accumuler des signatures sur sa pétition qu'il entend déposer au parlement fédéral en février. « J'ai maintenant 7000 noms et une chose est certaine, c'est que les gens sont de plus en plus révoltés ».

Retournant à Toronto après un voyage d'affaires à Montréal, Brian Tunna, croisé dans une station Esso, ne s'étonnait pas des fluctuations du prix de l'essence qu'il a observées ici : « C'est terrible. Il se passe la même chose à Toronto, sauf que c'est toujours dix cents moins cher... »

Deux ans après les Éboulements, il n'y a pas plus de contrôleurs routiers

Presse Canadienne
QUÉBEC

Deux ans après l'accident qui a fait 44 morts dans Charlevoix, il n'y a pas plus de contrôleurs routiers sur les routes du Québec, indiquent des chiffres du ministère des Transports.

Bien que le ministre Guy Chevrette répète depuis belle lurette que les effectifs doivent être augmentés, il n'y avait pas plus de contrôleurs routiers à la fin de 1999 qu'il y en avait en 1996.

Pire, dénonce l'opposition libérale, les effectifs ont légèrement diminué.

« Grand parleur, petit faiseur », a protesté le porte-parole libéral dans ce dossier, Yvan Bordeleau, en notant que M. Chevrette avait annoncé l'ajout de personnel à chaque fois qu'est survenu un événement malheureux.

M. Bordeleau a rappelé qu'en mars 1999, le rapport du coroner Malouin sur l'accident des Éboulements signalait la nécessité de resserrer le contrôle routier. Le ministre avait suggéré l'ajout de 125 contrôleurs, et prévu une enveloppe salariale de 10 millions.

Le mois suivant, devant l'Association du camionnage du Québec, M. Chevrette a réitéré son engagement. Il fit de même l'été dernier

après l'accident survenu sur la route 20 à la hauteur de Saint-Michel-de-Bellechasse faisant quatre morts et onze blessés.

« Chaque fois, il nous ramène ça ; mais, en vérité, il n'y a rien qui se passe », a laissé tomber hier le député de l'Acadie.

M. Bordeleau signale qu'au moins d'août, le ministre Chevrette a soudainement étalé l'embauche sur deux ans, prévoyant l'ajout de 50 contrôleurs, de 45 inspecteurs en entreprises et de 30 vérificateurs en mécanique en 1999-2000. Québec dit vouloir embaucher encore 45 contrôleurs en 2000-2001.

Selon les chiffres officiels du ministère des Transports, il y avait 184 contrôleurs routiers à la fin de 1999, soit quatre de moins que l'année précédente. On en comptait précisément 198 il y a trois ans. Au total, les effectifs font état de 245 contrôleurs, inspecteurs et vérificateurs, presque le même nombre qu'en novembre 1999.

À son avis, le ministre Chevrette berne la population en prenant des engagements qu'il ne respecte pas.

Au bureau du ministre Chevrette, on disait hier que le processus de sélection suit son cours et qu'en mars on procédera à l'embauche de nouveaux contrôleurs.

Québec accusé de se traîner les pieds sur l'inforoute

Presse Canadienne
QUÉBEC

Dans le dossier de l'inforoute, le gouvernement de Lucien Bouchard et le ministre délégué à l'Autoroute de l'information « font dans le symbolisme et se traînent manifestement les pieds », estime la porte-parole de l'Opposition, Fatima Houda-Pepin.

« Au moment où on se parle, a-t-elle affirmé au cours d'une entrevue, le Québec accuse un retard très sérieux au chapitre du commerce électronique. »

Selon elle, comme le prétendent certains experts et analystes, le Québec se situe derrière toutes les autres provinces canadiennes au chapitre du branchement des foyers au réseau Internet. « Ces carences, a ajouté Mme Houda-Pepin, se répercutent dans les écoles du Québec qui sont sous-équipées en ressources technologiques et surtout humaines pour former adéquatement les jeunes. »

Les statistiques les plus récentes (juin 1999), selon elle, démontrent le retard du Québec. À peine 47 pour cent des PME sont branchées, comparativement à 61 pour cent dans le reste du Canada. À peine 8 pour cent des entreprises québécoises de 100 employés ou plus s'adonnent au commerce électronique et moins de trois pour cent des Québécois effectuent des transactions via internet.

Au Québec, moins de 28 pour cent des ménages possèdent un ordinateur, comparativement à 43 pour cent en Alberta et en Colombie-Britannique, 41 pour cent en Ontario et 33 pour cent en Saskatchewan.

« La barrière économique, a expliqué Mme Houda-Pepin, explique aussi le retard des Québécois. Ils sont les plus taxés en Amérique du Nord et l'achat d'un ordinateur équipé et branché coûte au minimum 2000 \$.

L'autre difficulté, selon les statistiques, vient du fait que 25 pour cent des adultes au Québec sont considérés comme des analphabètes fonctionnels « et ça, c'est un obstacle à l'informatisation ».

« Finalement, a poursuivi la porte-parole libérale, il y a les disparités entre les régions. Il y a les info-riches et les info-pauvres. »



PHOTO PC

Fatima Houda-Pepin estime que le Québec accuse un profond retard dans le branchement au réseau Internet.

Mme Houda-Pepin souhaiterait que le gouvernement accorde la priorité à la fourniture d'équipements aux entreprises. « Ce n'est pas pour rien, a-t-elle dit, qu'aux États-Unis, la politique du commerce électronique a été lancée à la Maison-Blanche par le président Bill Clinton en personne, soit pour donner un signal clair à la société américaine. »

Pour elle, le seul fait pour le gouvernement d'accorder des remboursements d'impôt à 125 pour cent de la valeur des équipements et de défrayer le salaire d'un technicien jusqu'à concurrence de 10 000 \$ est encore insuffisant.

« Tout ce que ça fait, ça déplace les emplois au lieu d'en créer. Dans les circonstances, a-t-elle dit, comment le Québec pense-t-il être en mesure de prendre le TGV (train à grande vitesse) de l'information et du commerce électronique qui est en train de lui passer sous le nez ? »

Biogénétique : les industriels en faveur d'un protocole « pratique »

Agence France-Presse

Les industriels de la biotechnologie se sont dits favorables, hier à Montréal, à un protocole sur la biosécurité « pratique et raisonnable », qui protège la biodiversité et ne nuise pas au commerce international.

Des négociations s'ouvrent lundi pour une semaine à Montréal, sous l'égide de l'ONU, pour essayer de parvenir à un protocole sur le commerce international des Organismes génétiquement modifiés (OGM).

Au cours d'une conférence de presse, les représentants des industriels ont donné leur soutien aux membres du groupe de Miami — États-Unis, Canada, Argentine, Chili, Uruguay et Australie — qui défendent les règles les moins contraignantes possible pour le commerce des OGM.

Pour Joyce Groote, présidente de la Coalition mondiale de l'industrie de la biotechnologie, qui représente quelque 2200 entreprises de 130 pays, ce protocole devrait certes protéger la biodiversité mais aussi prévoir « le partage des retombées bénéfiques » de l'application de la biogénétique et « faciliter le commerce international ».

Les industriels, comme les membres du groupe de Miami, se sont dits hostiles au

« principe de précaution » qui permet de refuser un produit pour ses risques non pas prouvés mais potentiels. Ils ont estimé que toute décision devait être fondée « sur la science » et non sur des critères « socio-économiques ».

Ils ont reconnu cependant qu'il n'y avait pas de « certitude scientifique à 100 % » sur les effets de ces produits.

Patrick Heffer, de l'Association internationale des sélectionneurs de semences, a assuré, pour sa part, que « pour aucun produit les études d'évaluations des risques n'avaient été aussi poussées », et qu'il était « très facile d'effrayer les consommateurs ».

Le Conseil des Canadiens, une organisation nationaliste opposée au commerce libre des OGM, a publié hier les résultats d'un sondage de la firme Environics selon lequel les trois quarts des Canadiens connaissant les OGM se posaient des questions sur la sécurité de ces produits, et 94 % d'entre eux voulaient que le Canada garde sa liberté de refuser l'importation des OGM.

À Paris, on apprend par ailleurs que la ministre française de l'Environnement, Dominique Voynet, participera jeudi aux négociations visant à mettre au point un protocole mondial sur la sécurité biologique.

Mme Voynet ne demeurera qu'une seule journée à Montréal et retournera à Paris dès vendredi.

Pour vos freins, arrêtez-vous chez Midas.

FREINS LONGUE DURÉE

8888 \$

APRÈS LE RABAI POSTAL DE 10 \$ PAR ESSIEU

Cette offre prend fin le 27 février 2000

INCLUANT PLAQUETTES ET SEGMENTS DE FREINS GARANTIS TANT QUE VOUS ÊTES PROPRIÉTAIRE DE VOTRE VÉHICULE.

- Vérification des freins en 45 points
- Installation des plaquettes ou segments de freins dotés de la garantie Midas longue durée
- Vérification du système hydraulique
- Appoint du liquide à freins
- Essai sur route

Le prix inclut les plaquettes ou segments de freins Midas Plus™ ou Midas Pro™. D'autres réparations peuvent être nécessaires entraînant des coûts supplémentaires.

FORFAIT D'ENTRETIEN HIVERNAL

2888 \$

PLUS TAXES. S'APPLIQUE À LA PLUPART DES VÉHICULES.

Cette offre prend fin le 27 février 2000

NOUS FAISONS TOUT CE QUI SUIT:

- Lubrification, vidange d'huile et filtre
- Vérification de l'efficacité et du niveau du liquide de refroidissement
- Appoint de tous les liquides (freins, transmission et direction assistée)
- Permutation des pneus et réglage de la pression
- Vérification des phares, feux, boyaux, courroies et de la batterie (dans les ateliers participants)
- Vérification GRATUITE des freins
- Contenant GRATUIT de liquide à lave-glace

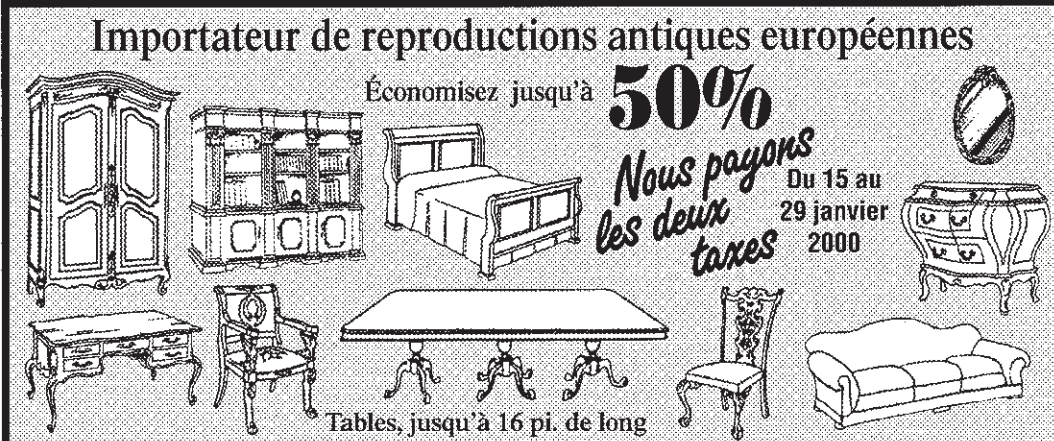
Voir les détails dans les ateliers participants.

•BOUCHERVILLE 641-4600 •CHAMBLY 447-3100
•CHATEAUGUAY 691-8181 •DOLLARD-DES-ORMEAUX 683-8322
•KIRKLAND 694-6670 •LACHINE 634-7079
•LAFONTAINE 438-8187 •LASALLE 363-7022
•LAVAL (CHOMEDEY) 681-1601
•LAVAL (PONT VIAU) 667-5120
•LAVAL (ST. MARTIN) 668-8101 •LONGUEUIL 670-8160
•MONTRÉAL (CÔTE-DES-NEIGES) 735-2577
•MONTRÉAL (N.D.G.) 481-0404
•MONTRÉAL (ROSEMONT) 526-1627
•REPENTIGNY 581-1370 •ROSEMÈRE 437-4476
•SHERBROOKE 563-3828 •ST-CONSTANT 635-2990
•ST-EUSTACHE 473-1443 •ST-HUBERT 676-0291
•ST-JEAN 348-3861 •ST-LAURENT 956-9000
•ST-LÉONARD 259-4681 •TERREBONNE 471-7550
•VERDUN 765-9589

MIDAS
L'Expert-entretien

www.midas.ca

© Corporation Midas International 2000



MOBILART C&R
L'une des plus importantes salles d'exposition au Canada
6529, boul. Décarie (coin av. Plamondon) Montréal (514) 344-1400



Tous ces yeux qui voient mieux !

LASIK

INNOVATEURS

En 1995, Laservue devient la première clinique à pratiquer exclusivement la chirurgie au LASIK. Une récente étude effectuée par Laservue pour la FDA a démontré que 98% des patients opérés chez Laservue sont très satisfaits.

CLINIQUE D'EXPERTISE

Laservue est la seule clinique au Canada dont les 3 chirurgiens se dévouent à temps plein au LASIK. Notre équipe spécialisée de 25 personnes est à l'écoute de tous vos besoins.

RÉPUTATION INTERNATIONALE

Les docteurs Mullie et Balazsi furent 2 des 10 chirurgiens de renommée internationale invités par le Dr Lucio Buratto, l'inventeur même du LASIK, à pratiquer en direct des chirurgies transmises par satellite à travers le monde.

EXPÉRIENCE

Depuis 1992, plus de 20 000 corrections au laser dont, entre autres, Jean Béliveau, Claire Lamarche, Dustin Hermanson et Javier Vasquez.

**FAITES CONFIANCE À L'EXPÉRIENCE...
...VOUS ALLEZ VOIR !**

L A S E R V U E

738-6666

1-888-734-6666

www.laservue.net

E
X
C
E
L
L
E
N
C
E
&
C
O
M
P
É
T
E
N
C
E

281806

282301

Éducation: Québec investit 35 millions dans les Laurentides

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Le gouvernement du Québec a annoncé, hier, des investissements de plus de 35 millions de dollars de concert avec diverses municipalités et commissions scolaires dans le domaine de l'éducation dans la région des Laurentides.

La plus grande part du gâteau ira dans le secteur sud regroupant les municipalités de Blainville, Sainte-Thérèse, Deux-Montagnes, Mirabel, Rosemère, Bois-des-Filion, Lorraine et Terrebonne, où 27 millions seront injectés.

« Ces nouvelles installations sont rendues nécessaires par la

croissance de la population scolaire aux niveaux primaire et secondaire dans ce secteur en plus de répondre à des besoins de main-d'œuvre spécifiques à la région des Basses-Laurentides. On assiste ici à une véritable explosion démographique », a indiqué le ministre de l'Éducation, François Legault, de passage à Blainville.

Cinq projets de construction, d'agrandissement ou de réaménagement sont prévus sur le territoire de la commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles.

Une école primaire sera construite au coût de quatre millions à Blainville, et une polyvalente

du premier cycle du secondaire de 810 élèves sera érigée dans la partie est de ce secteur des Basses-Laurentides au coût de 10,8 millions pour desservir les municipalités de Rosemère, Bois-des-Filion, Lorraine et Terrebonne.

À Sainte-Thérèse, tout près du cégep Lionel-Groulx, un centre de formation professionnelle verra le jour au coût de sept millions. Ce centre offrira huit programmes : représentation, lancement d'une entreprise, secrétariat, comptabilité, vente-conseil, dessin de bâtiment, réparation de micro-ordinateurs et techniques d'entretien d'équipement de bureau.

Les locaux du centre de formation professionnelle de l'Émergence à Deux-Montagnes seront eux réaménagés. Les travaux nécessiteront un investissement de 537 585 \$.

Quant au Centre de formation agricole de Mirabel, situé dans le secteur Sainte-Scholastique, il sera agrandi au coût de 2,8 millions.

Le secteur anglophone des Basses-Laurentides aura aussi une nouvelle école primaire. Appartenant à la commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier, elle sera construite à Blainville au coût de quatre millions.

Plus au nord, un centre de for-

mation professionnelle sera réalisé à Sainte-Agathe-des-Monts. Cette construction nécessitera des investissements de 4 174 433 \$ et elle permettra à la Commission scolaire des Laurentides de regrouper sous un même toit divers services.

La délégation gouvernementale a fait un arrêt à Saint-Jérôme pour faire part au monde scolaire de l'agrandissement du Centre d'études professionnelles situé dans cette municipalité et de l'école primaire L'Orée-des-Bois, à Saint-Colomban, de la commission scolaire de la Rivière-du-Nord. Ces travaux nécessiteront des débours de quatre millions.

Projet pilote pour désengorger les urgences

La régie régionale de Montréal-Centre ainsi que les 29 CLSC et les 13 hôpitaux de son territoire viennent de mettre sur pied un projet pilote visant à désengorger les urgences. Au cours du prochain mois, une infirmière représentant les CLSC sera présente dans chacun des 13 hôpitaux afin de coordonner

et d'accélérer les procédures d'admission des malades à recevoir des soins postopératoires et posthospitaliers à domicile.

Les patients admissibles seront assurés de recevoir des soins chez eux dans un délai maximum de six heures après leur sortie de l'hôpital.

La Fédération des infirmières espère une entente d'ici lundi

LIA LEVESQUE

Presse-Canadienne

La Fédération des infirmières poursuivra vraisemblablement sa négociation durant une partie du week-end, dans l'espoir d'avoir un projet concret à mettre sous la dent de ses déléguées, réunies lundi et mardi à St-Hyacinthe.

Hier après-midi encore, la FIIQ négociait avec les associations patronales du secteur de la santé et des services sociaux. La fédération syndicale envisageait de devoir « probablement » continuer durant la fin de semaine, dans l'espoir de marquer des progrès sur les clauses qui n'ont pas encore fait l'objet d'entente, expliquait au cours d'un entretien téléphonique la conseillère aux communications de la FIIQ, Micheline Poulin.

Le 12 janvier, la présidente de la fédération, Jennie Skene, avait exprimé sa volonté de conclure une entente de principe d'ici la fin du mois, en vue de renouveler la convention collective des quelque 45 000 infirmières qu'elle représente. La FIIQ négocie depuis plus d'un an et demi — la convention est échue depuis juin 1998 — et ses membres ont déjà débrayé illégalement, l'été dernier.

La Fédération des infirmières reste un des derniers syndicats d'employés de l'État à n'avoir pas encore conclu d'entente de principe avec le gouvernement Bouchard.

Les déléguées du conseil fédéral de la Fédération des infirmières se réunissent lundi et mardi, à Saint-Hyacinthe, et ont déjà envisagé de réserver leur journée de mercredi, au cas où la négociation débloquerait d'ici là, a signalé Mme Poulin.

La question des salaires et de la retraite a été pratiquement réglée, en même temps que les autres employés de l'État, juste avant Noël.

D'autres clauses, comme le fardeau de tâche et la conversion des heures de remplacement en postes réguliers, avaient été réglées lors de la négociation de l'été 1999, en pleine grève.

Restent donc à négocier les clauses touchant la période des vacances, l'accessibilité aux postes affichés, les primes de soir et le temps supplémentaire lors des congés fériés. Le rattrapage salarial a déjà fait l'objet d'un rapport préliminaire et ce dossier suivra son cours.

Le **Salon Auto** International de Montréal

vous invite à découvrir **SÉRIE 2000**

Dernier week-end Place Bonaventure
16 au 23 janvier

Tous les nouveaux modèles en démonstration.

Plusieurs dévoilements de véhicules, de prototypes et de premières.
Tous les manufacturiers sont présents.
Découvrez les nouvelles tendances et les modèles révolutionnaires.

BEAIR direct présente

La passion Ferrari

Synonyme de prestige
Venez admirer ces chefs-d'œuvre sur roues.
Une collection de 5 modèles rassemblés pour le plaisir des yeux et du cœur.

En primeur dévoilement canadien 360 Modena

456M GT

F40

HALTE-GARDERIE
VENTURE CHEVROLET
offerte GRATUITEMENT pour les enfants de 2 à 10 ans

En collaboration avec:
ROGERS **AT&T**
COMMUNICATIONS SANS FIL

La Presse

HEURES D'OUVERTURE
Le dimanche 16 janvier:
12 h à 23 h
Du lundi 17 janvier au dimanche 23 janvier:
9 h à 23 h
Chaque jour, la billetterie fermera ses guichets à 21 h.

PRIX DES BILLETS
(taxes incluses)
Adultes: 9,50 \$
Déteneurs de la carte «Accès Montréal» (lundi au vend.), étudiants, âge d'or et groupes de 20 personnes et plus: 7,50 \$
Enfants 6 à 12 ans (accompagnés d'un adulte): 3,50 \$
Enfants moins de 6 ans: Gratuit

Une réalisation de la Corporation des Concessionnaires d'Automobiles de Montréal
Pour plus de renseignements sur le Salon consultez notre site www.salon-auto.com

2 ENTREPÔTS

Levi's

Jeans LEVI'S coupe 512 pour hommes 38⁹⁹ \$	Polos DOCKERS pour hommes 19⁹⁹ \$ 2/35 \$	Pantalons de coton pour hommes style «menuisier» 49⁹⁹ \$	Pantalons de coton avec cordon à la taille pour femmes 19⁹⁹ \$	Corduroys pour femmes 19⁹⁹ \$
--	--	--	--	---

VERSANT ST-SAUVEUR
11, CH. DU LAC-MILLETTE
SAINT-SAUVEUR

Chemin Jean-Adam
1000
Autoroute des Laurentides (115 nord)
Sortie 90

PLACE DU QUARTIER
5870, BOUL. LAURIER
SAINT-HYACINTHE

Autoroute Jean-Lesage route 203
PLACE DU QUARTIER
Autoroute 116, boul. Laurier

HEURES D'OUVERTURE
Lun.-mer.: 10 h - 18 h • Jeu.-ven.: 10 h - 21 h • Sam.: 9 h - 17 h • Dim.: 11 h - 17 h

Veux-tu vivre une expérience inoubliable ?

Inscris-toi au Programme de moniteurs de langues officielles

Fais connaître ta langue et ta culture tout en découvrant toi-même une culture différente de la tienne et en faisant l'expérience d'un travail qui te sera profitable.

Chaque année, depuis bientôt 30 ans, des centaines d'étudiantes et d'étudiants québécois ont la chance de s'inscrire à ce stage offert à travers le Canada. Il s'agit de postes à temps partiel ou à temps plein destinés à des jeunes dont le travail consistera à aider des élèves qui étudient le français, langue seconde, ou le français, langue maternelle, à améliorer leurs compétences linguistiques.

Pour être admissible à ce programme, tu dois avoir terminé au moins tes études collégiales à la fin de la présente année scolaire.

Rémunération

Pour les stages à temps partiel : 4 000 \$* pour huit mois de travail, à raison de 8 heures par semaine.	Pour les stages à temps plein : 12 500 \$* pour neuf mois de travail, à raison de 25 heures par semaine.
--	--

*Certaines indemnités peuvent s'ajouter au salaire de base.

Date limite d'inscription : 15 février 2000

Pour en savoir davantage sur le **Programme de moniteurs de langues officielles**, il suffit de visiter le site Web du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) à l'adresse suivante : <http://www.cmec.ca/olp/>

de composer le :
1 (877) 866-4242

ou de t'adresser :

- à la personne responsable de l'aide financière aux études dans ton établissement d'enseignement; ou
- à la direction régionale du ministère de l'Éducation la plus proche de chez toi.

Québec   Patrimoine canadien Canadian Heritage

Ministère de l'Éducation

 Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)
Council of Ministers of Education, Canada

Le régime forestier du Québec se retrouvera en Cour d'appel

BRUNO BISSON

La Cour d'appel du Québec a accordé sans surprise au gouvernement du Québec et à une vingtaine d'entreprises forestières, hier, la permission d'en appeler d'une décision de la Cour supérieure qui, en décembre dernier, a invalidé tout le système d'attribution des permis de coupe sur le territoire de la Baie-James.

Le juge André Forget, de la Cour d'appel du Québec, suspend de plus l'exécution de la décision du juge Jean-Jacques Croteau, de la Cour supérieure, et convoque les parties pour le 17 avril. Le gouvernement et les entreprises forestières ont jusqu'au 11 février pour soumettre leur mémoire à la cour.

En vertu de cette décision, le gouvernement ne sera plus forcé d'intégrer les exigences environnementales particulières existant dans le territoire de la Baie-James à son système d'allocation de droits de coupe. Du moins, pour le moment. Il n'aura pas non plus à réécrire un article de la loi sur la qualité de l'Environnement qui dispense le régime forestier d'évaluation environnementale en bonne en due forme. La décision rendue en décembre invalidait cet article de la loi.

Ainsi, même si le jugement Cro-

teau prévoyait lui-même un délai de six mois pour permettre au gouvernement du Québec de se mettre en règle avec le régime environnemental de la Baie-James, plus rien ne devrait empêcher la délivrance des permis d'exploitation aux 27 entreprises forestières pour le 1^{er} avril, comme prévu.

Pour les Cris du Québec, cette décision de la Cour d'appel n'a rien de surprenant, « compte tenu de l'importance des enjeux », dit leur porte-parole, Roméo Saganash. Les coupes forestières dans la partie de la forêt boréale située en territoire cri représentent, en effet, plus de 20 % de tout le bois coupé au Québec !

« On s'y attendait, a-t-il ajouté. En revanche, le juge a aussi décidé que les causes que nous avons inscrites en Cour supérieure continueront de procéder, sans attendre la décision d'appel quant au jugement Croteau. Pour nous, c'est un gain important. »

Le Grand Conseil des Cris du Québec a déposé à l'été 1998 une poursuite judiciaire pour obtenir de Québec des compensations qui pourraient s'élever entre 500 millions et un milliard de dollars. Ils allèguent que les coupes effectuées dans le territoire où ils ont traditionnellement toujours fait du trapage nuisent à leurs activités de chasse en éloignant le gibier.

Selon les Cris, avec la signature de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) en 1975, l'exploitation de la forêt située dans le territoire visé devait tomber sous l'empire du régime environnemental prévu à ce traité. La Loi sur la qualité de l'environnement prévoit le contraire et dispense expressément les entreprises forestières de déposer une évaluation des impacts environnementaux de leurs activités, lors du renouvellement de leur plan quinquennal de coupe.

La poursuite n'a pas encore été entendue et ne le sera pas de toute évidence avant l'an prochain au mieux. Pour protéger leurs droits, les Cris ont donc déposé une demande d'injonction, l'été dernier, pour éviter le renouvellement des 27 contrats de coupe en cause. Cette demande sera entendue à l'automne. Mais comme il était prévu que les contrats soient renouvelés dès le 1^{er} avril, avant l'audition de leur demande d'injonction, les Cris ont aussi déposé en Cour supérieure une demande d'ordonnance de sauvegarde.

C'est en rendant sa décision sur cette dernière ordonnance, en décembre dernier, que le juge Jean-Jacques Croteau a jugé illégal et inconstitutionnel l'ensemble du régime forestier du Québec.

Injonction accordée aux anti-fusion

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Les opposants à la fusion de Mont-Tremblant, des deux Saint-Jovite et de Lac-Tremblant-Nord imposée par le gouvernement du Québec, ont remporté une première manche, hier, quand la Cour supérieure leur a accordé l'injonction réclamée qui demeurera valide au moins pour les sept prochaines semaines.

La décision rendue au palais de justice de Saint-Jérôme par le juge Jean Crépeau signifie que le gouvernement doit surseoir à toute demande de fusion et à l'adoption d'un décret pour regrouper ces quatre municipalités.

Normalement, une injonction provisoire est valide pour dix jours, mais dans ce cas l'ordonnance du tribunal va durer beaucoup plus longtemps. « Cette décision du juge Crépeau est l'équivalent d'une ordonnance de sauvegarde des droits », soutient l'avocat des opposants, Me Daniel Chénard.

Jeudi, le juge Crépeau a écouté les arguments de Me Chénard ainsi que ceux de ses adversaires, Me Manon Desormeaux, pour le gouvernement et la ministre Harel, et Me Michel Lalande, pour la municipalité et la paroisse de Saint-Jovite.

Après avoir fait part de sa décision hier, le juge Crépeau a avisé les avocats qu'il fera tout en son possible afin qu'un de ses collègues de la Cour supérieure soit disponible dans la semaine du 13 mars pour étudier la question de fond.

La loi adoptée en décembre prévoit que la ministre des Affaires municipales, Louise Harel, peut imposer la fusion par décret. Elle a indiqué au maire de Mont-Tremblant, André F. Sigouin, que faute d'entente, elle allait le faire le 6 février. Le décret comportera notamment la nomination d'un conseil provisoire pour diriger la nouvelle municipalité.

Deux policiers en appel

Presse Canadienne
GRANBY

Les policiers Pierre-Yves Deragon et Marcel Brodeur, de la Sûreté du Québec, ont décidé hier d'en appeler du jugement de culpabilité rendu contre eux le 22 décembre dernier.

Les deux policiers avaient alors été reconnus coupables d'entrave à la justice, d'usage et utilisation de faux document, dans le but d'éviter que des accusations de conduite avec facultés affaiblies ne soient portées contre Sophie Brodeur, la fille de Marcel Brodeur.

Cette dernière avait été impliquée dans un accident avec blessés.

Les avocats des policiers font valoir que, selon eux, le juge a erré en droit lors de son adresse aux membres du jury.



Recherché

Les policiers de la CUM tentent d'identifier le responsable (ci-dessus) d'un vol par effraction de plus de 5000\$ perpétré le 9 septembre 1999 au Buffet Vogue, une salle de réception située au 4371, boulevard des Grandes-Prairies, à Saint-Léonard.

Se faisant passer pour un livreur, l'homme se serait emparé de plusieurs caisses de viande entreposées dans le réfrigérateur du commerce pour ensuite s'enfuir au volant d'une fourgonnette de style Dodge Caravan arborant des panneaux bruns sur les côtés.

Le suspect de race blanche mesure environ 1,80m, pèse 91 kg, a les cheveux bruns, courts, avec une calvitie partielle au front. Toute information peut être transmise au sergent-détective Richard Robert, du SPCUM, à 280-2370, ou encore à Info-Crime, à 393-1133.

ÉPILATION AU LASER

SOYEZ PRÊT POUR L'ÉTÉ PROCHAIN

SPÉCIAL D'HIVER

À PARTIR DE **149\$** pour le 1^{er} traitement, jusqu'au 1^{er} mars 2000

MAINTENANT OFFERT
Microdermabrasion (traitement des rides et imperfections de la peau) sans récupération
Session d'introduction 99 \$

Financement disponible
Téléphonez pour obtenir une consultation gratuite avec un de nos médecins de famille.

**OFFRONS AUSSI : Traitement des rides • Botox • Augmentation des lèvres
Transplantation capillaire • Liposuccion • Varices • Exfoliation faciale**

INSTITUT DE CHIRURGIE LASER DE MONTRÉAL
COMPLEXE DE SANTÉ REINE ELIZABETH (514) 485-9934
2111, rue Northcliffe, bureau 306, Montréal STATIONNEMENT DISPONIBLE

Solde de janvier

C'est le temps idéal pour vous meubler en profitant de rabais très intéressants.

Jusqu'au 30 janvier 2000

FORGET MEUBLES

3505, boul. Saint-Martin Ouest Laval (450) 687-1812

LE SPÉCIALISTE DU CUIR À MONTRÉAL

Canapé 1099\$

50% de Rabais*

causeuse 499\$*
Courant 999\$

Choix de 6 teintes sans frais supplémentaires

* Achetez ce canapé au prix incroyable de 1099 \$ et vous pourrez acheter ensuite la causeuse assortie à moitié prix, 499 \$. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre promotion.

LE FAMEUX SOLDE DE CUIR

SIÈGES EN CUIR D'ITALIE

Canapé 999\$

Causeuse 899\$

SIÈGES EN CUIR D'ITALIE

Canapé 999\$

Causeuse 899\$

SIÈGES EN CUIR D'ITALIE

Canapé 999\$

Causeuse 899\$

SIÈGES EN CUIR D'ITALIE

Ensemble fauteuil et repose-pieds 99\$**

** Achetez un de ces trois ensembles canapé et causeuse et vous pourrez acheter cet ensemble fauteuil et repose-pieds pour seulement 99 \$. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre promotion.

*** AUCUN INTÉRÊT AVANT 6 MOIS

Choix de 6 teintes sans frais supplémentaires

Pillo

OUVERT LE DIMANCHE 10H à 17H

15757, boul. Gouin Ouest Pierrefonds (entre Saint-Jean et Saint-Charles) (514) 620-1890

Heures d'ouverture : lun.-mar.-merc. 10 h - 18 h jeu.-vend. 10 h - 21 h sam.-dim. 10 h - 17 h

Prix sujets à changement sans préavis. Illustrations à titre indicatif seulement. Taxes en sus. Malgré tout le soin apporté, des erreurs peuvent se glisser dans la publicité et le cas échéant, nous indiquerons clairement les corrections en magasin.

Pillo

OUVERT LE DIMANCHE 10H à 17H

6025, rue Jean-Talon Est Saint-Léonard (entre Lacordaire et Langelier) (514) 259-1890



PHOTO BERNARD BRAULT, MONTAGE JEAN-SÉBASTIEN MERCIER, *La Presse* ©

Quand la lune s’efface

Le photographe Bernard Brault de *La Presse* s’est bien amusé lors de l’éclipse totale de lune survenue jeudi soir dans le ciel de Montréal, tout en mettant à l’épreuve les capacités de son appareil Nikon D1 numérique avec lequel il a réalisé ces clichés. La lune a été croquée avec un téléobjectif de 300 millimètres avec doubleur sur des temps d’exposition variant de 1/250^e à 3 secondes, à une ouverture focale de 5,6. Quant à la photo de la ville de Montréal, elle a été prise de l’île Sainte-Hélène, toujours avec le même appareil, mais muni cette fois d’un zoom de 80 à 200 millimètres. Son temps d’exposition : 1/4 de seconde. Le montage a été réalisé à l’ordinateur. Du beau travail.

Début du procès de Gaston Saint-Pierre

CHRISTIANE DESJARDINS

Le soir du 9 octobre 1996, Gaston Saint-Pierre aurait enlevé et tué l’homme d’affaires Donald Duval, avec un complice, et cela pour remplir une commande de Louis-Philippe Rochon. C’est du moins ce que la Couronne entend démontrer durant le procès de Saint-Pierre, 48 ans, qui s’est ouvert hier, au palais de justice de Montréal.

Devant un jury de sept femmes et cinq hommes, M^e Frédérick Perron a résumé sa preuve. Donald Duval a été enlevé à la sortie du restaurant le Christopher, sur le boulevard Métropolitain, après un souper d’affaires, le 9 octobre 1996. Quelques heures plus tard, Duval était retrouvé mort en bordure du boulevard Gouin, dans l’est de Montréal. Il avait été battu, étranglé et dépouillé de ses bijoux et papiers.

Selon M^e Perron, c’est Louis-Philippe Rochon, propriétaire du Centre de resorts Charland, qui a commandé le meurtre pour toucher l’indemnité de 1,1 million de dollars de la police d’assurance prise sur la vie de Donald Duval. Les affaires de Rochon allaient mal et il devait encore beaucoup d’argent à Duval, ancien propriétaire du garage en question. Comme Saint-Pierre était un proche collaborateur et un ami, Rochon lui aurait demandé de trouver un tueur à gages. Pour cette besogne, Saint-Pierre se serait associé à André Vincent. Les deux hommes auraient enlevé Duval au moment où il sortait du restaurant. Vincent l’aurait tué dans la camionnette, pendant que Saint-Pierre conduisait.

EN BREF

Un acte délibéré

■ Les enquêteurs sur le crash du Boeing 767 d’EgyptAir le 31 octobre dernier dans l’Atlantique semblent pencher pour la thèse « d’un acte délibéré », suicide du pilote ou attentat terroriste, estime Jane’s, groupe britannique spécialiste des questions de défense. La récente admission par le Bureau national de la sécurité des transports (NTSB), chargé de l’enquête, de l’absence de signes d’une défaillance mécanique de l’appareil, et le fait qu’il n’existe pour l’heure aucun plan pour une reconstitution du Boeing « semblent indiquer clairement que les enquêteurs sont parvenus à la conclusion qu’il s’agit d’un acte délibéré », a déclaré Chris Yates, responsable pour Jane’s des questions de sécurité dans les aéroports.



Actualités

Duchesneau guigne toujours la mairie de Montréal mais admet que ce ne sera pas de la «tarte»



Michèle Ouimet

Depuis que Jacques Duchesneau, ex-chef de police et candidat malheureux à la mairie de Montréal, a reçu une tarte à la crème en plein visage le jour du lancement de sa campagne électorale, il n'est plus le même. Lorsqu'il se retrouve dans un endroit public, il porte des lunettes. S'il reçoit encore une tarte, il pourra les enlever rapidement et ses yeux ne seront pas obstrués par la crème. Si jamais quelqu'un essaie de lui planter un couteau dans le ventre, il pourra toujours se défendre.

Paranoïaque, Jacques Duchesneau ? Oui, répond un de ses collaborateurs pendant les élections municipales.

« La tarte dans la face, il ne l'a jamais pris, raconte cet ancien compagnon de route. Ça l'a rendu paranoïaque. On s'est retrouvés avec plein d'anciens policiers dans le bureau. Quand il sortait, il avait son chauffeur, son accompagnatrice, son attaché de presse, un responsable de la sécurité et un ancien gars de la GRC. Pendant ce temps, Pierre Bourque se faisait photographier en jouant à la balle avec des enfants au parc Jarry. »

Même si cet incident l'a profondément ulcéré, Jacques Duchesneau lorgne toujours la mairie de Montréal. Cette semaine, il a déclaré qu'il serait candidat aux élections de 2002. Mais il a toute une côte à remonter : son parti est criblé de dettes, deux de ses conseillers l'ont quitté juste avant les Fêtes, en ne se gênant pas pour dire qu'il était un mauvais chef, et les tractations avec les autres partis de l'opposition pour présenter un front uni contre Pierre Bourque s'enlisent dans des discussions interminables et des batailles d'ego. Sans oublier les tartes à la crème.

« Quand j'ai reçu cette tarte-là, je me suis senti agressé. J'aurais pu recevoir un coup de couteau », explique un Jacques Duchesneau détendu et tiré à quatre épingles dans son veston gris souris, sa chemise rose et sa cravate rouge sang. Assis dans un café de l'avenue du Mont-Royal, à un coin de rue d'un des nombreux logements où il a passé son enfance, pauvre comme Job, l'ancien chef de police se rappelle avec nostalgie ces années où, entassé dans un appartement trop petit, il devait s'enfermer dans les toilettes pour étudier en paix pendant que ses frères couchaient dans un lit, ses soeurs dans une autre et que ses parents déplaient un *hide-a-bed* dans le salon.

Aujourd'hui, Duchesneau est un homme d'affaires prospère. En plus de toucher sa pension du Service de police de la CUM — 90 000 \$ par année — il est président de Véhi Tech, une entreprise qui vend des voitures équipées d'ordinateurs à des corps de police. Il est aussi vice-président de RAND, une compagnie qu'il a fondée avec trois anciens policiers et qui fournit des conseils en matière de sécurité et de gestion de crise. Il est également membre du conseil d'administration de trois sociétés, dont Rogers communications et TransCanada.

— Vous faites combien par année ? a demandé *La Presse*.
— Ça, c'est pas de vos affaires !
— C'est payant ?
— Oui, c'est payant.

La vedette

Au moment où Jacques Duchesneau a reçu la tarte en plein visage, il venait tout juste de quitter la direction du Service de police pour se lancer en politique. Une heure après l'incident qui s'est déroulé dans le hall de l'hôtel Windsor, sa femme tremblait encore. Son fils a



PHOTO ALAIN ROBERGE, *La Presse*

Depuis que Jacques Duchesneau, ex-chef de police et candidat malheureux à la mairie de Montréal, a reçu une tarte à la crème en plein visage le jour du lancement de sa campagne électorale, il n'est plus le même.

réussi à rattraper l'entarteur. Si des gens ne l'avaient pas retenu, il l'aurait tué, conte Jacques Duchesneau.

L'incident s'est déroulé le 21 mai 1998, trois mois avant le déclenchement officiel des élections. Jacques Duchesneau avait alors la cote. Il était l'homme le plus courtisé en ville : le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), les partis politiques fédéral et provincial et certaines entreprises du secteur privé lui offraient mer et monde sur un plateau d'argent. Tout le monde le voyait dans sa soupe. Il a finalement opté pour la mairie. Il était le sauveur, la vedette, le *whiz kid*, celui qui allait battre Bourque et remettre de l'ordre à l'hôtel de ville.

Un an et demi plus tard, Jacques Duchesneau se retrouve avec un parti, Nouveau Montréal, qui croule sous les dettes, 300 000 \$, une crédibilité écorchée et un seul conseiller.

Pendant que Nouveau Montréal

vivote, le parti de Jean Doré, Équipe Montréal, essaie de survivre en tentant de conclure une alliance avec Jacques Duchesneau. Mais les discussions sont longues et laborieuses.

« Je ne fusionnerai pas avec un parti qui a 600 000 \$ de dettes, tranche Duchesneau. Équipe Montréal doit se saborder avant d'intégrer notre parti. »

Ensemble, les deux partis cumulent des dettes qui frisent le million, soit 850 000 \$, et il ne leur reste plus qu'un seul conseiller. Tous les autres ont démissionné et siègent comme indépendants.

Que s'est-il passé ?

La descente aux enfers

La campagne électorale a été marquée par une série de dérapages. En juillet 1998, par exemple, le président de la Ligue des Noirs du Québec et candidat du RCM, Dan Philip, a ressorti un vieux dos-

sier datant des années 80 où le sergent-détective Jacques Duchesneau était blâmé parce qu'il avait supervisé une descente menée de manière abusive.

Au lieu d'affronter les médias, Jacques Duchesneau s'est caché au Laurier BBQ en attendant que la tempête passe. En conférence de presse, un candidat local, Michael Polak, l'a maladroitement défendu en pataugeant péniblement dans des explications confuses. Une bourde qui lui a coûté cher.

« Par la suite, j'ai été faible et vulnérable », constate Jacques Duchesneau.

Le chef de Nouveau Montréal manquait d'assurance, affirme un de ses anciens collaborateurs. « À la police, Duchesneau avait un gros département de relations publiques qui l'appuyait. Il connaissait ses dossiers par coeur. En politique, il parlait d'un paquet de choses qu'il ne maîtrisait pas. Il était *insécure* et il fallait que tu ailles dans les plus

fins détails. Il voulait, par exemple, connaître le nombre de bornes-fontaines à Montréal. C'est un gars qui avait besoin de se sentir en sécurité. »

« Il refusait d'aller dans des stations de métro le matin pour dire bonjour au monde. Il n'était pas à l'aise là-dedans. Il voulait des événements avec 300 personnes parce qu'il n'avait pas de contact direct avec les gens et qu'on ne pouvait pas le mettre en boîte. Il préférait faire la tournée des commerçants, mais elle devait être soigneusement préparée par son équipe. »

L'argent a manqué. Jacques Duchesneau a fait les derniers milles de sa campagne sur le crédit. Le jour du scrutin, moment clé où les partis politiques sont prêts à tout pour faire sortir le vote, Nouveau Montréal a dû se débrouiller avec un maigre 4000 \$.

La longue traversée du désert

Après les élections, les choses se sont gâtées. Au début, Jacques Duchesneau assistait religieusement aux conseils municipaux, mais il s'est vite lassé. Lors du dépôt du budget en novembre, ses trois conseillers ont dû se débrouiller avec les moyens du bord, seuls, sans leur chef. Un mois plus tard, deux d'entre eux démissionnaient. Jacques Duchesneau l'a appris en lisant les journaux.

« Duchesneau, c'est un bon gars, mais comme chef, il n'a pas fait sa job, affirme un des démissionnaires, Germain Prigent. Quand on veut garder ses troupes, on s'en occupe. Il aurait pu me donner un petit coup de fil à ma fête ou m'envoyer une carte de Noël. J'ai rien eu de l'ça. »

Nouveau Montréal lui doit toujours 2000 \$. « Ils n'ont pas une cenne, alors j'ai jeté mes factures. »

« On avait demandé l'aide d'une chercheuse à temps partiel pour nous aider à monter nos dossiers. On n'a rien eu, ajoute le conseiller Philippe Bissonnette, qui a remis sa démission en même temps que Germain Prigent, le 23 décembre. Duchesneau a rencontré la ministre Louise Harel et je l'ai su seulement un mois plus tard. Aux réunions, il était absent ou il passait en coup de vent. Il n'y avait pas de dialogue possible. Dans le temps, avec M. Bourque, je pouvais l'appeler chez lui à 10h le soir. »

Philippe Bissonnette a prêté 10 000 \$ au parti. Il n'a toujours pas été remboursé.

Assis bien droit sur la chaise inconfortable du café de l'avenue du Mont-Royal, Jacques Duchesneau écoute les critiques que *La Presse* lui défile. Il ne bronche pas et il ne cligne pas des yeux, même si la moutarde lui monte au nez.

« Ils demandent un chercheuse ? On n'a pas d'argent ! se défend Jacques Duchesneau. Philippe Bissonnette arrivait en retard aux réunions et il ne restait pas longtemps. Je trouve ses propos indécents. Je devais les materner. »

Furieux, il sort son agenda électronique et, sourcils froncés, il compte toutes les réunions de Nouveau Montréal auxquelles il a participé en 1999. « Cinquante-quatre ! J'ai assisté à 54 réunions ! (...) Ce monde-là a changé de parti tellement souvent », laisse-t-il finalement tomber avec une pointe d'amertume.

Jacques Duchesneau veut se présenter de nouveau à la mairie de Montréal en 2002, même si sa famille a été traumatisée par l'expérience. D'ailleurs, il ne vit plus sous le même toit que sa femme qui a perdu 20 livres pendant la campagne.

Il y aura un congrès au leadership en novembre, organisé avec les moyens du bord. Jacques Duchesneau sera candidat sauf si une vedette se présente ou si son passé de policier lui colle toujours à la peau.

Mais il est prêt à tout pour se lancer de nouveau en politique, même s'il s'est découvert une âme de businessman et que sa femme et ses deux grands garçons en ont souffert. Mais cette fois-ci, il aura de l'expérience.

Michele.ouimet@lapresse.ca

Ne traînez plus!

Abonnez-vous!

Professionnels de la santé et de la mise en forme à votre service

Évaluation médicale sérieuse, programme personnalisé

Golf • Sauna • Bicyclette • Volley-ball • Musculation • Massothérapie • Aéroboxe • Aérostep • Low impact

Clinique anti-tabac • Cours de réanimation • Cours de natation et aquaforme • Contrôle du poids

Contrôle du cholestérol • Course et marche rapide sur piste surélevée...et bien plus!

(514) 374-1480

Visites guidées chaque semaine

Le Centre Épic de l'Institut de Cardiologie de Montréal

5055, rue Saint-Zotique Est

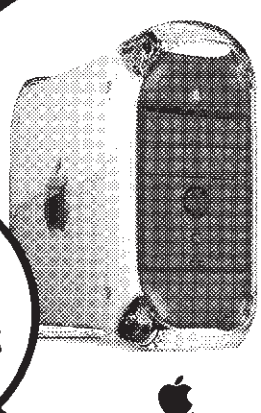
Montréal (Québec) H1T 1N6

ÉPIC

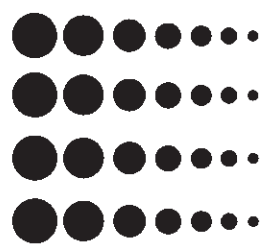
Toujours à la fine pointe de la technologie
pour vous aider à faire les meilleurs choix

Spécial
PowerMac G4, à partir de
2068\$

Avec Velocity Engine



Contenu de la boîte



Informez-vous chez

microserv

950, Chemin Herron, Dorval
Téléphone : (514) **636-5127**
Télécopieur : (514) **636-9547**

3240, bl. St-Martin Ouest, Laval
Téléphone : (450) **681-2030**
Télécopieur : (450) **681-9762**

Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer, Inc., enregistrées aux États-Unis et d'autres pays.

2022102

Une élégance que vous pouvez écraser dans la paume de votre main

Vous pouvez voyager léger ET rester élégante grâce à notre collection TilleySilk conçue pour la femme active. Le tissu TilleySilk, microfibre japonaise, ressemble à s'y méprendre à de la soie, mais il est infiniment plus pratique. Infroissable, il prend peu de place dans les valises et ne demande qu'un entretien minimal. Vous pourriez même écraser un ensemble complet



dans un écrin à bijoux et le porter le même soir au restaurant. À la table du capitaine ou à la table de conférence, le TilleySilk est toujours à la hauteur. La collection offre un éventail de couleurs qui vous permet de créer des ensembles aussi variés qu'élégants, pour une croisière ou pour une soirée intime à la maison.

Tilley Endurables

Montréal : 1050, av. Laurier Ouest (514) 272-7791
Composez le 1-800-465-4249 pour obtenir un catalogue gratuit.

2022060

Le barrage du Yangtsé : des fonds détournés

d'après AFP
PÉKIN

Le barrage chinois des Trois Gorges du Yangtsé, qui doit devenir la plus grande installation hydro-électrique du monde, donne lieu à une corruption non moins colossale aux dépens des habitants déplacés par la montée des eaux, ont reconnu hier les autorités.

Cinq milliards de yuans (600 millions de dollars US), soit 12 % de la somme prévue pour le relogement d'au moins 1,13 million de riverains, ont été détournés pour la seule année 1999, a rapporté l'agence Chine nouvelle. « Quatorze personnes sont impliquées », a ajouté l'agence officielle sans plus de détails. Le projet, déjà largement critiqué pour son coût humain et écologique, doit être achevé en 2009.

« Les détournements ont servi à construire des immeubles de bureaux, à investir en bourse ou bien à financer des sociétés », a expliqué une porte-parole du Bureau national de vérification.

Selon l'agence, les détournements s'inscrivent dans un total de 15 milliards de dollars siphonnés l'an dernier en Chine. Le ministère des Ressources en eau, l'un des principaux organes chargés du barrage des Trois Gorges, a notamment perçu de façon illicite 360 millions qui ont été utilisés frauduleusement. En 1995, le ministère avait ainsi consacré 18 millions à la construction d'un gigantesque hôtel de luxe dans l'ouest de Pékin, qui n'a jamais été inauguré.

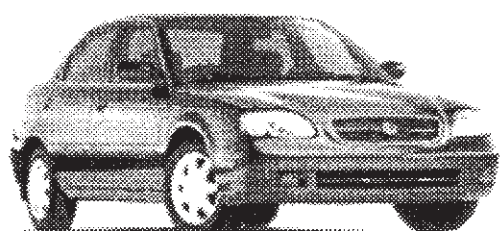
La prévarication autour des Trois Gorges avait commencé à faire surface en début d'année dernière. Une centaine de cadres locaux avaient alors été poursuivis pour des faits de corruption allant de 1200 à 24 000 dollars. Les médias officiels ont reconnu par le passé que la corruption avait fait prendre du retard au déplacement des populations, 60 % seulement des nouveaux logements prévus ayant été achevés à temps en 1998.

Venez nous voir! Avant d'acheter!

ESTEEM BERLINE 2000

0 \$ comptant

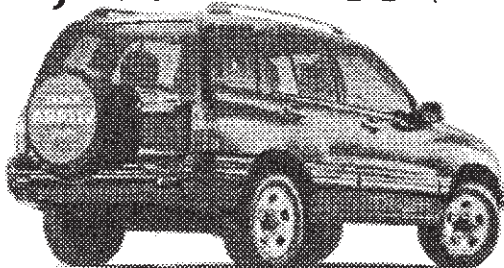
À partir de
15,495\$ ou **239\$** /48 mois
(T.M.V.R.G.)
CLIMATISEUR INCLUS !



VITARA 4 portes 2000

4 x 4 • 2 LITRES

À partir de
20,795\$ ou **269\$** /48 mois
(T.M.V.R.G.)



ESTEEM FAMILIALE 2000

Nouveau moteur 1,8 litre

0 \$ comptant

À partir de
15,995\$ ou **249\$** /48 mois
(T.M.V.R.G.)



Acompte * 2 500 \$ transport et préparation inclus en location, taxe en sus sur tous les prix. (Les photos peuvent différer)

VILLE-MARIE

SUZUKI

Au delà de l'ingénierie



2995, rue Hochelaga, Montréal QC

(entre Pie-IX et Frontenac)

(514) 598-8666

Heures d'ouverture
Du lundi au vendredi
de 9 h à 21 h

www.suzukivillemarie.com

Préfontaine

Vive la vente, vive la vente, vive la vente d'hiver!

Durant notre promotion
de janvier, venez profiter de
quantité d'aubaines qui ne vous
laisseront pas froid. Faites vite,
l'événement se termine
le 30 janvier.

APTIVA 22F

Fonctions multimédias.
Prêt à naviguer sur le Web.
Idéal pour le bureau à domicile.
Logiciel de gestion de finances
personnelles et d'entreprise.

- Processeur K6[™]-2 avec technologie 3DNow![™] de 500 MHz
- Mémoire SDRAM de 64 Mo
- Disque dur de 15 Go
- Graveur de CD réinscriptibles 4X[™] max.
- Modem de 56 kbps
- Windows[™] 98
- Lotus[™] SmartSuite[™] Millennium
- Logiciel Norton AntiVirus
- Microsoft[™] Internet Explorer
- Netscape Communicator

Prix d'achat : 1 699 \$
après remise postale de 130 \$*



N° de référence : 20AT9F02

CHOIX DE LOGICIELS, OPTIONS ET ACCESSOIRES OFFERTS EN MAGASIN SEULEMENT.



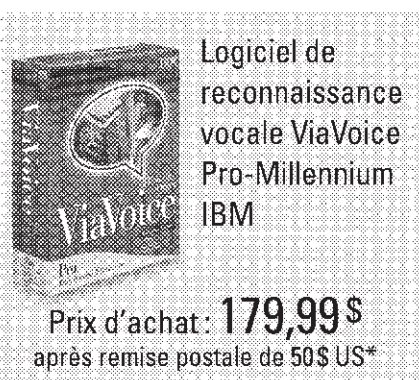
Imprimante
Lexmark 3200

Prix d'achat : **149\$**
après remise postale de 50\$**



Scanneur
IdeaScan 2000 IBM

Prix d'achat : **149,99\$**
après remise postale de 50\$*



Logiciel de
reconnaissance
vocale ViaVoice
Pro-Millennium
IBM

Prix d'achat : **179,99\$**
après remise postale de 50\$ US*

Passez nous voir à l'un de nos trois magasins.

**LA MAISON
INFORMATIQUE**

IBM



MONTRÉAL
(Centre Eaton)
705, rue Sainte-Catherine Ouest
Tél. : (514) 282-1671

LAVAL
1789, boul. Saint-Martin Ouest
Tél. : (450) 686-9266

**CENTRE FAIRVIEW
POINTE-CLAIRE**
6801, route Transcanadienne
Tél. : (514) 693-0661

Maison | IBM

Votre connexion aux solutions

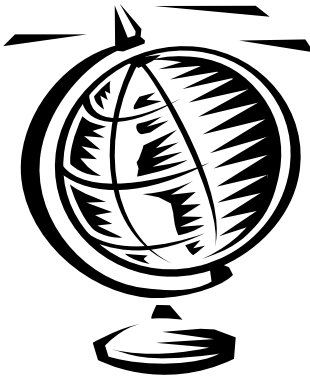
Pour acheter directement, visitez notre site Web à www.can.ibm.com/lamaison ou téléphonez au **1 800 267-9077**.

Prix en vigueur jusqu'au 30 janvier 2000. Jusqu'à épuisement des stocks. Frais d'expédition et de manutention en sus et non remboursables. Les PC dans cette annonce sont livrés avec un système d'exploitation. Certains produits peuvent être légèrement différents de ceux qui sont illustrés ci-dessus. Certains produits sont disponibles en anglais seulement. *L'offre se termine le 30 janvier 2000. **L'offre se termine le 31 mars 2000. 1. La grandeur de l'image mesurée en diagonale. Varie selon le modèle. 2. Vitesse de lecture variable. La vitesse de lecture réelle varie et est souvent inférieure à la vitesse maximale promise. IBM et Aptiva sont des marques de commerce ou des marques déposées d'International Business Machines Corporation, utilisées sous licence par IBM Canada Ltd. K6 et 3DNow! sont des marques de commerce ou des marques déposées d'Advanced Micro Devices Inc. Windows et Microsoft sont des marques déposées de Microsoft Corp. Lotus et SmartSuite sont des marques déposées de Lotus Development Corp. Tous les autres noms de produits ou marques appartiennent à leurs détenteurs respectifs. © IBM Corporation, 2000. © IBM Canada Ltd., 2000. Tous droits réservés.

2022004

Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL



RUSSIE

L'autre pied

■ La riposte russe n'a pas tardé après la décision de la Pologne d'expulser neuf diplomates de l'ambassade de Russie accusés d'espionnage. Le ministère russe des Affaires étrangères a à son tour déclaré hier indésirables neuf employés de l'ambassade de Pologne à Moscou, qui se sont vus donner une semaine pour quitter le pays. Un communiqué du ministère russe accuse les employés de l'ambassade de Pologne, dont l'identité n'est pas révélée, de mener des activités non conformes à leurs postes diplomatiques et leur demande de quitter la Russie avant vendredi prochain.

d'après AP

BURKINA FASO

Aide cubaine

■ Le Burkina Faso accueillera prochainement 267 médecins cubains pour une durée de quatre ans dans le cadre d'une coopération sanitaire entre les deux pays, a indiqué hier à Ouagadougou le ministre burkinabè de la Santé, Alain Ludovic Tou. Le Burkina dispose d'un médecin pour 30 000 habitants. Les médecins cubains, qui arriveront tout au long du premier trimestre, seront répartis dans les 53 districts sanitaires que compte le pays. Un programme de formation des médecins burkinabè par leurs collègues cubains est également prévu à l'occasion de cette opération.

d'après AFP

ALLEMAGNE

Millions disparus

■ Helmut Kohl a répété hier qu'il ne révélerait pas les noms des donateurs secrets de l'Union démocrate-chrétienne, alors même que la nouvelle direction du parti menace de poursuivre l'ancien chancelier allemand pour l'obliger à coopérer dans l'enquête sur le scandale de la CDU. Quelques heures plus tôt, un dirigeant de la CDU, le ministre-président du land de Hesse, Roland Koch avait affirmé que deux millions de dollars avaient disparu d'un compte en Suisse mis au jour après que le parti a demandé un audit financier. M. Koch n'a pas exclu un détournement de fonds.

d'après AP

TUNISIE

Adieu Bettino

■ Près de 3000 personnes ont assisté hier à Tunis aux obsèques religieuses de l'ancien président du conseil italien Bettino Craxi décédé mercredi d'une attaque cardiaque à Hammamet où il vivait en exil depuis 1994. Arrivés de toute l'Italie à bord d'une dizaine d'avions charters environ deux mille membres du Parti socialiste italien (PSI), oeillet rouge à la main ou à la boutonnière, brandissaient des banderoles rouges et des portraits géants du disparu. Craxi était un grand homme d'État et nous l'aimions tous », affirmait l'un d'entre eux.

d'après AFP

KOSOVO

Crime avoué

■ Un soldat américain inculpé après la mort d'une fillette albano-phonie de 11 ans au Kosovo a avoué le meurtre de l'enfant, affirme hier le journal militaire américain *Stars and Stripes*. Selon le journal qui cite des sources militaires allemandes proches de l'enquête, le sergent Franck J. Ronghi, 35 ans, a fait ces aveux peu après son arrestation au Kosovo le week-end dernier. Le colonel Carl Kropf, porte-parole de l'armée américaine en Europe au quartier général d'Heidelberg en Allemagne, s'est refusé à tout commentaire sur cette affaire.

d'après AP

ONU : non aux enfants soldats

Agence France-Presse
NATIONS UNIES, New York

Le responsable de l'ONU pour les enfants dans les conflits armés, Olara Otunnu, a salué hier comme « une victoire pour les enfants » l'accord conclu à Genève qui empêche les enfants de moins de 18 ans de participer à des combats.

Après des mois de négociations, un groupe de travail de l'ONU a adopté par consensus hier à Genève un texte visant à bannir le recrutement et l'implication des enfants dans les conflits armés.

Plus de 300 000 enfants et adolescents sont engagés dans une

trentaine de conflits, tant du côté des gouvernements que du côté de rebelles, selon l'ONU.

Le texte adopté est un protocole facultatif à la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant de 1989, ratifiée par tous les États du monde sauf les États-Unis et la Somalie. La Convention prévoyait un âge minimum de 15 ans pour le recrutement et la participation aux conflits armés.

Les États s'engagent à prendre « toutes les mesures possibles » pour empêcher les enfants de moins de 18 ans de prendre part à des combats.

POLYARTHRITE RHUMATOIDE



Si vous êtes âgé de 18 ans ou plus et que vous ressentez de la douleur, de la sensibilité et de l'enflure dans les articulations, accompagnées de raideurs matinales attribuables à la polyarthrite rhumatoïde, vous pouvez être admissible à une étude de recherche clinique portant sur un médicament expérimental

Les participants admis auront droit:

- ☐ à des examens liés à l'étude
- ☐ au médicament à l'étude
- ☐ à la possibilité d'un remboursement des frais de déplacement

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec:

CLINICOR au 1-888-673-7762 (8:30am-4:30pm)

2820004

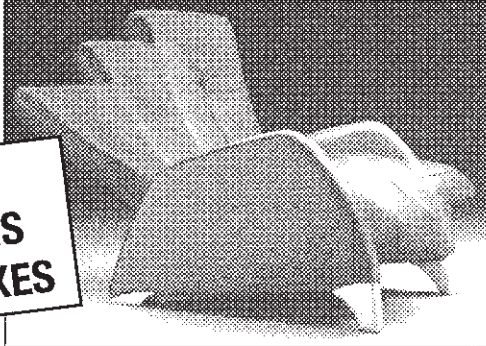
Meubles Re.No s'éclate!

Jusqu'au mercredi 26 janvier 2000

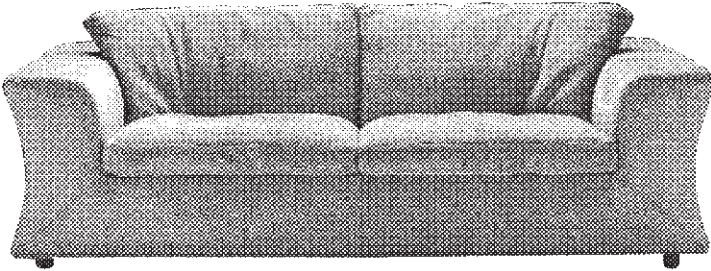
Solde De **10 à 50 %** de rabais

sur articles sélectionnés

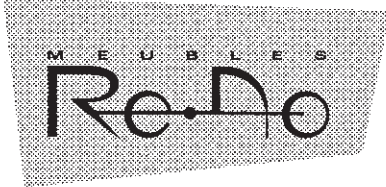
Le cuir...à la portée de tous.



NOUS
PAYONS
LES TAXES



Meubles de salle à manger, chambre à coucher et salle de séjour et articles de décoration fabriqués dans notre atelier dans les nombreux cuirs et tissus exclusifs de la collection Re.No.

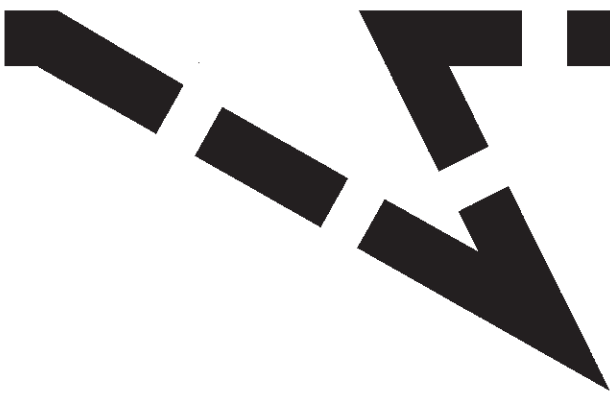


2673, rue Charlemagne, Montréal **255-3311**
Extérieur 1 800 363-1515
(2 rues à l'ouest du Boul. Pie-IX)

2817666

2817689

Aimez-vous votre banque?



AS II Association du Syndrome de l'Intestin Irritable

Vous invite à une

CONFÉRENCE D'INFORMATION

sur

« SYNDROME DE
L'INTESTIN IRRITABLE »

Conférenciers :

Dr Andrée Rasquin, m.d.,
gastro-entérologue - Pédiatre
Hôpital Sainte-Justine

et

Dr Arlene Caplan-Dover, Ph.D.
psychologue
Hôpital Sainte-Justine

« Le SII, Une histoire de famille »

CHUM - Hôpital St-Luc

Auditorium du Pavillon Édouard-Asselin
1112, rue Sanguinet (coin René-Lévesque)

Le mardi 1er février 2000 de 19 h à 21 h

Entrée libre

Information : (514) 281-2149

Cette conférence est commanditée par :



JANSSEN-ORTHO Inc.

2820538

2822869

Monde

Manif antirusse à Montréal

Pour que cesse l'offensive en Tchétchénie

SIMON DROUIN

Une centaine de manifestants ont bravé le froid, hier après-midi, pour exprimer leur opposition à l'offensive russe en Tchétchénie.

Partis de l'université McGill, les manifestants, munis de pancartes, se sont rendus devant le consulat général de la Russie, sur la rue du Musée, pour demander l'arrêt immédiat des bombardements et des attaques sur la république tchétchène.

Le sort des civils pris entre les feux ennemis est ce qui préoccupe le plus les personnes qui s'étaient déplacées, en majorité des étudiants des universités McGill et Concordia. Elles dénoncent aussi l'incurie des pays occidentaux devant cette « tragédie humaine ».

« Nous demandons que le gouvernement canadien use de tout son pouvoir et de tous ses droits au Conseil de sécurité des Nations unies pour obliger la Russie à avorter ses actions sauvages afin de mettre un terme à cette tuerie sans merci de masses de gens innocents et de couper court au pillage des villes et des villages et la mise sous siège d'un peuple entier », a scandé dans un microphone Carl Sharif El-Tobgui, un porte-parole des manifestants.

« Lors des guerres de Bosnie et du Kosovo, tous les pays occidentaux étaient très actifs, a ajouté plus tard M. El-Tobgui, qui étudie l'islam à McGill. La Russie est toujours une grande puissance et il semble qu'elle fait toujours peur. »

Khalid Shaikh, 22 ans, était pour sa part indigné de la passivité des gens devant ce drame. « On voit que les Russes font des actions illégales et on ne fait rien », a-t-il dit.

Les manifestants se sont dispersés dans le calme après avoir passé une quinzaine de minutes devant le consulat.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Ismael Adam, un musulman d'origine turque, a réclamé l'arrêt des « meurtres commis par les Russes » en Tchétchénie, hier, lors d'une manifestation devant le consulat général de la Russie à Montréal.

CAMELOTS, ADOLESCENTS ET ADULTES

demandés, à temps partiel, pour la livraison de **La Presse** à domicile

- Avec ou sans voiture
- À commission

Dans les secteurs suivants:

- Auteuil
- Duvernay
- Pont-Viau
- St-Vincent-de-Paul

Responsabilités

- Livraison de La Presse devant être effectuée avant 6 h 30 le matin, du lundi au vendredi, et avant 8 h 00, le week-end.
- Perception des abonnés.

Pour joindre l'entrepreneur de votre région,

M. Normand Levac

composez le **(450) 471-5124**

La bourse **Atkinson**
en affaires publiques
Appel aux Participants pour les journalistes Canadiens

Entamant maintenant sa troisième année, la Bourse Atkinson en affaires publiques a pour but d'améliorer la tradition du journalisme libéral et l'engagement envers la justice sociale et économique de Joseph E. Atkinson, ancien éditeur au Toronto Star.

Elle sera remise à un journaliste à temps complet qui pourra entreprendre un projet de recherche d'un an sur une question de politique gouvernementale locale. Les résultats de l'étude seront publiés dans une série d'articles que le journaliste pourra ensuite publier sous la forme d'un livre.

La bourse comprend des appointements de 65 000 \$, et un budget pour les frais de recherche de 25 000 \$ sera également considéré. La recherche commencera le 1er septembre 2000.

Les formulaires de demande seront disponibles à partir du 17 janvier 2000. La date de clôture est le 13 mars 2000.

Parrainé par la Atkinson Charitable Foundation, The Toronto Star et la famille Beland Honderich.

Pour obtenir des formulaires de demande, s'adresser à :
Christine Avery Nuñez, coordonnatrice, Comité de la bourse Atkinson
1, rue Yonge 5^e étage,
Toronto, Ontario M5E 1E6
Demandes par téléphone :
(416) 368-5152

Aimez-vous votre banque?

Répondez franchement.

Êtes-vous reconnu, conseillé, compris par votre banque? Si vous êtes de ceux qui croient qu'une relation d'affaires est aussi une relation humaine, que le langage des chiffres sonne creux sans projets ni désirs, il est grand temps de se parler. Nous sommes faits l'un pour l'autre.

1 800 BLC-1846

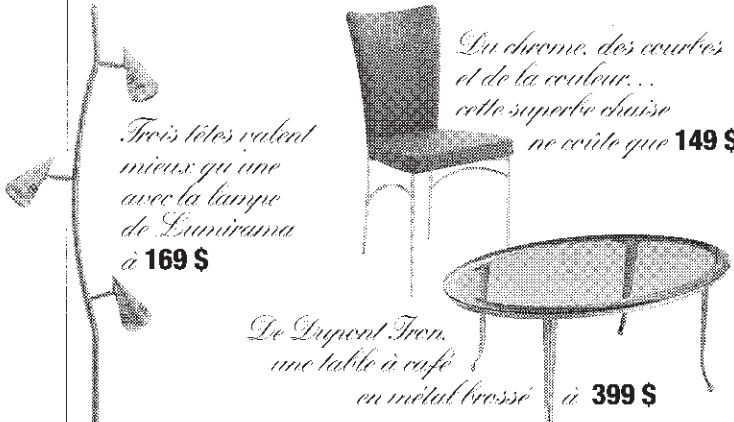
www.banquelaurentienne.com



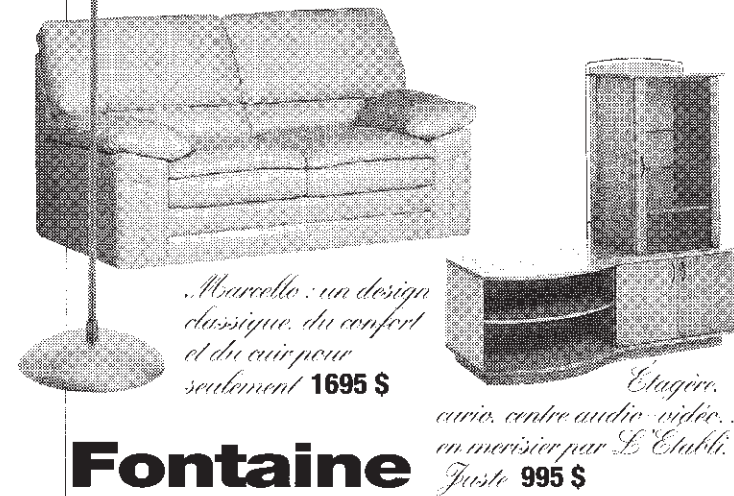
**BANQUE
LAURENTIENNE**

C'EST ÇA FONTAINE !

La vente de Janvier 2000 de Fontaine... ça n'arrive qu'une fois dans un millénaire !!



...LES IRRÉSISTIBLES !



Fontaine

DE BIEN BELLES CHOSES ...

9780 EST, RUE SHERBROOKE, MONTRÉAL, (514) 352-3913

2815522

Madrid : un militaire tué par une voiture piégée

d'après AFP
MADRID

L'ETA a rompu sa trêve hier en assassinant dans un attentat à la voiture piégée Pedro Antonio Blanco Garcia, 47 ans, un lieutenant-colonel de l'armée à Madrid.

Il était 8 h 05 quand une première déflagration a secoué le quartier militaire de Virgen del Puerto dans le sud-ouest de la capitale : l'explosion d'un véhicule disloquait le corps de l'officier, tué sur le coup.

Il est la 770^e victime tuée par l'ETA depuis que cette organisation indépendantiste basque, fondée en 1959, a déclenché la lutte armée il y a 32 ans. Une fillette de 13 ans, blessée par l'explosion, a été hospitalisée.

Une deuxième explosion d'un véhicule se produisait 40 minutes plus tard, à quelques dizaines de mètres de la première, sans faire de victimes mais semant la panique dans cette zone militaire résidentielle dévastée : tôles jonchant les rues, vitres éclatées, arbres calcinés, véhicules en flammes.

Le véhicule piégé contenait 20 kilos de dynamite, apprend-on de source proche de la lutte anti-terroriste.

L'attentat commis hier est le premier à Madrid depuis l'assassinat,

le 8 janvier 1997, d'un autre lieutenant-colonel, Jesus Cuesta Abril.

Des dizaines de milliers de manifestants protestaient hier soir dans toute l'Espagne contre le terrorisme après l'assassinat. À Madrid, une dizaine de milliers de personnes rassemblées à la Puerta del Sol de personnes ont observé trois minutes de silence en mémoire de l'officier.

Dans le pays basque espagnol des milliers de personnes se sont également rassemblées à Bilbao, Vitoria et Saint-Sébastien pour demander à l'organisation armée basque de mettre fin à ses attentats.

L'organisation indépendantiste, qui ne revendique généralement ses attentats que plusieurs semaines plus tard, a été immédiatement désignée par la police comme l'auteur de cet assassinat, le premier depuis que l'ETA a décidé de reprendre les armes en décembre dernier après 14 mois de trêve.

Le gouvernement, toute la classe politique, à l'exception des nationalistes radicaux basques, les asso-

ciations de défense des victimes du terrorisme et pour la paix au Pays basque, les syndicats ont condamné cet attentat qui intervient à deux mois des élections générales espagnoles le 12 mars.

Le président du gouvernement de centre-droit, José Maria Aznar, lui-même victime d'un attentat manqué en 1995, a annulé une tournée électorale prévue ce week-end aux Canaries.

« L'ETA échouera », a affirmé Aznar dans une déclaration radiotélévisée. Le gouvernement « ne cédera pas un pouce » face aux attentats de l'ETA, a-t-il ajouté.

« C'est le moment de démontrer à l'ETA les conséquences de son erreur », a-t-il dit, estimant que ces attentats étaient un signe de « faiblesse » de l'organisation armée. « J'ai entière confiance dans notre capacité à répondre à l'action criminelle de l'ETA : la réponse se trouve dans la loi, l'État de droit, et dans l'efficacité pour assurer son application ferme », a affirmé M. Aznar.

Le président du gouvernement autonome basque Juan José Ibarretxe a immédiatement annoncé qu'il suspendait l'accord de collaboration parlementaire souscrit en mai 1999 entre son parti et la coalition indépendantiste radicale



Des infirmiers transportent le cadavre du militaire présumément tué par l'ETA, à Madrid.

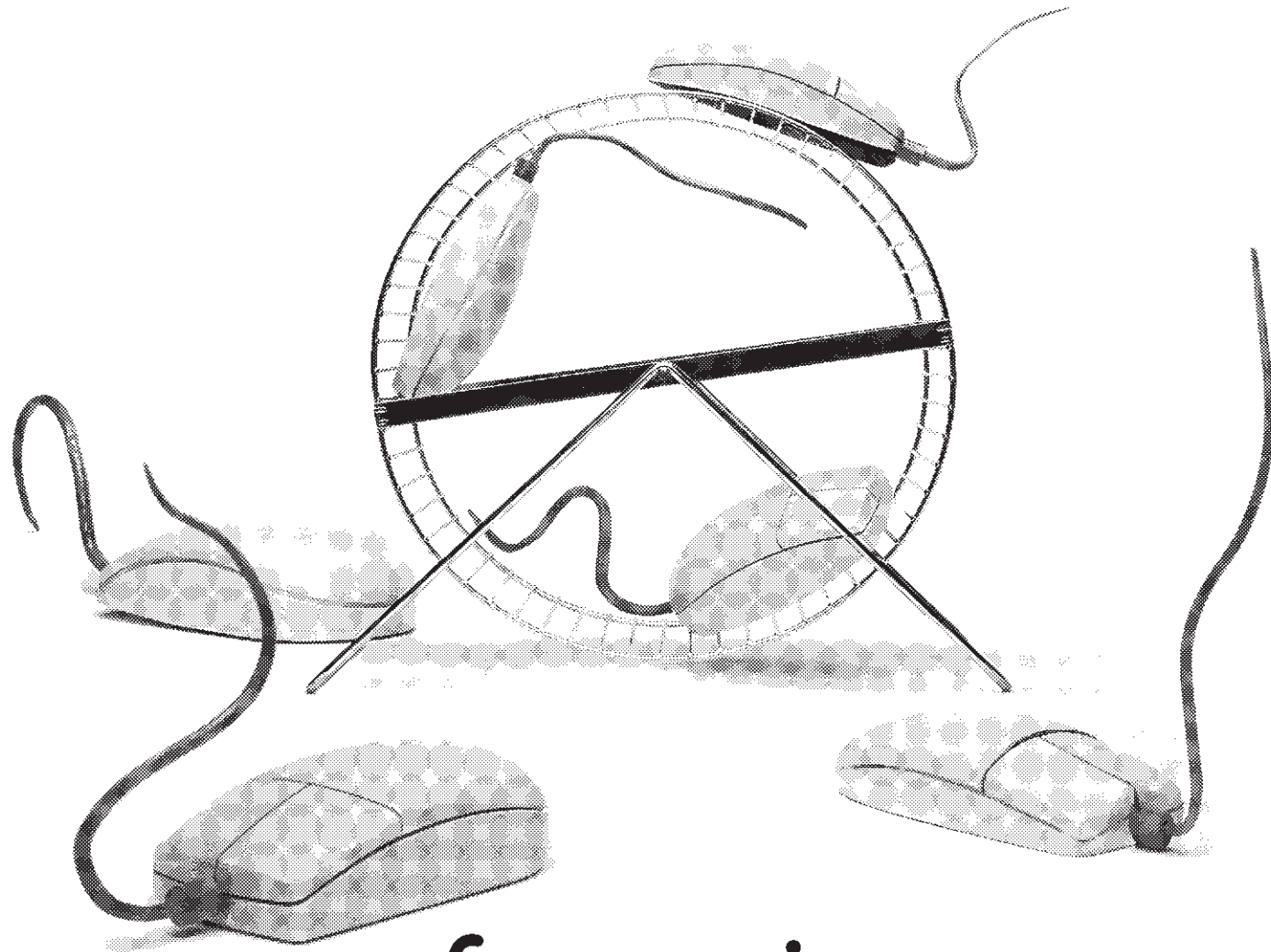
Euskal Herritarrok (EH), proche de l'ETA.

Comme à son habitude lors d'autres attentats de l'ETA, EH s'est démarquée des autres formations politiques. Son porte-parole, Arnaldo Otegi, a « déploré la perte d'une vie humaine » mais sans condamner explicitement l'ETA.

Le secrétaire général du Parti socialiste (PSOE), Joaquin Almunia, leader de l'opposition, a exprimé sa « profonde solidarité » avec « tous les citoyens qui ont commencé la journée avec une sensation d'im-

puissance face à une minorité violente ».

Une grande manifestation contre le terrorisme est prévue demain à Madrid. L'ETA a frappé pour la première fois dans la capitale en 1973 en assassinant le chef du gouvernement Luis Carrero Blanco. Le « commando Madrid » de l'ETA, l'un des plus craints en raison du caractère toujours spectaculaire des attentats au coeur de la plus grande ville d'Espagne, n'a toutefois commencé à agir de façon régulière qu'au début des années 1980.



Sympatico^{MC}
Accès Internet illimité

22⁹⁵ \$
/mois

310-INTERNET
www.bell.ca/illimite

Voilà un forfait qui fera tourner la tête de bien des souris.
Grâce au nouveau forfait à accès illimité du service de base **Sympatico^{MC}** Bell, pour seulement 22,95 \$ par mois, vos souris pourront courir jour et nuit.

- Le forfait comprend en plus :
- Le 1^{er} mois gratuit de navigation illimitée* ;
 - Le cédérom de démarrage ;
 - L'abonnement gratuit au magazine **Sympatico** ;
 - Le service d'assistance 24 h, sept jours sur sept ;
 - Le site d'accueil **Sympatico** ;
 - Un moteur de recherche francophone.

Offert là où la technologie le permet. Le nom et le dessin Sympatico sont des marques de commerce de société en commandite MédiaLinx Interactif utilisées sous licence. Le service Sympatico est offert par Bell ActiMedia Inc. * Le mois gratuit de navigation illimité est applicable seulement au premier mois d'usage. Le forfait n'entre en vigueur qu'après le premier mois d'usage et aux nouveaux membres du service Sympatico. Une seule offre par compte Sympatico.



Monde

Affaire Pinochet : des Chiliens pressent Ottawa de contester la décision de Londres

GILLES PAQUIN

Des victimes de Pinochet réfugiées à Montréal demandent à Ottawa d'intervenir en leur nom auprès du gouvernement britannique pour éviter que celui-ci ne laisse l'ancien dictateur rentrer librement au Chili.

« Nous voulons que le gouvernement fédéral s'oppose à la décision arbitraire du ministre de l'Intérieur Jack Straw qui s'apprête à libérer Pinochet pour des raisons de santé tout en refusant de dévoiler les résultats de ses examens médicaux », dit le Comité chilien vérité et justice.

Le président du groupe, Ernesto Bustos, soutient que les gouvernements espagnol et britannique ont concocté une manœuvre avec les médecins de Pinochet pour s'extirper du « cancer » que devenait cette affaire.

« Si Straw laisse partir Pinochet ce sera un recul important pour la défense des droits de l'homme. C'était la première fois qu'un tribunal disait à un accusé étranger qu'il pouvait être jugé ailleurs pour des crimes commis dans son pays », souligne le conseiller juridique du groupe Michael Bergman.

Le Comité mis sur pied peu après l'arrestation de Pinochet, à Londres il y a 15 mois, a d'abord prié Ottawa d'entreprendre des démarches pour l'extradition de Pinochet comme l'ont fait plusieurs pays européens.

La ministre fédérale de la Justice, Anne McLellan, a refusé net alléguant que cela n'était pas nécessaire parce que d'autres pays s'en chargeaient. Une réponse fort décevante aux yeux de M. Bustos, puisque le Canada se prétend un grand défenseur des droits de l'homme mais ne fait que s'enligner sur Washington en se taisant



Augusto Pinochet

face au cas Pinochet.

« Si Ottawa ne veut rien faire dans un cas aussi clair que celui de Pinochet on se demande ce qu'il fera quand d'autres criminels comparaitront devant le Tribunal pénal international ? Le Canada a pourtant signé le traité de Rome créant le TPI », ajoute M^e Bergman.

Personne ne croira Straw si Pinochet ne passe pas des examens médicaux en présence de médecins « vraiment indépendants », estime le Comité. L'âge de Pinochet n'a rien à voir, il n'était ni trop vieux ni trop malade pour occuper son siège au sénat du Chili avant de venir à Londres, souligne le groupe.

Anciens prisonniers de la dictature réfugiés au Canada depuis le renversement du gouvernement Allende par les militaires, les membres du Comité sont unanimes : « Pinochet ne sera jamais jugé s'il rentre au Chili. Selon eux, il obtiendra l'immunité pour ne pas disposer l'armée. »

Mexico : les étudiants veulent étudier

d'après afp
MEXICO

Une écrasante majorité d'universitaires — près de 90 % — s'est exprimée en faveur d'une reprise des cours à l'université de Mexico, paralysée depuis neuf mois par une grève.

Le vote de la « majorité silen-

cieuse » n'a toutefois pas réglé le conflit, les grévistes — souvent qualifiés d'« ultras » — ayant annoncé qu'ils ne reconnaîtraient pas le résultat du référendum de l'administration.

La grève a éclaté le 20 avril après que la direction eut décidé de faire passer les droits d'inscription de la somme infime de 0,2

peso (0,02 dollar US) par an à environ 120 dollars.

« Les grévistes ne sont qu'une minorité qui a imposé ses décisions à la majorité », a estimé l'historien Enrique Krauze considéré comme l'un des plus brillants intellectuels mexicains.

Environ 180 000 personnes ont participé au vote.

Du
22 janvier
au
12 février 2000

SOLDE D'HIVER

Fermé les dimanches et lundis

Profitez de rabais sur les meubles en boutique et sur commande.

La Galerie Art Sélect inc.
Importateur de meubles exclusifs de France
100, av. Laurier Ouest, Montréal (Québec) H2T 2N7 273-7088

Chez InfoMontréal, vous investissez dans votre futur !

Un service personnalis depuis plus de 14 ans. Un prix la mesure de votre budget !

Spécial A

- Céléron 433 avec 128k cache
- Chipset 100 Mhz
- Boîtier AT 250 watts
- 64 mg 100 Mhz
- Disque dur 8.4 gig ATA 66 Mhz
- CD ROM 52x
- Fax modem 56k V.90 voix
- Sound Blaster 16 comp.
- Haut-parleurs 120 watts
- Carte vidéo intégrée
- 2 ports USB, 2 ports série, 1 port parallèle
- Carte réseau intégrée
- Clavier Windows 98
- Souris Logitech
- GARANTI 1 an pièces 2 ans main-d'œuvre

Seulement 709\$ 35\$/mois

Spécial B

- Céléron 433 avec 128k cache
- Chipset Intel BX 100 Mhz
- Boîtier ATX 250 watts
- 64 mg 100 Mhz
- Disque dur 8.4 gig ATA 66 Mhz
- CD ROM 52x
- Fax modem 56k V.90 voix
- Sound Blaster Ensoniq
- Haut-parleurs 500 watts
- ATI Xpert 98 8mg AGP
- 2 ports USB, 2 ports série, 1 port parallèle
- Clavier Windows 98
- Souris Logitech First Mouse

Seulement 909\$ 45\$/mois

Spécial C

- Pentium III 500E avec 256k cache
- Chipset Intel BX 100 Mhz
- Boîtier ATX 250 watts
- 64 mg 100 Mhz
- Disque dur 8.4 gig ATA 66 Mhz
- CD ROM 52x
- Fax modem 56k V.90 voix
- Sound Blaster Ensoniq
- Haut-parleurs 500 watts
- Creative Riva TNT 16mg
- 2 ports USB, 2 ports série, 1 port parallèle
- Clavier Windows 98
- Souris Logitech First Mouse

Seulement 1209\$ 59\$/mois

Spécial D

- Pentium III 500E 256k cache
- Chipset Intel BX440
- Carte mère ABIT BE6 ATA 66 8 prises IDE, 4 ATA 66, 4 UDMA
- Boîtier ATX 250 watts
- 64 megs PC100
- Disque dur 9 gig IBM 7200 rpm
- CD ROM 52X Creative
- Fax modem 56k voice
- Sound Blaster Live
- Haut-parleurs 500 watts
- Video Voodoo 3 200 16 mg AGP
- 2 ports USB, 2 ports série, 1 port parallèle
- Clavier Win 98
- Souris Logitech First Mouse

Seulement 1389\$ 69\$/mois

- ✓ Tous nos CD-ROMS sont de marque Creative Labs.
- ✓ Tous nos CPU sont de marque INTEL (512k cache pour les Pentium III et 128k cache pour les Céléron).
- ✓ Tous nos systèmes sont extensibles à Pentium III 700.
- ✓ Tous nos systèmes sont prêts pour l'an 2000.
- ✓ Notre service technique est à votre disposition 68 heures par semaine.
- ✓ Financement disponible.
- ✓ Prêts étudiants.
- ✓ Formation disponible.
- ✓ Moniteur 15" SVGA à partir de 209\$.

* Moniteurs non inclus
** Photo peut différer

GARANTIE 3 ANS + 2 ANS

Si vous avez besoin d'informations sur les spécifications ou de conseils sur les produits, appelez-nous en tout temps. NOUS POUVONS VOUS AIDER.

INFOMONTRÉAL
2400, Ste-Catherine Est, Montréal
526-7171
Site Internet : infomontreal.qc.ca

TOP chrono !

Jusqu'à

25 %

de rabais

Du 22 au 28 janvier

- **15 %** sur une gamme de spiritueux
- **25 %** sur une sélection de vins et de bières

Quantités limitées, jusqu'à épuisement des stocks.
Agences SAQ, titulaires de permis et comptoirs de vin en vrac exclus.

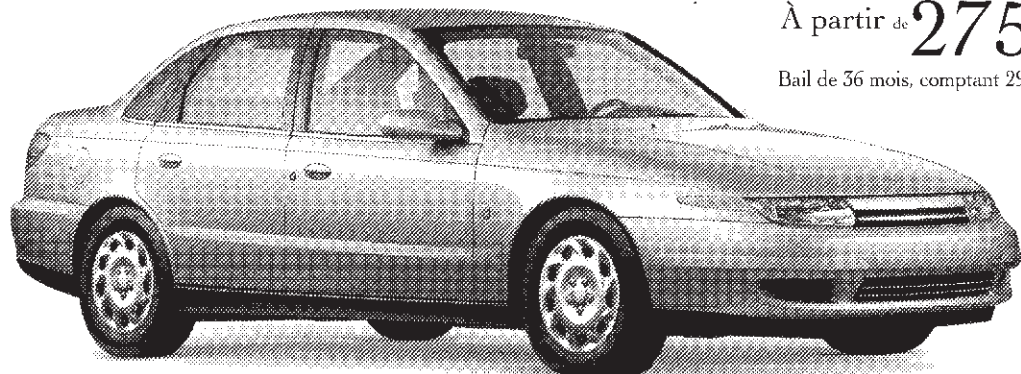
La modération a bien meilleur goût. **Educalcool**

Pour boire du pays

SAQ

+

28/21 35



La Saturn LS1 2000
À partir de **275\$**/mois

Bail de 36 mois, comptant 2950 \$. PDSF : 23 650 \$

La nouvelle intermédiaire LS1 2000

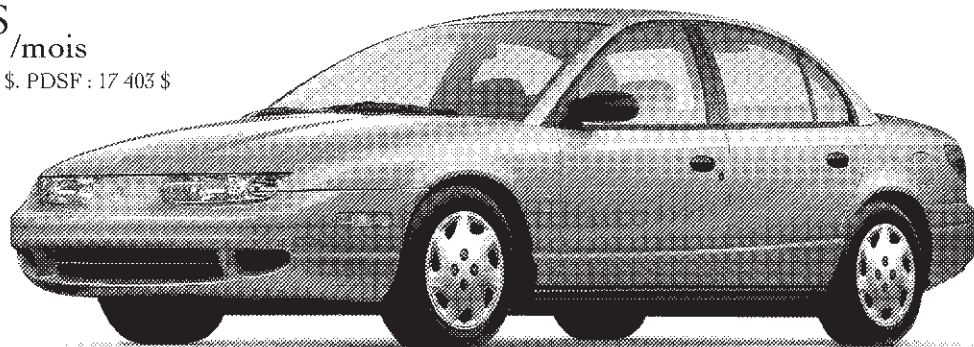
	Saturn LS1	Accord LX	Camry CE
Modèle	ZJU19-1SD	CG564YE	BG22KP-B
Moteur	2.2L DACT	2.3L SACT	2.2L DACT
Transmission automatique	Oui	Oui	Oui
Lève-glaces et miroirs électriques	Oui (avec miroirs chauffants)	Oui (avec miroirs chauffants)	Oui
Panneaux de polymère résistant aux chocs et à la rouille	Oui	Non	Non
Filtre à pollen	Oui	Oui	Non
Radio	AM/FM stéréo avec lecteur CD et 8 haut-parleurs	AM/FM stéréo cassette et 4 haut-parleurs	AM/FM stéréo avec lecteur CD et 4 haut-parleurs
Régulateur de vitesse	Oui (avec contrôle sur le volant)	Oui (avec contrôle sur le volant)	Oui
Verrouillage électrique	Oui (avec télécommande)	Oui	Oui
Système antivol	Oui (avec déclenchement d'alarme)	Oui	Non
Assistance routière	Oui	Non	Oui
Garantie de remboursement de 30 jours	Oui	Non	Non

**Vous trouvez nos voitures excitantes.
Ce n'est rien à côté de nos mensualités.**

La Saturn SL1 2000

À partir de **216\$**/mois

Bail de 36 mois, comptant 2000 \$. PDSF : 17 403 \$



Notre populaire compacte SL1 2000

	Saturn SL1	Civic SE	Corolla VE
Modèle	ZZH69-ISC	EJ651YXV	BR12EP-B
Moteur	1.9L SACT	1.6L SACT	1.8L DACT
Transmission automatique	Oui	En option	Oui
Air climatisé	Oui	Oui	Oui
Panneaux de polymère résistant aux chocs et à la rouille	Oui	Non	Non
Banquette arrière 60/40	Oui	Oui	Oui
Radio	AM/FM stéréo avec lecteur CD	AM/FM stéréo	AM/FM stéréo avec lecteur CD
Essuie-glace	Intermittence variable	Intermittence fixe	Intermittence variable
Assistance routière	Oui	Non	Oui
Garantie de remboursement de 30 jours	Oui	Non	Non



Meilleure satisfaction
globale de la clientèle
parmi tous les
fournisseurs de services.

Comme la famille Saturn s'agrandit sans cesse, il est normal que nos nouvelles voitures prennent de l'expansion. C'est que les familles d'aujourd'hui ont des besoins grandissants, c'est bien connu. Qu'à cela ne tienne, nous offrons même un plus gros moteur : un V6 optionnel développant 182 chevaux-vapeur. Elle repose sur les mêmes principes privilégiés depuis toujours par Saturn : les panneaux en polymère résistant aux chocs et à la rouille, la carrosserie caisson modifiée en acier et, bien sûr, notre fameuse garantie de remboursement de 30 jours ou 2500 km. Besoin de preuves? Passez chez votre détaillant Saturn pour en faire l'essai... de préférence avant d'aller faire votre épicerie. Les mensualités indiquées tiennent compte du PDSF établi pour les LS1 et SL1 2000, et comprennent le transport, la taxe d'accise et la préparation à la route. L'immatriculation, les taxes et les assurances ne sont pas incluses. Un dépôt de garantie remboursable de 400 \$ et de 300 \$, respectivement, ainsi qu'un versement initial vous seront demandés. Ces mensualités sont basées sur un contrat de location de 36 mois assujéti d'un programme de bas kilométrage (60 000 km alloués); chaque kilomètre supplémentaire ne coûte que 12 ¢. Le taux de location de Saturn de 3,9 % est sujet à l'approbation de crédit. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.



Pour faire tout autrement
www.saturncanada.com 1 888 4SATURN

J.D. Power and Associates 1999 Canadian Customer Commitment StudySM : étude menée parmi 9 218 consommateurs. www.jdpower.com

Saturn Saab Isuzu de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
(450) 437-6317
(Autoroute 15, sortie 25)

Bourassa Saturn Saab Isuzu
1615, boul. St-Martin Est
Laval
(514) 385-9191
www.bourassaauto.com

Saturn Saab Isuzu de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
(450) 672-2500
www.gravel.qc.ca

Décarie Saturn Saab Isuzu
6100, boul. Décarie
Montréal
(514) 342-2222
www.decariesaturn.com
(Angle Van Horne)

Gravel Saturn Saab Isuzu
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
(514) 861-2000
www.gravel.qc.ca
(Angle Cathcart et McGill College)

Mondial Saturn Saab Isuzu
9415, Papineau
Montréal
(514) 385-7222
www.mondial-ssi.com

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
705, boul. des Seigneurs
Terrebonne
(450) 964-1374

West Island Saturn Saab Isuzu
9775 Transcanadienne
Ville St-Laurent
(514) 332-4424
www.westisland-ssi.com
(autoroute 40 à l'ouest de l'autoroute 13)

2854053

Elian : ses deux grands-mères réclament son retour à Cuba

Agence France-Presse
NEW YORK

Les grands-mères du petit naufragé cubain Elian Gonzalez ont réclamé vendredi, à leur arrivée à New York, de pouvoir retourner à Cuba avec leur petit-fils.

Au cours d'une conférence de presse à l'aéroport JF Kennedy, Mariela Quintana et Raquel Rodriguez ont lancé un appel pour un retour le plus rapide possible de l'enfant, qui réside actuellement avec des proches à Miami.

« Moi, grand-mère maternelle, je suis venue réclamer Elian » a lancé, la voix tremblante d'émotion, Raquel Rodriguez, mère de la mère de l'enfant, qui a péri dans le naufrage de leur petite embarcation. « Pour que la mémoire de sa maman puisse reposer en paix, il faut qu'il soit aux côtés de son père et des ses grands-parents ».

Les oncles et cousins d'Elian « n'ont aucun droit de garder cet enfant » a affirmé Mariela Quintana. « Je veux que l'Eglise nous aide à ramener l'enfant à Cuba ».

Le voyage des deux femmes à New York a été organisé par Conseil National des Églises, une organisation protestante américaine. Son secrétaire-général, Robert Edgar, a assuré que les deux grands-mères n'avaient pas l'intention de se rendre à Cuba et allaient au cours de prochains jours rencontrer des officiels américains pour tenter d'obtenir le droit de ramener Elian avec elles.

Commentant le principal argument des parents d'Elian à Miami, qui est que l'enfant doit rester aux États-Unis pour respecter la volonté de sa mère, Raquel Rodriguez a assuré que son second mari « était très violent et la menaçait, ce qui l'a conduite à cette tragédie ».

Le New York Times et la chaîne ABC coproduisent un magazine vidéo pour Internet

Agence France-Presse
NEW YORK

Un des quatre grands réseaux télévisés américains, ABC, et le quotidien *New York Times* vont coproduire un magazine vidéo d'actualité politique qui sera diffusé sur l'internet jusqu'à l'élection présidentielle de novembre.

« Political Points », d'une durée de 15 minutes, commencera le lundi 24 janvier, jour du « caucus » de l'Iowa (centre-ouest), qui va donner le coup d'envoi de l'élection, selon un communiqué commun.

Il sera diffusé chaque jour, du lundi au vendredi, sur les sites internet respectifs des deux médias, ABCNEWS.com et NYTIMES.com, à 13H30 heure de New York (18H30 GMT), selon un communiqué commun.

Il couvrira toute l'actualité politique liée à l'élection avec des interviews, des reportages et des commentaires et proposera un dialogue interactif aux internautes dans des forums en ligne.

La rédaction de la chaîne ABC News et le *New York Times* coproduiront également des sujets sur la technologie et la santé, qui seront diffusés dans le journal télévisé du matin d'ABC (« Good Morning America ») et dans son magazine « 20/20 ». Cette coopération pourra être étendue ultérieurement à d'autres secteurs, selon le communiqué.

Des journalistes du *New York Times* interviendront également dans des journaux télévisés d'ABC News, notamment le matin, où ils pourront commenter des articles publiés dans le quotidien.

Le *Washington Post* et NBC — un autre grand réseau télévisé américain aux côtés d'ABC, CBS et Fox — ont annoncé un accord de coopération similaire en novembre, prévoyant notamment l'intervention de rédacteurs du quotidien sur la chaîne d'informations câblée MSNBC.



Elizabeth Rivett, 6 ans. Thalassémie.

Transfusée 56 fois

Donner du sang,
une question de vie.



HÉMA-QUÉBEC

2817098